



Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 FÉVRIER, 1935.

QUEBEC, SATURDAY, 2ND FEBRUARY, 1935.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B. — Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

N. B. — The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

REDEMPTI PARADIS,

Rédempti Paradis.

King's Printer.

Hôtel du Gouvernement.

1-1-8-o

Government House.

2-1-8-o

Lettres patentes

Letters patent

"Associated Quality Canners (Quebec), Limited".

"Associated Quality Canners (Quebec), Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1934, constituant en corporation: Aubrey Huntingdon Elder, avocat et Conseil du Roi, Wendell Howard Laidley, John Peters Humphrey, Charles William Leslie et William Wainwright Chipman, avocats, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1934, incorporating: Aubrey Huntingdon Elder, Advocate and King's Counsel, Wendell Howard Laidley, John Peters Humphrey, Charles William Leslie and William Wainwright Chipman, Avocates, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) Exercer le commerce de manufacturier et expéditeur et marchands de marchandises en boîte, condiments, marinades, confitures, gelées, conserves, friandises pour la table, accessoires et approvisionnement pour épiciers et viandes préparées ou marchandises de toutes sortes et description; acheter ou autrement acquérir et cultiver, mettre en conserve, en boîte, paqueter, expédier, exporter, importer et généralement faire le commerce de graines, fruits, légumes et produits agricoles, maraichers et laitiers et tous autres produits alimentaires, et en rapport avec le commerce de la compagnie établir, aménager, exploiter et maintenir des magasins, agences, dépôts et autres marchés pour la vente des produits de la compagnie;

(a) To carry on business as manufacturer and shipper of and dealer in canned goods, condiments, pickles, jams, jellies, preserves, table delicacies, grocers' sundries and supplies and prepared meats or goods of all kinds and descriptions; to purchase or otherwise acquire and to grow, preserve, can, pack, ship, export, import and generally to deal in seeds, fruits, vegetables and farm, garden and dairy produce and all other food products, and in connection with the business of the company to establish, equip, operate and maintain stores, agencies, depots and other markets for the sale of the products of the company;

(b) Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et faire le commerce de boîtes en ferblanc, boîtes à conserve, boîtes, jarres, récipients, étiquettes et tous autres accessoires de toute classe et description pour metteurs en conserves;

(b) To manufacture, purchase or otherwise acquire and deal in cans, tins, boxes, jars, containers, labels and all other canners' or packers' supplies of every class and description;

(c) Exercer les opérations d'entrepôts, y compris l'opération d'entrepôts frigorifiques ou usines à froid;

(c) To carry on the business of warehousemen, including the operation of cold storage warehouses or plants;

(d) Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, et vendre ou autrement disposer de tous biens mobiliers ou immobiliers, droits ou privilèges qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'exercice du commerce de la compagnie;

(d) To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, use, enjoy, and to sell or otherwise dispose of all real or personal property, rights or privileges, which may be necessary or useful for the carrying on of the business of the company;

(e) Construire, acheter, louer, affréter ou autrement acquérir et détenir, posséder, aménager, maintenir, améliorer, réparer, exploiter, contrôler, gérer et vendre, échanger ou donner à bail ou

(e) To construct, purchase, hire, charter or otherwise acquire, and to hold, enjoy, equip, maintain, improve, repair, operate, control, manage and to sell, exchange, or let out to hire or

autrement négocié ou disposer de tous dépôts, fabriques, entrepôts, bureaux, édifices, travaux, usines, engins, machinerie, dispositifs et outillages qui peuvent être nécessaires ou incidents à l'exercice du commerce de la compagnie;

(f) Développer, accumuler et utiliser les pouvoirs hydrauliques pour la production de l'électricité, ou autre force motrice semblable ou autrement, et en faire la distribution pour la production, transmission ou usage d'énergie pour fins d'éclairage, chauffage ou force motrice en rapport avec les édifices ou autres travaux de la compagnie;

(g) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de commerce, brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(h) Développer et faire fructifier toutes terres acquises par la compagnie ou dans lesquelles elle a quelque intérêt et en particulier en les délimitant et préparant pour fins de construction, en construisant, améliorant, démolissant, décorant, entretenant, aménageant et améliorant des bâtisses et dépendances et par leur ensemencement, pavage, drainage, affermage et culture, louage à la condition de construire, à bail ou sur convention relative à la construction et en avançant des deniers à et effectuant des contrats et arrangements de toutes sortes avec les constructeurs, locataires et autres;

(i) Acheter, vendre, manufacturer, raffiner, manipuler, exporter et importer et généralement faire le commerce de toutes substances, appareils, et choses susceptibles d'être utilisés dans aucun tel commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou acquis par tout client ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie;

(j) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(k) Prêter de l'argent à toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec laquelle la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(l) Rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures, ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou l'organisation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

(m) Exercer tout autre commerce soit manufacturier ou autre, que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

(n) Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou firme ou par toute corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant

otherwise deal with or dispose of all such stations, factories, warehouses, offices, buildings, works, plants, engines, machinery, fixtures, and equipment as may be necessary for or incidental to the carrying on of the business of the company;

(f) To develop, accumulate and utilize water powers for the purpose of generating electricity, or other motive force similar or otherwise, and to supply the same for the production, transmission or use of power for lighting, heating or motive purposes in connection with the buildings, and other works of the company;

(g) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(h) To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences and by planting, paving, draining, farming and cultivating, letting on business lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others;

(i) To buy, sell and manufacture, refine, manipulate, export and import, and generally to deal in all substances, apparatus and things capable of being used in any such businesses as the company is authorized to carry on or required by any customers of or persons having dealings with the company;

(j) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(k) To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(l) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(m) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(n) To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed

des biens nécessaires aux fins de cette compagnie, et les payer soit totalement ou partiellement en argent, ou totalement ou partiellement en obligations, actions acquittées, ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, et assumer les responsabilités de toute telle personne, firme ou corporation;

(o) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

(p) Conclure des conventions avec les autorités, gouvernements, municipaux, locaux ou autres, qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie ou aucun de ses objets et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(q) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(r) Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(s) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(t) Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des propriétés, biens et entreprises de la compagnie comme industrie en exploitation ou autrement pour telle considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour des actions acquittées, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(u) Exercer tout autre commerce ou s'engager dans toute autre activité que les directeurs croiront incidents ou nécessaires à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptibles d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie;

of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash, or wholly or partly in bonds, paid up shares, or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

(o) To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, and to take or otherwise acquire shares or other securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(p) To enter into any arrangements with any authorities, government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(q) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

(r) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

(s) To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(t) To sell, or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets and undertakings of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular for paid up shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

(u) To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

(v) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(w) Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(x) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "Associated Quality Canners (Quebec), Limited", avec un capital-total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,

625 Sous-secrétaire de la Province.

(v) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(w) To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

(x) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And that it be ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Associated Quality Canners (Quebec), Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,

626-o Assistant Provincial Secretary.

"Atlas Crayon and Pencil Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1935, constituant en corporation: C.-Douglas Mellor, Ruggles Ede, comptables, et Rose Breitman, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce en général de toutes sortes de crayons, stylets, plastiques, aquerelles, peintures pour école, cahiers de dessin et accessoires d'école; et exercer le commerce de marchands, négociants, importateurs, exportateurs, marchands à commission et agents, manufacturiers, soit en gros ou en détail;

2. Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, négocier et faire le commerce, utiliser et disposer soit

"Atlas Crayon and Pencil Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1935, incorporating: C. Douglas Mellor, Ruggles Ede, accountants, and Rose Breitman, spinster of the full age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, import, export, buy, sell and deal generally in all sorts of crayons, pencils, plastics, watercolors, school paints, drawing books and school supplies; and to carry on the business of merchants, jobbers, importers, exporters, commission merchants and manufacturers agents, either by wholesale or retail;

2. To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire, deal in and deal with, utilize and dispose of, either at whole-

en gros ou en détail, de tous autres articles ou choses d'un caractère similaire ou analogue aux objets susdits, ou aucun d'eux, ou s'y rapportant;

3. Exercer tout autre commerce ou entreprise que la compagnie croira pouvoir être économiquement ou convenablement exercé en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie ou susceptible de promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

4. Acheter ou autrement acquérir, et solliciter, détenir, développer, manufacturer, négocier ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, noms de commerce, procédés, dessins, permis ou franchises;

5. Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, et détenir, posséder, développer, négocier, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et biens immobiliers, terrains, usines, entrepôts, magasins et édifices, et tous intérêts ou droits s'y rapportant;

6. Eriger et construire sur aucun terrain possédé ou loué par la compagnie, ou dans lequel la compagnie est en aucune manière intéressée, des édifices pour toutes fins, et installer et exploiter des moulins, usine, machineries et aménagements de toute sorte, nécessaires ou convenables à l'exercice du commerce de la compagnie;

7. Etablir des agences et succursales;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'aucune partie du commerce, droits, franchises, clientèle, propriétés et biens, y compris toute option, concession et chose semblable de tout individu, firme, association ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

9. Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou se fusionner à aucune telle compagnie;

10. Employer toute partie de ses fonds dans l'achat d'actions de toute autre compagnie et, durant la possession ou détention de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétés, y compris le droit de voter pour telles actions;

11. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer tout commerce ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

13. Hypothéquer, nantir, ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

14. Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la

sale or retail, any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith;

3. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

4. To purchase or otherwise acquire, and to apply for, hold, develop, manufacture, deal in, or dispose of patents of invention, trade-marks, trade-names, processes, designs, licenses or franchises;

5. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, factories, warehouses, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith;

6. To erect and construct upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

7. To establish agencies and branches;

8. To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, good-will, property and assets, including any option, concession and the like of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

9. To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company and to transfer its undertakings or assets, or to amalgamate with any such company;

10. To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and, while the owner or holder thereof to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

11. To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

12. To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar, in whole or in part, to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

13. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

14. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money

compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

15. Émettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks, et/ou d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks et/ou d'autres valeurs en paiement ou paiement partiel ou en échange pour les actions, obligations, ou débetures, stocks, et/ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

16. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée, et accepter en garantie de ces prêts et garanties aucune garantie offerte par cette compagnie ou ces personnes, y compris les actions, obligations, actions-débetures, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, ou sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

17. Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens, mobiliers ou immobiliers, ou du commerce ou entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter par voie de compensation pour toute telle vente, bail ou disposition, totalement ou partiellement, de l'argent ou toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la compagnie;

18. Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie, par résolution;

19. Exercer tout autre commerce que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la compagnie ou qui paraîtra susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

20. S'unir, soit par l'achat, vente ou autrement, à toute personne, société ou corporation exploitant un commerce similaire en tout ou en partie à celui que la compagnie est autorisée à exercer;

21. Procurer du capital, crédit ou autre secours pour l'établissement, l'extension ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie qu'exerce ou qu'a l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie, avec lesquelles la compagnie est en relations d'affaires;

22. Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, les biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions, ou valeurs de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en actions ou valeurs, ou pour toute autre considération, et exploiter

due to the company from purchasers and to sell, or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

15. To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and/or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and/or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock and/or other securities of any other company;

16. To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

17. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, wholly or in part, cash or any shares, debentures, debenture stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

18. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as the directors of the company may from time to time, by resolution, determine;

19. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

20. To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

21. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the company has business relations;

22. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons, carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the business of any such company, society,

l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

23. Construire, maintenir ou modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie;

24. Rémunérer soit en argent ou en actions entièrement acquittées, ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, ou pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

25. Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de cette compagnie;

26. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

27. Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs ou par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Atlas Crayon and Pencil Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en deux cents (200) actions, d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, à être fixé à la somme de vingt mille dollars (\$20,000.00), monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,

627

Sous-secrétaire de la Province.

partnership or person whose assets are so acquired;

23. To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company;

24. To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred and for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

25. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

26. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

27. To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Atlas Crayon and Pencil Company, Limited".

The capital stock of the company will be divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, to be fixed at the sum of twenty thousand dollars (\$20,000.00), current money of Canada.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,

628-0

Assistant Provincial Secretary.

"Garage Owners Association, Inc.—Association des Garagistes, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Prieur, Imberto Romano, Laurent Choquette, Percy Swail, et Sylvio Hogue, tous propriétaires de garage, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Promouvoir le bien-être et l'intérêt de ses membres par tous les moyens légitimes;

(b) Emettre des certificats de membre aux membres de l'association;

(c) Recevoir des honoraires d'entrée, souscriptions et cotisations qui peuvent être dus par les membres de l'association;

(d) Etablir des agences et succursales;

(e) Promouvoir la bonne entente, l'harmonie et la coopération entre les propriétaires de garage

"Garage Owners Association, Inc.—Association des Garagistes, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1934, as a corporation without share capital: Arthur Prieur, Imberto Romano, Laurent Choquette, Percy Swail, and Sylvio Hogue, all garage-owners, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To promote the welfare and interest of its members in every legitimate way;

(b) To issue certificates of membership to the members of the association;

(c) To receive such entrance fees, subscriptions, and assessments, as may be due by the members of the association;

(d) To establish agencies and branches;

(e) To promote goodwill, harmony, and cooperation among the garage owners of the Prov-

de la province de Québec; généralement formuler et appliquer des mesures pour la protection des intérêts communs des membres de l'Association;

(f) Assurer et promouvoir l'exercice convenable et efficace du commerce de garagistes de toutes sortes dans la province de Québec;

(g) Etudier la législation sur le commerce de propriétaires de garages dans la province de Québec et ailleurs, et s'il est jugé convenable, agir de concert avec les autorités dans l'observance des lois se rapportant au commerce de garagistes;

(h) Agir de concert avec toutes autres corporations ou associations semblables pour la promotion de ces objets;

(i) Destiner les fonds de la corporation à tels autres objets légaux pour promouvoir le bien-être intellectuel, moral, social et matériel des membres de l'Association, de la manière qui sera de temps à autre déterminée, conformément aux règles, réglementations et règlements de l'Association;

(j) La dite Association pourra faire des règlements, et de temps à autre changer, annuler, ajouter ou révoquer aucune de ses règles, réglementations ou règlements, en observant toujours, cependant, telles formalités qui sont et qui pourraient être légalement prescrites à cette fin; pourvu que nuls règles, réglementations ou règlements ne soient incompatibles avec la loi, sous le nom de "Garage Owners Association, Inc."—Association des Garagistes, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la Corporation peut détenir est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de décembre 1934.

629 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"G. Le May de Lorme, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1935, constituant en corporation: René Chenevert, et Paul Désy, de la cité de Westmount, Georges Desranleau, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, et tous avocats, dans les buts suivants:

1. Agir comme mandants et agents pour le commerce d'annonce, de publicité, d'imprimerie et tout autre commerce qui en dérive;
2. Agir comme agents de commerce, d'industrie et de finance sous tous les rapports;
3. Agir comme agents pour artistes de vaudeville, radio et autres artistes sous tous rapports;
4. Transiger aucun commerce y incident ou pouvant profiter à la dite corporation;
5. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

ince of Quebec, generally, and to devise and give effect to measures for the protection of the common interests of the members of the Association;

(f) To ensure and promote the proper and efficient carrying on of the business of garage owners of all kinds within the Province of Quebec;

(g) To study legislation on the business of garage owners in the Province of Quebec and elsewhere, and if deemed advisable, to act with the authorities in the enforcement of laws appertaining to the business of garage owners;

(h) To act with other similar corporations or associations for the promotion of these objects;

(i) To devote the funds of the corporation to such other lawful objects for promoting the intellectual, moral, social and material welfare of the members of the Association, as may from time to time be determined, in accordance with the rules, regulations, and By-Laws of the Association;

(j) The said Association to make By-Laws, and from time to time change, annul, add to, or repeal, any of its rules, regulations, or By-Laws, observing always, however, such formalities as are, and may be lawfully prescribed to that end; provided that no rules, regulations, or By-Laws shall be contrary to law, under the name of "Garage Owners Association, Inc."—Association des Garagistes, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the Corporation may hold is to be limited is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of December, 1934.

630-o ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"G. Le May de Lorme, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1935, incorporating: René Chenevert, and Paul Désy, of the City of Westmount, Georges Desranleau, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, and all Advocates, for the following purposes:

1. To act as principals and agents for advertising business, publicity, printing and any other business deriving thereof;
2. To act as commercial, industrial and financial agents in all respect;
3. To act as agents vaudeville, radio, and other artists in all respect;
4. To transact any business thereof incidental and in order to benefit the said corporation;
5. To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

6. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

7. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

8. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

9. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

11. Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

12. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

14. Construire, améliorer, maintenir, travailler, gérer, exercer et contrôler toutes manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

8. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

9. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

10. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

11. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

13. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

14. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactures, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, sub-

contribuer, subventionner ou autrement les aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, organisation, gestion, exercice ou contrôle;

15. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

16. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

18. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer et exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

19. Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par achat et exposition de travaux d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

20. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

21. Se consolider ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

22. Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

23. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

24. Prendre les moyens de faire connaître les marchandises de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement par la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, par l'achat et l'exhibition d'œuvres d'art ou d'intérêt, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

25. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

26. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

27. Faire toutes les autres choses nécessaires

sidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

15. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

16. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

17. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

18. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

19. To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

20. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

21. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

22. To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

23. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

24. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

25. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

26. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

27. To do all such other things as are incidental

pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "G. LeMay de Lorme, Incorporated", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
631 Sous-secrétaire de la Province.

"Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du quinzième jour de janvier 1935, constituant en corporation, sans-capital-actions: John Woffenden, Marcell Fox, Charles Mallinson, tous coiffeurs, Montréal, dans les buts suivants:

(a) Améliorer des conditions de travail des membres;

(b) Protéger les intérêts des patrons et employés de la Profession;

(c) Protéger la santé du public en général en introduisant et mettant en vigueur les conditions hygiéniques pour le bien-être général de ses clients;

(d) Etablir des heures de travail plus convenables et une atmosphère plus saine et plus gaie pour les ouvriers et une norme plus élevée d'habileté dans la profession, sous le nom de "Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la compagnie peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
633 Sous-secrétaire de la Province.

"Hesco Dress Company, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Louis Feigenbaum et Albert-Louis Stein, avocats, tous deux des cité et district de Montréal, et Blanche Schwartz, fille majeure, sténographe, de la cité d'Outremont, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, négocier, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, habits, manteaux pour dames et enfants, et manufacturer des vêtements de toutes descriptions quelconques pour dames;

2. Exercer le commerce de négociants, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de matériels textiles, lainages, soies, doublures, et tous autres matériels de toute description quelconque, et à cette fin faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant;

3. Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, importateurs, exportateurs,

or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "G. Le May de Lorme, Incorporated", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one thousand (1,000) common shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
632-o Assistant Provincial Secretary.

"Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to the provisions of article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of January, 1935, incorporating as a corporation without share-capital: John Woffenden, Marcell Fox, Charles Mallinson, all hairdressers, Montreal, for the following purposes:

(a) To improve the working conditions of the members;

(b) To protect the interest of the Masters and Employees of the Profession;

(c) To protect the health of the public in general by introducing and enforcing conditions of hygiene for the general welfare of its patrons;

(d) To establish better hours of labor and a brighter healthier atmosphere for the workers and a higher standard of proficiency in the profession, under the name of "Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the company may possess, is to be limited, is twenty five thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
634-o Assistant Provincial Secretary.

"Hesco Dress Company, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourteenth day of January, 1935, incorporating: Louis Feigenbaum and Albert Louis Stein, advocates, both of the City and district of Montreal, and Blanche Schwartz, spinster, stenographer, of the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and children's dresses, suits, coats, and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever;

2. To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

3. To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, and

grossistes, détaillants pour toute confection propre au marché, lainages, soies, doublures, à base de commission ou autrement;

4. Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne, firme ou compagnie que la compagnie croira convenable;

5. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

6. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et responsabilités de toute personne ou corporation exerçant tout commerce que la présente compagnie exerçait ou qu'elle a droit d'exercer, et les payer en tout ou en partie avec les actions libérées de la présente compagnie;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous droits et privilèges que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement tous fonds de commerce, machineries, ou outillage;

8. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables et transférables;

9. Vendre et aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

10. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et nommer des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger;

11. Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou valeurs ou autrement, aucune autre compagnie, ou corporation et garantir la réalisation des contrats par cette compagnie, corporation ou par toute autre personne ou toutes personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

12. Prendre les moyens jugés convenables de faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

13. Vendre, améliorer, gérer, échanger, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

14. Faire aucune ou toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

15. Faire aucune ou toutes les choses susdites, comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Hesco Dress Company, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1419 rue Clarke, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,

635

Sous-secrétaire de la Province.

retailers for all marketable wearing apparel, woollens, silks, linings, on a commission basis or otherwise;

4. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any other similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

5. To subscribe for, take, or otherwise acquire, shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company;

6. To acquire or take over the whole, or any part, of the business property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carried on, or is entitled to carry on, and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

7. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and particularly any stock-in-trade, machinery or plant;

8. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

9. To sell, dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

11. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

12. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards, and donations;

13. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

14. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

15. To do all such other things as are conducive or incidental to the attainment of such objects, under the name of "Hesco Dress Company, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 1419 Clarke Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,

636-o

Assistant Provincial Secretary.

"Miss Style, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q. 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Morris-B. Signer, avocat, Mike Wise, secrétaire, et Abe Wise, gérant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, commerçants, négociants et détaillants de vêtements de toute sorte et description pour dames, faire le commerce de marchandises sèches, soies, satins, fournitures pour tailleurs, tissus de toutes sortes et articles en drap et en coton généralement, et faire les affaires de tailleurs, costumiers et drapiers;

(b) Exercer le négoce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et espèces d'articles, effets et marchandises;

(c) Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers et représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

(d) Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains, machines, usines et propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie;

(e) Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie, ou qui s'y rattachent;

(f) Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins susdites;

(g) Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

(h) Hypothéquer, mettre en gage, vendre, louer, ou aliéner des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

(i) Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature et les vendre ou autrement les négocier;

(j) Acquérir de toute personne, firme ou corporation, tout commerce, de nature semblable ou incident au commerce susdit, et émettre des actions entièrement acquittées en paiement total ou partiel de son prix d'achat;

(k) Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susdit, et émettre des actions entièrement libérées, en paiement du prix d'achat;

(l) Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou engagements envers la compagnie, contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie, sous le nom de "Miss Style, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions, de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"Miss Style, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the sixteenth day of January, 1935, incorporating: Morris B. Signer, advocate, Mike Wise, Secretary, and Abe Wise, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers, and retailers in ladies' clothing of every kind and description, to deal in dry goods, silks, satins, tailor's trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers;

(b) To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and description of goods, wares and merchandise;

(c) To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives for other persons, firms or corporations;

(d) To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the Company;

(e) To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the Company;

(f) To purchase or otherwise acquire any other properties, rights, or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

(g) To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges, or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the Company;

(h) To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the Company;

(i) To hold and own shares and securities in any other Company or Companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the same;

(j) To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

(k) To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing, and to issue fully paid up shares in payment of the purchase price thereof;

(l) To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities, or obligations to the Company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the Company, under the name of "Miss Style, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the County of Hochelaga, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Montreal District Realty Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Erigène Godin, notaire, Edouard Legault, teneur de livres, Delle Gilberte Dubé, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de ville, édifices, fermes, terrains miniers ou fruitiers, sites de ville, terres à pâturages, terres à bois, et immeubles et biens immobiliers de toute description, et aucun intérêt et droits en iceux légaux ou équitables ou autrement quelconque, prendre, bâtir, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement négocier et disposer de terrains, terres, sites, immeubles et biens immobiliers ou aucun intérêt en iceux et négocier la totalité ou aucune portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdivisant en lots à bâtir, et les disposant généralement en lots, rues et sites de construction pour fins résidentielles ou autrement;

2. Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement disposer des biens mobiliers ou immobiliers appartenant à la dite compagnie; transférer tels biens à un créancier hypothécaire ou gagiste pour le montant dû à tel créancier hypothécaire ou gagiste, par voie de Dation en paiement, et négocier pour l'achat, vente, échange ou location d'immeubles et biens immobiliers, et généralement exercer le commerce d'agents en immeuble dans toutes ses spécialités;

3. (a) Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains, ou intérêts en iceux, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun d'iceux et vendre, louer ou échanger, hypothéquer ou autrement aliéner la totalité ou toute portion des dites propriétés immobilières, et tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou qui seront à l'avenir érigés sur icelles, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires;

(b) Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction;

(c) Prendre ou détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou structures ainsi vendus, et vendre, hypothéquer ou autrement disposer des dits hypothèques;

(d) Améliorer, modifier et gérer les dits terrains et édifices;

(e) Garantir et autrement aider à la réalisation des contrats ou gages de toutes personnes, firmes ou corporations avec qui ou avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires et assumer et se charger de tels gages ou contrats en défaut;

(f) Préparer des sites à bâtir et construire, reconstruire, modifier, améliorer, décorer, fournir et maintenir des bureaux, plain-pieds, maisons, usines, entrepôts et terrains, et consolider, unir ou subdiviser des propriétés; et

(g) Exercer les opérations d'agents d'immeuble;

4. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges, droits privilégiés, charges et toutes autres sortes de garantie pour garantir le paiement de tout argent dû à la compagnie ou toutes avances ou prêts faits par la compagnie;

5. Agir comme agents et courtiers pour la transaction d'aucun commerce, administration de successions, vente de propriété, le placement, la

"Montreal District Realty Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1935, incorporating: Erigène Godin, notary, Edouard Legault, book-keeper, Miss Gilberte Dubé, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, buildings, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve, or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out into lots, street and building sites for residential purposes or otherwise;

2. To buy, sell, exchange, lease or otherwise dispose of moveable or immovable property belonging to the said company; to transfer such property to a mortgage creditor or pledgee for the amount due such mortgage creditor or pledgee, by way of *Dation en Paiement*, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

3. (a) To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

(b) To erect buildings and deal in building material;

(c) To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages;

(d) To improve, alter and manage the said lands and buildings;

(e) To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom or which the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default;

(f) To prepare building sites and to construct, reconstruct, alter, improve, decorate, furnish and maintain offices, flats, houses, factories, warehouses and lands, and to consolidate, connect or subdivide properties; and

(g) To carry on the business of a real estate agent;

4. To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances or loans made by the company;

5. To act as agents and brokers for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment, handling,

manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers pour aucun individu, corporation, firme ou cour de justice, et prendre, recevoir, détenir, transférer et transporter tous biens, immobiliers ou mobiliers, meubles ou immeubles, qui pourraient être accordés, transportés ou confiés à la présente Compagnie aux fins sus-énoncées;

6. Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurances, et représenter aucune ou toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans toute spécialité dudit commerce, et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour services rendus;

7. Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la Compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente Compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

8. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

9. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie ou toutes obligations, débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

10. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonis, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lequel ou lesquelles la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

11. Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

12. Investir et réinvestir de temps à autre et de la manière et dans les produits, actions et valeurs qui seront de temps à autre déterminés, et changer et varier ces placements, et particulièrement, mais sans limiter la généralité des termes susdits, acheter, détenir, vendre, négocier et faire le commerce de l'or et de l'argent, des actions, titres, bons, débetures et autres valeurs et tout droit ou intérêt en iceux ou y relatifs;

13. Exercer toute autre industrie qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

14. Acheter ou autrement acquérir et assumer tout ou aucune partie d'aucun commerce dont les

loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm, or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, moveable or immovable, which may be granted, conveyed or committed to this company for the purposes aforesaid;

6. To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

8. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

9. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

10. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

11. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

12. To invest and re-invest from time to time, in such manner and in such commodities, shares and securities as may from time to time be determined, and to vary and change investments, and in particular but without limiting the generality of the foregoing, to buy, hold, sell, deal in and deal with gold and silver and with shares, stocks, bonds, debentures and other securities and any rights or interest therein or thereto;

13. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

14. To purchase, or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with

objets sont semblables à ceux de la compagnie, avec ensembles les édifices, machinerie, fonds de commerce, clientèle et biens en général; assumer en tout ou en partie les obligations de tel commerce et les payer totalement ou partiellement en obligations, débetures ou actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel de la compagnie; et les vendre, les louer, totalement ou partiellement, ou autrement en disposer;

15. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

16. S'associer ou conclure tous arrangements pour le partage des profits ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, et faire des avances, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir ou autrement les négocier;

17. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la compagnie;

18. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

19. Louer, vendre, la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

20. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions ou faire des contrats avec tout individus ou toute compagnie pour les payer;

21. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie pour tels montants, à tels taux d'intérêt et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables, obliger la compagnie à rembourser les montants ainsi empruntés et l'intérêt sur ceux et à la réalisation des termes et conditions et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour tels montants et à tel prix qui seront jugés convenables;

22. Hypothéquer, nantir, céder, transférer ou engager toute propriété mobilière ou immobilière présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisé à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

23. Exercer tout autre commerce ou exploiter toute autre activité que les directeurs trouveront incidents ou avantageux à la réalisation des objets

objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

15. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

16. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

17. To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

18. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

19. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

20. To pay all or any expense of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or individual to pay the same;

21. To borrow money on the credit of the company in such sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be deemed proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

22. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

23. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of

de la compagnie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie:

24. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

25. Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, officiers ou employés, tels contrats ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

26. Il est interdit de faire appel au oublic pour faire souscrire toutes actions, obligations ou débetures de la compagnie, sous le nom de "Montreal District Realty Corporation", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
639 Sous-secrétaire de la Province.

the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

24. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

25. And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interest therein, which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

26. Any invitation to the public to subscribe for any shares, bonds or debentures of the company is prohibited, under the name of "Montreal District Realty Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
640-o Assistant Provincial Secretary.

"Petroleum Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Paul Raymond et Georges Desranleau, avocats, et Germaine Boisvert, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Faire des explorations, acheter, louer, passer des contrats, forer, développer, améliorer, maintenir, exploiter, vendre ou disposer de claims miniers, droits miniers, puits, puits pétrolifères, puits gazeux, terrains pétrolifères, terrains gazeux et autres biens mobiliers, et droits et intérêts en iceux, titres miniers concernant l'huile et le gaz, et/ou droits régaliens;

(b) Acheter, passer des contrats, louer et d'aucune et de toute autre manière, acquérir, prendre, détenir et posséder et/ou vendre, hypothéquer, louer et autrement disposer et négocier tels titres miniers concernant l'huile et/ou le gaz, et/ou

"Petroleum Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1935, incorporating: Paul Raymond and Georges Desranleau, Advocates, and Germaine Boisvert, spinster, Stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(a) To prospect for, buy, lease, contract for, drill, develop, improve, maintain, operate, sell or dispose of mining claims, mineral rights, oil wells, gas wells, oil lands, gas lands and other real properties and rights and interests therein, oil and or gas mineral deeds and/or royalties;

(b) To buy, contract for, lease, and in any and all other ways acquire, take, hold and own and or sell, mortgage, lease and otherwise dispose of and deal in such oil and or gas mineral deeds and/or leases and/or producing or non producing royal-

baux, et/ou des ordres de transfert de royautés sur des terrains productifs ou improductifs, en tout ou en partie, et tous droits et titres en ic eux, soit au moyen de garanties, billets, débetures, certificats ou de toute autre manière qui pourra être décidée de temps à autre, et les émettre en séries, et par telles dénominations si et tel que décidé de temps à autre par le bureau de direction;

(c) Exercer les opérations de courtiers en obligations, courtiers en assurances, courtiers en placements, courtiers d'actions, et exercer un commerce d'agences financières de promotion et de courtage en général;

(d) Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation qui y sont incidents, entreprendre, administrer, contrôler ou autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute corporation, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leurs réclamations ou d'exécuter toute transaction pour la réalisation desquelles la compagnie a assumé toutes obligations ou responsabilité;

(e) Obtenir des capitaux, du crédit ou autre aide pour l'établissement, l'extension ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie exploitée, ou devant être exploitée par toute personne, firme, corporation;

(f) Agir comme agents dans le but d'émettre ou contresigner les certificats de titres, bons ou autres obligations de toutes associations ou corporation municipale ou autre, agir comme agents de transfert et régistateurs en rapport avec les tous titres, bons ou autres obligations, et gérer tous fonds d'amortissements à telles conditions qui seront convenues;

(g) Transiger, entreprendre et exercer aucune transaction commerciale, entreprises et opérations ordinairement transigées, exercées ou entreprises par des agents d'immeubles, entrepreneurs, marchands, manufacturiers, agents à commission ou agents d'assurance ou agents en général et faire des explorations, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et gérer des puits pétrolifères, propriétés pétrolifères et puits de gaz naturel, et acheter, vendre et faire le commerce de pétrole, gaz naturel et droits régaliens;

(h) Donner telles garanties aux acquéreurs de telles actions, obligations, débetures, billets, certificats, titres miniers concernant l'huile et le gaz et/ou droits régaliens ou autres valeurs vendus ou distribués par la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée, soit par la création de réserves pour les racheter ou autrement;

(i) La compagnie sera administrée par un bureau de cinq directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des actionnaires;

(j) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(k) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(l) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de

ties transfer orders in whole or in part and all rights and titles therein, either by way of securities, notes, debentures, certificates, or in any other manner that may be decided from time to time, and same to be issued by series and in such denominations if and as may be decided from time time by the Board of Directors;

(c) To carry on business as bond dealers, underwriters, investment brokers and shares brokers and a general financial agency, promotion and brokerage business;

(d) To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, as are incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any corporation, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby, realizing upon the claims thereon or carrying out any transaction to completion thereof in connection with which the company has undertaken any obligation or responsibility;

(e) To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm or corporation;

(f) To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or other obligations of any association or municipal or other corporation, to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds or other obligations, and to manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon;

(g) To transact, undertake and carry on any business transaction, undertaking or operation usually transacted, carried on or undertaken by real estate agents, contractors, merchants, manufacturers, commission men or insurance or general agents, and to prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage oil wells, oil properties and natural gas wells, and to buy, sell and deal in petroleum, natural gas and royalties;

(h) To give such guarantees to the purchasers of such shares, bonds, debentures, notes, certificates, oil and gas mineral deeds and/or royalties or other securities sold or distributed by the company as from time to time may be determined, either by the creation of reserve funds to re-purchase same or otherwise;

(i) The company shall be managed by a board of five directors to be elected at the first general meeting of the shareholders;

(j) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(k) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(l) To apply for, purchase, or otherwise acquire all patents, licenses, concessions and the like,

même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en rapport avec icelle, ou autrement mettre en valeur les propriétés, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(m) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(n) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(o) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(p) Etablir et supporter et aider à l'établissement et au maintien d'associations, institutions, fonds, fiducies et commodités susceptibles de bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou aux personnes à charge ou parents de telles personnes et accorder des pensions et allocations, et faire les paiements d'assurances et souscrire ou garantir l'argent pour des fins de charité et de bienfaisance ou pour toute exhibition ou pour tous objets publics, généraux ou utiles;

(q) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(r) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

(s) Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(m) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(n) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(o) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(p) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

(q) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(r) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(s) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactures, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(t) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

(u) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(v) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(w) Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou aucune corporation ou aucun autre corps public peut accorder et les payer et les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

(x) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

(y) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(z) Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(aa) Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(bb) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

(cc) Prendre les moyens de faire connaître les marchandises de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

(dd) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(ee) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(ff) Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Petroleum Investment Corporation", avec un capital total de deux cent soixante-quinze mille dollars (\$275,000.00), divisé en soixante-quinze

(t) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(u) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(v) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(w) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(x) To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

(y) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(z) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

(aa) To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

(bb) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(cc) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(dd) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(ee) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(ff) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Petroleum Investment Corporation", with a total capital stock of two hundred and seventy-five thousand dollars (\$275,000.00), divided into seventy five thousand

mille (75,000) actions ordinaires de un dollar (\$1.00) chacune et vingt mille (20,000) actions privilégiées de dix dollars (\$10.00) chacune valeur au pair;

Lesdites actions privilégiées porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après énoncés, à savoir:

1. Lesdites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, cumulatif, fixe au taux de 8% par année, sur le capital payé sur icelles, et participeront avec le capital ordinaire jusqu'à 12%, cette participation, toutefois, n'étant pas cumulative;

2. Lesdites actions privilégiées auront droit de priorité, en ce qui regarde les dividendes et le remboursement du capital, à toutes autres actions de la compagnie;

3. La compagnie peut de temps à autre, à son gré, racheter la totalité ou aucune partie des actions privilégiées à onze dollars (\$11.00), pourvu que dans le cas où la compagnie rachèterait en aucun temps moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours, les actions à être ainsi rachetées soient déterminées par tirage au sort, le tirage devant être fait par une personne ou des personnes nommées par le bureau de direction de la compagnie de la manière déterminée par le bureau de direction et qu'un avis de trente jours soit donné au porteur ou aux porteurs des actions à être ainsi rachetées.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
641 Sous-secrétaire de la Province.

(75,000) common shares of one dollar (\$1.00) each and twenty thousand (20,000) preferred shares of ten dollars (\$10.00) each par value.

The said preferred shares shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The said preferred shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of 8% per annum, on the capital paid up thereon, and shall participate with the common stock up to 12%, this participation, however, not being cumulative;

2. The said preferred shares shall rank both as regards dividend and return of capital in priority to all other shares of the company.

3. The company is at liberty, from time to time at its option, to redeem the whole or any part of the preferred shares at eleven dollars (\$11.00), provided that in the event of the company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding preferred shares, the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, the drawing to be made by a person or persons appointed by the board of directors of the company in such manner as may be determined by the Board and that thirty day's notice be given to the holder or holders of the shares to be so redeemed.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
642-0 Assistant Provincial Secretary.

"Regal Sporting Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1935, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Armand Gadbois, marchand, Trefflé Déziel, mécanicien, et Mario-E. Lattoni, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Etablir et exploiter un Club social et sportif, dans la province de Québec, dans le but de procurer à ses membres, avec un endroit de retraite choisi et exclusif, un lieu de repos et aussi pour exercice physique et mental et procurer un endroit convenable où les membres pourront recevoir leurs amis;

(b) Promouvoir, encourager, maintenir et développer les sports et activités sociales parmi ses membres;

(c) Posséder, louer et maintenir un ou plusieurs terrains, immeubles et meubles, pour les fins mentionnées dans cette requête, pour l'accommodation de ses membres et les pourvoir de tous les privilèges, avantages et divertissements en usage dans un Club;

(d) Aménager les établissements et propriétés du club pour l'exercice des sports et pour le divertissement des membres, pourvoir une salle à manger, cuisine, jeux, pool, billard, golf et tous autres sports et aussi des salles de réception et fumoirs;

(e) Obtenir et exploiter un permis de club pour la vente du vin et de la bière, conformément aux lois de la province de Québec;

(f) Obtenir un permis de la Commission des Liqueurs de Québec pour l'installation d'armoires

"Regal Sporting Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1935, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Armand Gadbois, merchant, Trefflé Deziel, mechanic, and Mario E. Lattoni, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To establish and operate a Social and Sporting Club, in the Province of Quebec, for the purpose of providing the members thereof with a chosen and exclusive place of retirement, rest, and for bodily, social, and mental exercise, and to supply a suitable place where members may bring their friends;

(b) To promote, encourage, maintain, and develop the exercise of sports and social activities among its members;

(c) To have, rent and maintain any lands, moveables, and immovables, for the purpose mentioned in this Petition, for the accommodation of the members and for providing the same with all the usual club privileges, advantages and amusements;

(d) To equip the club's premises and properties for the exercise of sports, and for the recreation of the members, to provide dining-room, kitchen, games, pool, billiards, golf, and any other sports and also with reception halls and smoking-rooms;

(e) To obtain and operate a club license for the sale of wine and beer, in conformity with the laws of the Province of Quebec;

(f) To obtain a permit from the Quebec Liquor Commission for the instalment of cupboards and

et la garde de boissons alcooliques appartenant aux membres;

(g) Fixer, par le Bureau de direction, le montant de la première contribution et des contributions annuelles des membres et aussi les conditions en vertu desquelles les demandes pour devenir membre pourront être acceptées;

(h) Fixer les cotisations générales et spéciales pour l'entretien et les améliorations du club;

(i) Adopter des règlements et réglementations pour l'administration et la direction générale du club, la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, l'élection et la nomination des directeurs et autres officiers;

(j) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, et autres effets négociables et transférables;

(k) Vendre ou autrement disposer des biens du club, ou aucune partie d'iceux, pour telle considération que le club jugera convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou obligations de toute autre corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux du club.

Faire toutes choses incidentes, sous le nom de "Regal Sporting Club, Inc."

Le montant des biens immobiliers que la corporation peut posséder est limité à cinq mille dollars (\$5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,

643

Sous-secrétaire de la Province.

"Solmax Realities, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1935, constituant en corporation: David-Melvin Lack, Louis Fitch, tous deux avocats, Eli-Michael Berger, étudiant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir par achat, échange et autrement des propriétés immobilières, hypothèques et autres droits réels, et généralement faire le commerce d'immeubles comme vendeurs, acheteurs, agents et exercer le commerce d'agents d'immeubles;

2. Acquérir et détenir, et vendre ou autrement disposer des titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour aucun de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transférer son entreprise ou ses biens, ou se fusionner à toute telle compagnie;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée aux fins de considérer tel règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs de la Compagnie, pour assurer et garantir pour les

the keeping of alcoholic beverages belonging to the members;

(g) To fix, by the Board of Directors, the amount of the first contribution and of the annual contributions of the members and also the conditions under which applications for membership may be accepted;

(h) To fix the general and special assessments for the maintenance and improvements of the Club;

(i) To adopt by-laws and regulations for the management and general government of the Club, the discipline, suspending and expelling of its members, the election and appointment of Directors and other officers;

(j) To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable and transferable instruments;

(k) To sell or otherwise dispose of the assets of the Club, or any part thereof, for such consideration as the Club may deem expedient, and in particular for stock, debentures or bonds of any other corporation having a purpose in whole or in part similar to that of the Club;

To do anything incidental, under the name of "Regal Sporting Club, Inc."

The amount of the immoveable property which the corporation may hold shall be limited to \$5,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,

644-0

Assistant Provincial Secretary.

"Solmax Realities, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1935, incorporating: David Melvin Lack, Louis Fitch, both advocates, Eli Michael Berger, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire by purchase, exchange and otherwise, immoveable properties, hypothecs and other real rights, and to generally deal in real estate as vendors, purchasers, agents, and to carry on the business of real estate agents;

2. Acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

If authorized by By-Law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented by a general meeting called for considering the By-Laws, the Directors may from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum or sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code hypothecate, mortgage or pledge the moveable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose

mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 du chapitre 227 S.R.Q. 1925, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens immobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie; sous le nom de "Solmax Realities, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
645 Sous-secrétaire de la Province.

"The Frank P. Lalonde, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Arthur McCloskey, Burt-John Clark, tous deux comptables, Kenneth-E. Hay, mécanicien, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers de savon, cirages à plancher, huiles à plancher, cire, désinfectants et autres commodités semblables de toute nature et description; avec ensemble tous accessoires qui peuvent entrer dans leur fabrication, et importer, exporter et autrement faire le commerce de ces commodités et autres commodités semblables, soit comme agents ou mandants pour telles fins;

Manufacturer, importer, exporter et autrement faire le commerce de machines pour polir et vernir les planchers et autres instruments semblables de toute nature et description;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables,

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with Articles 11 and 12 of Chap. 227 R.S.Q., 1925, or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the moveable property of the company or pledge or otherwise affect the immoveable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company, bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Solmax Realities, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
646-o Assistant Provincial Secretary.

"The Frank P. Lalonde, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1935, incorporating: Arthur McCloskey, Burt John Clark, both accountants, Kenneth E. Hay, mechanic, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of soap, floor-polish, floor oils, wax, disinfectants, and such like commodities of every kind and description; together with all accessories as may enter into the manufacture of same, and to import, export and otherwise deal in these and such like commodities, either as agents or principals in the disposition thereof;

To manufacture, import, export and otherwise deal in floor-scrapers, floor polishers, and such like implements of every kind and description;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, et contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the properties and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, de pouvoir, d'une autorité, ou aucune corporation ou aucun autre corps public peut accorder et les payer et les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens de faire connaître les marchandises de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, l'achat et l'exposition de travaux d'art ou intérêt, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "The Frank P. Lalonde, Ltd", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
647 Sous-secrétaire de la Province.

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof.

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To invest the money of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Frank P. Lalonde, Ltd", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
648-o Assistant Provincial Secretary.

"W. McNally & Company, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q. 1925, des lettres patentes en date du

"W. McNally & Company, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth

quinzième jour de janvier 1935, constituant en corporation: James-Gordon Nicholson et James-Corneil Binnie, avocats, tous deux de la cité de Westmount, et James-Emmett Mullally, avocat, de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, négociants et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuille, préparation pour couvrir et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, avec pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations exerçant un commerce semblable, exercer aussi tout autre commerce d'une nature semblable ou incident au commerce susdit;

(b) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en argent ou partiellement en argent et partiellement en actions acquittées et / ou obligations de la compagnie;

(c) Acheter et acquérir des immeubles, biens, édifices, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens, mobiliers et immobiliers, et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et, en particulier, des machineries, usine, ameublement, fourniture, baux, contrats et effets de toute description;

(d) Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou exploiter ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(e) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

(f) Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

(g) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

(h) Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

day of January, 1935, incorporating: James Gordon Nicholson and James Corneil Binnie, advocates, both of the city of Westmount, and James Emmett Mullally, advocate, of the city of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roofing preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business, and also to carry on any other business of a like nature or incidental to the foregoing;

(b) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of the company, and to pay for the same in cash or partly in cash and partly in paid up shares and / or bonds of the company;

(c) To purchase and acquire real estate, property, buildings, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular machinery, plant, fixtures, furniture, leases, contracts and effects of any description;

(d) To enter into partnership, or into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(e) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

(f) To hypothecate, pledge or otherwise affect the immovable or movable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

(g) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(h) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(i) Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(j) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(k) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière et dans telles valeurs qu'il sera de temps à autre déterminé;

(l) Faire toutes ou aucune des choses comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(m) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Le nombre des actionnaires de la compagnie, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi et ont continué après la cessation de tel emploi, d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas vingt, et aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire aux actions de la compagnie, sous le nom de "W. McNally & Company, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
649 Sous-secrétaire de la Province.

(i) To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(j) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(k) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

(l) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(m) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The number of shareholders of the company, exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who, having been formerly in the employ of the company were while in such employment and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the company, shall not exceed twenty, and no appeal shall be made to the public to subscribe for shares of the company, under the name of "W. McNally & Company, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
650-o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"David Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour de janvier 1935, à la compagnie: "David Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) ratifiant un règlement de la compagnie, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de \$2,000,000.00 à \$2,500,000.00 par l'émission de 500,000 nouvelles actions d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
651 Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"David Mines, Limited" (No Personal Liability).

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1935, to the Company: "David Mines, Limited" (No Personal Liability), ratifying a By-law of the Company, increasing its capital, as follows, to wit:

That the capital stock of the Company be increased from \$2,000,000.00 to \$2,500,000.00 by the issue of 500,000 new shares of the par value of \$1.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
652-o Assistant Provincial Secretary.

"Mortgage and Discount Corporation of Canada".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 46 et 48, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article

"Mortgage and Discount Corporation of Canada".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 46 and 48, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Mo-

2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de janvier 1935, à la compagnie: "Mortgage and Discount Corporation of Canada", ratifiant le Règlement spécial No 2 de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que les 360 actions du capital privilégié, de la valeur au pair de \$25.00 chacune, sur lesquelles la somme de \$5.00 chacune a été payée, soient converties en actions ordinaires entièrement acquittées sans valeur nominale ou au pair, et que les 290 actions non-émises du capital privilégié soient annulées, le tout de telle manière que le capital-actions de la compagnie soit divisé en 560 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et que la responsabilité des actionnaires privilégiés des dites 360 actions privilégiées émises en rapport avec la partie impayée des dites actions du capital, à savoir \$20.00 pour chaque action, soit annulée et de plus que le capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations soit de \$2,800.00.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
653 Sous-secrétaire de la Province.

"Deluxe Frois, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de janvier 1935, changeant le nom de la compagnie "Paramount Manufacturing Company, Inc.", en celui de "Deluxe Frois, Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
655-o Sous-secrétaire de la Province.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE.
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que l'Honorable Ministre
Assistant-Procureur- } de la Colonisation, de la
Général. } Chasse et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre du canton de Robitaille, comté de Témiscouata, compris dans la division d'enregistrement de Témiscouata, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Témiscouata, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1.—Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

risset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifteenth day of January, 1935, to the Company: "Mortgage and Discount Corporation of Canada", ratifying Special By-law No. 2 of the Company, as follows, to wit:

That the 360 shares of preferred stock of the par value of \$25.00 each, upon which the sum of \$5.00 each has been paid, be converted into fully paid common shares having no nominal or par value, and that the 290 unissued shares of the preferred stock be cancelled, the whole in such manner that the capital stock of the Company shall be divided into 560 common shares having no nominal or par value, and that the liability of the preferred shareholders of the said 360 issued preferred shares in respect of the unpaid portion of the said share capital, to wit: \$20.00 upon each share, be extinguished; and further that the capital with which the Company shall carry on its business be \$2,800.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary this fifteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
654-o Assistant Provincial Secretary.

"Deluxe Frois, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of January, 1935, changing the name of the company "Paramount Manufacturing Company, Inc.", to that of "Deluxe Frois, Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
656 Assistant Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE.
GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the Honorable the Mi-
Deputy Attorney } nister of Colonization,
General. } Game and Fisheries of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the township of Robitaille, county of Témiscouata, comprised in the registration division of Témiscouata, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Témiscouata, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec, to wit:

1.—A general description of each lot of land shown upon the plan;

2.—Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3.—Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Temiscouata, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre du canton de Robitaille, comté de Temiscouata, et

Nous fixons au quinzième jour de février, 1935, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C. deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Temiscouata, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le quinzième jour de février 1935, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER, en l'année mil neuf cent trente-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-cinquième année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
657-0 Sous-secrétaire de la Province.

ERRATUM

Avis public est par les présentes donné par le soussigné E.-O. Hudon, F.A.E., secrétaire-trésorier de la corporation municipale du comté de Lac-Saint-Jean, que parmi les propriétés annoncées en vente par notre conseil de comté pour taxes, en plus des montants annoncés dans la *Gazette Officielle* du 12 janvier, 1935, les montants suivants pour taxes municipales seront ajoutés:

Napoléon Tremblay	\$ 9.55
Armand Fortin, Eug.	14.00
Onésime Côté	7.35

Donné à Hébertville, le 15 janvier, 1935.
Le secrétaire-trésorier,
565—4—2—o E.-O. HUDON.

2.—The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3.—All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Temiscouata, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the township of Robitaille, county of Temiscouata, and

We fix on the fifteenth day of February, 1935, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Temiscouata, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the fifteenth day of February, 1935, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this TWENTY THIRD day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty five and in the twenty fifth year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
658 Assistant Provincial Secretary.

ERRATUM

Public notice is hereby given by the undersigned E. O. Hudon, F.A.E., Secretary Treasurer of the Municipal Corporation of the County of Lake Saint John, that among the properties announced for sale by Our County Council for taxes, plus the amounts announced in the *Official Gazette* of January 12, 1935, the following amounts for municipal taxes should be added:

Napoléon Tremblay	\$ 9.55
Armand Fortin, Eug.	14.00
Onésime Côté	7.35

Given at Hébertville, January 15, 1935.
E. O. HUDON,
566—4—2 Secretary Treasurer.

Ventes pour taxes municipales—Sales for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC

Comté de Lévis

VILLE DE LAUZON

PROVINCE OF QUEBEC

County of Lévis

TOWN OF LAUZON

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Herménégilde Bourassa, secrétaire de la susdite ville que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel-de-Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P. Q., JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de FÉVRIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du Trésorier de la ville de Lauzon, à l'Hôtel-de-Ville, en la ville de Lauzon, P. Q.

Public notice is hereby given by the undersigned Herménégilde Bourassa, Secretary of the aforesaid town, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction in the Council room, Town Hall, in the town of Lauzon, County of Lévis, P. Q., on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal taxes and interest hereinunder mentioned and the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the treasurer of the town of Lauzon, in the Town Hall, in the town of Lauzon, P. Q.

Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville.—The following lots are all of the official cadastre of the Incorporated Village of Bienville.

Propriétaires Proprietors	No du cadastre No. of cadastre	Subdivision	Montant dû Amount due
1.—Boissonnault, Adjudtor	173	Pt	223.30

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon.—The following lots are all of the official cadastre of the Incorporated Village of Lauzon.

2.—Gosselin, Virginie, succ-est	1042		23.63
3.—Guay, Téléphore	744, 751		106.47
4.—Samson, L.-Alcide	390		6.32
5.—Samson, L.-Alcide	391		7.96
6.—Bourget, Odilon, Dame-Mrs	269		146.10
7.—Morency Emmanuel	266		222.48
8.—Beumard, Dame-Mrs. Joseph & Paul Beumard	31, 32		23.72

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon.—The following lots are all of the official cadastre of the East Part of the Incorporated Village of Lauzon.

9.—Lamarre, J.-D.	206	208, 209	11.70
10.—Lemieux, Joseph & Perreault Dame-Mrs. Gaston	91	Pt	145.88
11.—Vermette, Paul	136, 204, 144	1, 2, 3, 13, 31, 47	23.90
12.—Guay, Rév. Edouard	204	118	3.88
13.—The Levis Dry Dock Realty Co. Ltd	144	1, 2, 3, 4, 5, 5a, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400,	

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon (suite).—
The following lots are all of the official cadastre of the East Part of the Incorporated Village of Lauzon (cont'd).

Propriétaires — Proprietors	No du cadastre — No. of cadastre	Subdivision	Montant dû — Amount due
13.—The Levis Dry Dock Realty Co. Ltd (suite). (continued)	144.....	401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, Pt. 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 514, Pt. 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532	
	146.....	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43	
	204.....	1, 2, 3, 5, 7, 8, 9, 10, 10a, 10b, 10c, 10d, 10e, 11, 12, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 48, 51, 52, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 84, 85, 89, 90, 91, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 121, 125, 124, 125, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 668, Pt. 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 723, Pt. 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 741.....	839.62

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village de Saint-Joseph-de-Lévis.—The following lots
are all of the official cadastre of the Village of Saint Joseph de Lévis.

14.—Vézina, Edouard.....	Lot 66.....	Pt.....	346.31
15.—Cie des Chantiers Mari- times de Lévis.....	Lot 88.....	10-12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55.....	19.22

Les items Nos 3, 8, 9, 11, 13 et 15 pour être vendus en bloc, par ordre de cour.
Items Nos 3, 8, 9, 11, 13 and 15 to be sold "en bloc", by order of the Court.

Donné en la ville de Lauzon, ce 17ième jour
de janvier 1935.

Given in the Town of Lauzon, this 17th. day
of January, 1935.

Le secrétaire,
555—4-2 HERMÉNÉGILDE BOURASSA.

HERMENEGILDE BOURASSA,
Secretary.
555—4-2

Omis dans la liste de terrains à être vendus pour taxes par la Municipalité du comté de Papineau, le SEPTIEME jour de MARS 1935, à DIX heures de l'avant-midi, à l'hôtel de ville de Papineauville, le suivant qui sera aussi vendu:—

Omitted in the list of lands to be sold for taxes by the Municipality of the County of Papineau, the SEVENTH day of MARCH, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, in the Town Hall of the Village of Papineauville, the following which will also be sold:—

Municipalité — Municipality	Lot	Taxes	Propriétaire — Owner
Ecoles dissidentes de Sainte-Angélique — Dissident Schools of Sainte Angelique.....	P. 110	\$36.90	Mde-Mrs. Alex. Franklin & C. S. Smithson Héritiers—Heirs.

Papineauville, janvier le 21, 1935.
Le secrétaire-trésorier,
573—4—2—o ALBERT BOULAIS.

Papineauville, January 21st., 1935.
ALBERT BOULAIS,
Secretary-Treasurer.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

RE: L'UNIVERSITÉ DE REGIOPOLIS.

RE: UNIVERSITY OF REGIOPOLIS.

Avis est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite par l'Université de Regiopolis à la Législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, pour qu'une loi soit passée à l'effet de consolider la loi de l'Acte de la Province du Canada, Chapitre 133, dûment amendé par 21 George V, 1931, Chapitre 137, incorporant l'Université de Regiopolis et modifiant le nom de la dite Université pour tout autre nom à être déterminé par ordre en conseil du Lieutenant-Gouverneur, et pour étendre et mieux définir les droits de la dite Université et pour exempter ses propriétés d'être expropriées par toute autorité municipale, et pour définir les pouvoirs et devoirs de ses administrateurs et pour pourvoir à tout ce qui est nécessaire aux fins et pour les objets de la dite Corporation, et en plus lui accorder tous autres pouvoirs qu'il peut être jugé à propos.

Notice is hereby given that application will be made by the University of Regiopolis to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act consolidating the Act of the University of Regiopolis incorporated by Chapter 133 of the Act of the Province of Canada 1866, as amended by Chapter 137, 21 George V, 1931, and changing the name of the said University to such name as shall be designated by Order-in-Council of the Lieutenant-Governor, and for extending and better defining the rights of the said University, and to exempt the said University lands from expropriation by municipal authorities, and to better define the powers and duties of its administrative and governing bodies and by providing other provisions necessary for the better carrying out of the purposes and objects of the said Corporation, and granting such other or incidental powers as may be deemed advisable for the purposes of the said University.

Signé à Kingston, ce 26 décembre, 1934.

Dated at Kingston, this 26th day of December, 1934.

UNIVERSITÉ DE REGIOPOLIS.

UNIVERSITY OF REGIOPOLIS.

Pour les Fiduciaires,
171—2—4—o HENRY KEANE, S. J.

HENRY KEANE, S. J.,
172—2—4—o For the Trustees.

Avis est par les présentes donné que la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer, ratifier, et valider une résolution adoptée par le Conseil de la cité des Trois-Rivières, le 7 janvier 1935, et ratifiée et acceptée par la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited, fixant pour une période de dix ans s'étendant du 1er janvier 1935 au 1er janvier 1945, la taxe de l'eau de la compagnie et le montant qu'elle devra payer annuellement pour la protection contre l'incendie.

Notice is hereby given on behalf of The Wabasso Cotton Company Limited, that said company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to ask the adoption of an Act to confirm, ratify and validate a resolution adopted by the Council of the city of Trois Rivières, on the 7th of January, 1935, and ratified and accepted by The Wabasso Cotton Company Limited, fixing for a period of ten years extending from the 1st of January, 1935 to the 1st of January, 1945, the water tax of the company, and the amount to be paid annually by said company for the protection against fire.

Trois-Rivières, le 9 janvier 1935.
Les procureurs de la requérante,
245—2—2—o LAJOIE & LAJOIE.

Trois Rivières, January 9th., 1935.
LAJOIE & LAJOIE,
246—2—2—o Attorneys for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de la Province de Québec, une Requête sera présentée par Gerald W. Birks, membre de l'exécutif, John B.

Notice is hereby given that at the present session of the Legislature of the Province of Quebec a Petition will be made by Gerald W. Birks, Executive, John B. Frosst, Chemist, Lewis C.

Frost, chimiste, Lewis C. Haskell, secrétaire, George Hodge, directeur de chemin de fer, et William S. Leslie, marchand d'acier, pour la passation d'une Loi les constituant en corporation et tous autres qui pourront s'associer à eux ou devenir membres de la Corporation comme corps légalement constitué en corporation sous le nom de Sir George Williams College of the Young Men's Christian Association of Montreal, et accordant à la dite corporation le pouvoir d'établir, maintenir, conduire et diriger un collège pour l'avancement et la promotion d'une éducation supérieure et donner l'instruction dans toutes les branches de la littérature, des arts, sciences et du commerce et exercer tels pouvoirs et privilèges qui sont incidents ou qui pourraient leur être subordonnés en en avoir la jouissance.

Montréal, le 9 janvier 1935.

Les procureurs de la requérante,

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.

287-2-4

Avis est par les présentes donné que MM. Eddie Martin, agent, J.-G. Guillemette, garagiste, J.-B. Béliveau, marchand, John-R. Richer, rentier, Dame J.-A. Bergeron, rentière, Edmond Lacroix, forgeron, Henri Bellefeuille, plombier, Fortunat Ledoux, sellier, Willie Dick, forgeron, Dr. Henri Lacroix, médecin, Joseph Boudreault, menuisier, Albert Rivard, menuisier, Nestor Rivard, journalier, Ovide Aubry, journalier, Alfred Foucault, menuisier, Oréus St-Onge, contre-maître, Arthur Singaster, menuisier, Pierre Larouche, épicière, Henri Longval, charretier, Ernest Dubé, journalier, Albert Marin, journalier, Joseph Lord, charretier, Joseph Raymond, électricien, Eugène St-Germain, journalier, Dame Vve Jos. Vézina, Stanislas Ruel, rentier, Robert Ryan, agent, Fandy Mailhot, marchand, Alphonse Marcouiller, mécanicien, Albert Boisvert, barbier, Edgar Jean, marchand, Donat Levesque, concierge, G.-P. Halley, mécanicien, Joseph Larouche, hôtelier, Ludger Madore, marchand, Paul Dumoulin, comptable, Alfred Bouchard, entrepreneur, L.-Jos. Lambert, mécanicien-dentiste, Edmond Désilets, agent, Jos. Courey, marchand, tous contribuables propriétaires de la cité des Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi pour modifier la charte de la cité des Trois-Rivières (Statut 5 George V, chapitre 90 et les divers statuts qui le modifient) pour les fins suivantes: la lecture au Conseil de certains documents par le Greffier; un emprunt en attendant la perception de certains arrérages de taxes à être répartis sur quinze ans; un emprunt pour payer la balance due pour chômage; fixer l'évaluation pour immeubles améliorés; concernant le mode de la perception des taxes; changer la date et le mode des élections municipales; changer le système de l'administration municipale; concernant rémunération du maire et des échevins et abroger l'article 11 de la Loi 23 George V, chapitre 126; modifier le système actuel du contrôle des finances et des achats et abroger l'article 7 de la Loi 23 George V, chapitre 126; concernant la vérification des comptes et livres de la cité; concernant un fonds de pension pour officiers et employés de la cité; concernant la remise de certaines taxes aux propriétaires hébergeant des chômeurs; ratifier les ententes intervenues entre la cité et certaines compagnies industrielles concernant les taxes et certains autres pouvoirs nécessités par les besoins actuels de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 15 janvier 1935.

Le procureur des requérants,

437-3-4-o

OSCAR MORIN.

Haskell, Secretary, George Hodge, Railroad Executive and William S. Leslie, Steel Merchant, for the passing of an Act incorporating them and such others who may become associated with them or become members of the Corporation as a body politic and corporate under the name of Sir George Williams College of the Young Men's Christian Association of Montreal and granting to the said corporation power to establish, maintain, conduct and carry on a college for the advancement and promotion of higher education and giving instruction in all branches of literature, arts, science and commerce and to exercise and enjoy such powers and privileges as are incidental or may be ancillary thereto.

Montreal, 9th January, 1935.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Attorneys for Petitioner.

288-2-4-o

Notice is hereby given that Messrs Eddie Martin, agent, J. G. Guillemette, garagist, J. B. Béliveau, merchant, John R. Richer, gentleman, Mrs. J. A. Bergeron, Edmond Lacroix, blacksmith, Henri Bellefeuille, plumber, Fortunat Ledoux, saddle-maker, Willie Dick, blacksmith, Dr. Henri Lacroix, doctor, Joseph Boudreault, carpenter, Albert Rivard, carpenter, Nestor Rivard, laborer, Ovide Aubry, laborer, Alfred Foucault, carpenter, Oréus St. Onge, foreman, Arthur Singaster, carpenter, Pierre Larouche, grocer, Henri Longval, carter, Ernest Dubé, laborer, Albert, Martin, laborer, Joseph Lord, carter, Joseph Raymond, electrician, Eugène St. Germain, laborer, Mrs. Vve Jos. Vézina, Stanislas Ruel, gentleman, Robert Ryan, agent, Fandy Mailhot, merchant, Alphonse Marcouiller, mechanist, Albert Boisvert, barber, Edgar Jean, merchant, Donat Levesque, janitor, G. P. Halley, mechanist, Joseph Larouche, hotel-keeper, Ludger Madore, merchant, Paul Dumoulin, accountant, Alfred Bouchard, contractor, L. Jos. Lambert, dental-mechanist, Edmond Désilets, agent, Jos. Courey, merchant, all tax paying proprietors of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of a special Act amending the charter of the city of Three-Rivers (5 George V, chapter 90 and its following amendments) for the following purposes: reading of certain documents to the Council by the Clerk; a loan pending the collection of certain arrears of taxes to be spread over fifteen years; a loan to pay the balance due for unemployment relief; fixing the valuation of certain improved immovables; concerning the mode of collection of taxes; to change the date and the mode of municipal elections; to change the system of the municipal administration; concerning the remuneration of the mayor and aldermen and to rescind Article 11 of the Act 23 George V, chapter 126; to change the present system of the control of finances and purchases and rescind Article 7 of the Act 23 George V, chapter 126; concerning the audit of the accounts and books of the city; concerning a pension fund for officers and employees of the city; concerning the remittance of certain taxes to proprietors lodging unemployed; to ratify the agreements arrived at between the city and certain industrial companies concerning the taxes; and certain other powers necessary for the proper administration of the city of Three-Rivers.

Three-Rivers, January 15th., 1935.

OSCAR MORIN,

438-3-4-o

Attorney for the applicants

Avis est par les présentes donné que le "Royal Trust Company", corps politique et incorporé, dûment incorporé et ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, au numéro 105 ouest de la rue Saint-Jacques, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes:

1. Que l'acte de vente intervenu entre le "Royal Trust Company" et John J. C. Ward et Charles I. Root, devant E. W. H. Phillips, en date du 17ième jour de février 1919, et enregistré sous le numéro 373553, en autant qu'il pourvoit à transporter la propriété et le fonds de cette certaine partie de terrain plus particulièrement décrite au paragraphe E du dit acte de vente, soit ratifié, confirmé et déclaré légal et valide en ce qui concerne le droit de propriété des vendeurs;

2. Que le "Royal Trust Company" soit par le présent acte déclaré propriétaire d'une certaine partie de terrain de quinze pieds de largeur, ne portant aucun numéro de cadastre; bornée au nord-est par la dite rue Charlevoix, au sud-ouest par la dite rue Lévis, au nord-ouest par les lots de cadastre ayant front sur la dite rue Sainte Cunégonde et portant les numéros 2321 à 2332 et toutes les subdivisions d'iceux aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et au sud-est par les dits lots de cadastre ayant front sur la dite rue Tracy et portant les numéros 2320 à 2309 et toutes les subdivisions d'iceux aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal."

Montréal, 10 janvier 1935.

Les procureurs du requérant,
BEAUREGARD, PHILLIMORE &
451-3-4-o ST-GERMAIN.

Canada, Province de Québec.

Avis est, par les présentes, donné que Montreal Industrial Land Company Limited s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente Session pour l'adoption d'une loi décrétant que le coût et l'entretien du pavage de certaines rues dans cette partie de la cité de Montréal faisant autrefois partie de la Ville de Longue-Pointe seront à la charge exclusive de la cité de Montréal.

Montréal, ce 16 janvier 1935.

Les procureurs de la Requérente,
VALLEE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER.
485-3-4-o

Canada, Province de Québec.

Avis est par les présentes donné que Le Sun Trust, Limitée, Dame Marie-Rosalie Berthelot, épouse de Léon Bourgeois, et sa fille Léonie Bourgeois, s'adresseront à la Législature au cours de la présente Session, pour être autorisés à disposer de certains biens meubles dépendant des substitutions les concernant, créées par feu Amable Prevost et Dame Marie-Rosalie-Victoire Bernard, son épouse, et disposer de tels immeubles qu'il pourrait devenir nécessaire de vendre pour le produit des dites ventes être employé à payer les dettes des dites substitutions et les frais occasionnés par telles ventes, tout surplus devant être placé suivant les dispositions de l'article 981-o du Code civil.

Montréal, ce 16 janvier, 1935.

Les avocats des requérants,
VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER.
487-3-4-o

Notice is hereby given that the Royal Trust Company, a body politic and corporate, duly incorporated and having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, at No. 105 Saint James Street West, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the following purposes:

1. That the deed of sale entered into by the Royal Trust Company, with John J. C. Ward and Charles I. Root, before E. W. H. Phillips, on the 17th day of February, 1919, and registered under No. 373553, inasmuch as it purports to transfer the ownership and property of that certain strip of land more particularly described in paragraph E of said deed of sale, is ratified, confirmed and declared to be legal and valid as regards the right of ownership of the vendors;

2. That the Royal Trust Company, is by the present Act declared owner of "a certain strip of land fifteen feet wide, bearing no cadastral number; bounded at the Northeast end by said Charlevoix Street, at the Southwest end by said Lévis Street, on the Northwest side by cadastral lots fronting on said Sainte Cunégonde Street and bearing Nos. 2321 to 2332 and all subdivisions thereof on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, and on the Southeast side by said cadastral lots fronting on said Tracy Street and bearing Nos. 2320 to 2309 and all subdivisions thereof, on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal."

Montreal, January 10th, 1935.

BEAUREGARD, PHILLIMORE &
ST-GERMAIN,
452-3-4-o Attorneys for petitioner.

Canada, Province of Quebec.

Notice is hereby given that Montreal Industrial Land Company Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act decreeing that the cost and the maintenance of the paving of certain streets in that part of the city of Montreal formerly known as the town of Longue-Pointe, shall be at the exclusive charge of the city of Montreal.

Montreal, this 16th January, 1935.

VALLEE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER,
486-3-4-o Applicant's Attorneys.

Canada, Province of Quebec.

Notice is hereby given that The Sun Trust, Limited, Dame Marie Rosalie Berthelot, wife of Leon Bourgeois, and her daughter Leonie Bourgeois will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the present Session to be authorized to dispose of certain moveable property belonging to the substitutions in which they are interested, created by the late Amable Prevost and Marie Rosalie Victoire Bernard, his wife, and to dispose of such immoveables, the sale of which may become necessary, the proceeds from such sales to be used to pay the debts of the said substitutions and the costs entailed by such sales, any surplus to be invested in accordance with the provisions of article 981-o of the Civil Code.

Montreal, this 16th January, 1935.

VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER,
488-3-4-o Applicants' Attorneys.

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, en y insérant certaines dispositions, ratifiant deux actes intervenus entre la Ville et la Cité de Montréal par rapport à l'approvisionnement d'eau de la Ville par la Cité, soit un contrat passé devant Jean Baudouin, notaire, le 5 avril, 1934, sous le No 13338 de ses minutes, et un acte de modification passé devant le même notaire, le 10 septembre, 1934, sous le No 13397 de ses minutes, avec certains amendements, et accordant à la dite Ville le pouvoir de taxer certains immeubles industriels en certains cas; amendement la section 15 de sa charte; donnant à la dite Ville le droit de garantir les obligations de certaines compagnies industrielles jusqu'à concurrence de la somme de cinq cent mille dollars; ratifiant certains règlements de la Ville, et les amendements y apportés; imposant des taxes d'affaires et des taxes personnelles ou licences aux résidents et non-résidents, et à certaines occupations et métiers; donnant à la Ville certains pouvoirs relatifs à l'aide aux chômeurs et au recouvrement des sommes déboursées à cette fin; amendement, pour la Ville, les articles 133 et 488 de la Loi des Cités et Villes; obligeant tout employeur à fournir à la Ville, à certaines époques, une liste de ses employés; autorisant la Ville à faire concorder l'exercice financier pour lequel les taxes scolaires sont imposées et perçues avec celui relatif aux taxes municipales et à adopter les mesures nécessaires à cette fin.

Montréal, 7 décembre, 1934.

Les procureurs de la requérante,
VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER.
567-4-4-o

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Geo. Christie Canada, Limited", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer, ratifier, et valider une résolution adoptée par le Conseil de la Cité des Toirs-Rivières, le 13 novembre 1933, et acceptée par la Compagnie "Geo. Christie Canada, Limited", fixant pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 1933, l'évaluation des propriétés de la dite Compagnie en la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 23 janvier 1935.

Les procureurs de la requérante,
615-4-4-o LAJOIE & LAJOIE.

Avis est donné que lors de l'étude de la loi amendement la charte de la cité de Lachine, il sera fait demande à la Législature pour modifier les qualifications des échevins du Conseil de la cité, de façon à ce que pour la moitié des sièges au Conseil les échevins devront être élus par les électeurs propriétaires et qu'il soit formé un Comité Exécutif de ce Conseil composé de ces échevins ainsi élus et pour autres fins.

Lachine, le 30 janvier 1935.

LA LIGUE DES PROPRIÉTAIRES DE LACHINE,
695-5-4-o Par RAOUL DESLAURIERS.

Public notice is hereby given that the Town of Montreal East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, by inserting therein provisions ratifying two deeds entered into between the Town and the City of Montreal with respect to the supply of water by the latter to the Town, namely: a contract passed before Jean Baudouin, Notary, the 5th of April, 1934, under No. 13338 of his Minutes and a deed of modification passed before the same Notary on the 10th of September, 1934, under No. 13397 of his Minutes, with certain amendments, and granting the said Town the right to tax certain industrial properties, in certain cases; amending Section 15 of its charter; granting the said Town the right to guarantee the bonds of certain industrial companies to an amount not exceeding five hundred thousand dollars; ratifying certain by-laws of the Town and their amendments; giving the Town the right to impose certain business taxes and other personal taxes and licenses on residents and non-residents and on certain occupations and trades; giving to the said Town certain powers with respect to the relief of unemployed, and the refund of sums expended for that purpose; amending, for the Town, articles 133 and 488 of the Cities and Towns Act; obliging every employer to furnish to the Town, on certain dates, a list of its employees; giving the Town the right to cause the fiscal year for which school taxes are imposed and levied, to concur with the fiscal year relative to municipal taxes and to adopt any measure necessary in that regard.

Montreal, December 7th., 1934.

VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER,
Attorneys for petitioner.
568-4-4-o

Notice is hereby given on behalf of "Geo. Christie Canada, Limited", that said company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to ask the adoption of an Act to confirm, ratify and validate a resolution adopted by the Council of the City of Trois-Rivières, on the 13th of November, 1933, and accepted by "Geo. Christie Canada, Limited", fixing for a period of five years extending from the 1st of January, 1933, the valuation of the properties of the Company in the City of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, January 23rd, 1935.

LAJOIE & LAJOIE,
616-4-4-o Attorneys for the Petitioner.

Notice is hereby given that when the Bill of the city of Lachine will come up for study before the Legislature, application shall be made to amend the qualifications of the aldermen of the Council of the city in order that half of the aldermen be elected by the proprietors of immoveable properties and that an Executive Committee of this Council be formed of the aldermen so elected and for other purposes.

Lachine, January 30th., 1935.

THE PROPRIETORS LEAGUE OF LACHINE,
696-5-4-o Per RAOUL DESLAURIERS.

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'YAMASKA.

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 19 et 26 janvier 1935, aux pages 325 et 555,

ERRATUM

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF YAMASKA.

In the notice of sale for taxes of this municipality published in the *Quebec Official Gazette* of January 19th. and 26th., 1935, on pages 325

au nom de Henri Fontaine, de la municipalité du village de Saint-Guillaume, veuillez lire: "Partie du lot No 622" au lieu "du lot No 662".
697

and 555, at the name of Henri Fontaine, of the municipality of village of Saint Guillaume, please read: "Part of lot No. 622" instead of "Lot No. 662".
698

Assemblée

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Assemblée Générale Annuelle

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Tramways Company" sera tenue au bureau-chef de la compagnie, Tramways Building, 159, rue Craig-Ouest, Montréal, mardi, le 12ème jour de mars 1935, à midi.

Cette assemblée sera tenue aux fins de recevoir et considérer le rapport annuel de l'état financier, l'élection des directeurs, la nomination des auditeurs, et la transaction de telles autres affaires qui peuvent légalement être soumises à la dite Assemblée.

Les actionnaires sont par les présentes, et seront en plus requis, à la dite assemblée, (ou à tout ajournement ou tous ajournements d'icelle), de ratifier la révocation et la remise en vigueur par les directeurs, de la section 1 de l'Article 1 des Règlements de la compagnie, de manière à ce que dans la suite ils se lisent comme suit:

1. L'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie sera tenue au bureau-chef de la compagnie, en la cité de Montréal, à telle heure et tel jour dans les mois de mars ou avril de chaque année que les directeurs pourront fixer de temps à autre.

A chaque assemblée annuelle, les directeurs de la compagnie déposeront devant les actionnaires un état complet des affaires et de la position financière de la compagnie, et tels autres rapports qui seront jugés convenables.

La dite assemblée se ouvrira tel que convoquée, et sera immédiatement ajournée jusqu'à Vendredi, le 26 avril 1935, à la même heure et au même endroit.

Les registres de transfert seront fermés à compter du 21 février 1935 au 12 mars 1935, les deux dates inclusivement.

Par ordre du bureau de direction,
Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBÉE.

Lundi, le 21 janvier 1935. 659-5-4

Meeting

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Annual General Meeting.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of "Montreal Tramways Company" will be held at the Head Office of the Company, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, on Tuesday, the 12th day of March, 1935, at 12 o'clock noon.

This Meeting will be held for the purpose of receiving and considering the Annual Report and Financial Statements, for the election of Directors the appointment of Auditors, and for such other business as may properly come before the Meeting.

The Shareholders are hereby, and will be further requested at the said Meeting (or at any adjournment or adjournments thereof) to ratify the repeal and re-enactment by the Directors of Section 1 of Article 1 of the Company's By-laws, to the end that the same shall hereafter read as follows:

1. The Annual General Meeting of the Shareholders of the Company shall be held at the Head Office of the Company in the city of Montreal, at such hour and on such day in the months of March or April of each year as the Directors of the Company may from time to time appoint.

At each Annual Meeting the Directors of the Company shall lay before the Shareholders a full statement of the affairs and financial position of the Company, and such other reports as they may deem advisable.

The said Meeting will be convened as called and will thereupon be adjourned until Friday, the 26th day of April, 1935, at the same time and place.

The Transfer Books will be closed from the 21st of February, 1935, to the 12th of March, 1935, both days inclusive.

By Order of the Board,
PATRICK DUBÉE,
Secretary-Treasurer.

Monday, January 21st., 1935. 660-5-4-o

Assurances

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS
MUTUELS

Avis est par le présent donné que la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est a été autorisée par un ordre en conseil portant le No 3124 et approuvé le 21 décembre 1934.

Le but de la dite société est déclaré être: de se mettre au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, accidents ou revers de fortune ou sujet cependant à l'article 217 dans le cas de décès de leurs enfants ou pupilles et dans le cas de mort des membres,

Insurances

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT
ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a mutual benefit association under the name of "Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est", has been authorized by order in council bearing No. 3124 and approved on the 21st. day of December, 1934.

The purposes of the said association are stated to be: by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or subject however to section 217 of the Quebec Insurance Act, in case of the death of their children or wards, and in case of the death of

leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Le siège principal de la dite société est déclaré être dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce 28ième jour de décembre 1934.

Pour le trésorier de la Province.

L'assistant-Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q.

661-0

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT.

Avis est par le présent donné que la North Star Insurance Company of New-York a obtenu le permis et l'enregistrement pour faire des affaires de réassurance contre le feu dans la province de Québec.

Le nom et l'adresse de l'agent principal et procureur de la compagnie dans la province est M. J.-H. Pigeon, 59 rue Saint-Jacques ouest, Montréal.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 27ième jour de décembre 1934.

Le Surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,

Pour le Trésorier de la Province.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q.

553-4-2-0

Avis divers

"DELUXE FROIS INC."

Extrait d'une Résolution passée par les actionnaires de la Compagnie décrétant le règlement No 24, à savoir:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à quatre.

Daté ce 14ième jour de janvier 1935.

663 Le secrétaire,
H. CHARNESS.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Ordonnance No 43.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 9 janvier 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson, et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Attendu qu'il convient d'amender l'Ordonnance No 5 de cette commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 septembre 1934, et telle qu'amendée par l'Ordonnance No 15 de ladite commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 octobre 1934;

members, for their widows and orphans or legal representatives.

The head office of the said association is stated to be in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this 28th. day of December, 1934.

For the Treasurer of the Province.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q.

662-0

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION.

Notice is hereby given that the North Star Insurance Company of New-York has been licensed and registered to do business of reinsurance against fire in the Province of Quebec.

The name and address of the chief-agent and attorney for the province is Mr. J. H. Pigeon, 59 Saint James Street West, Montreal.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 27th. day of December, 1934.

B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q.

554-4-2-0

Miscellaneous Notices

"DELUXE FROIS INC."

Extract of a resolution passed by the shareholders of the Company enacting By-law No. 24, as follows:

That the Directors of the Company be and are hereby increased from three to four Directors.

Dated the 14th day of January, 1935.

664-0 H. CHARNESS,
Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 43.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, January 9, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson, and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Whereas it is deemed advisable that Order No. 5 of this Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for September 8, 1934, and amended by Order No. 15 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 20, 1934, be amended;

La Commission décrète que l'article qui suit soit ajouté à ladite ordonnance après l'article 4, comme article 4a.

"4a. Le prix du lait vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à vingt-six sous le gallon."

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.

Québec, le 9 janvier 1935. 703-0

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté-en-conseil, en date du 17e jour de janvier 1935.

Le siège principal de la société est à Saint-Hyacinthe.

ALEX. DESMEULES,
671-0 Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de "Conseil Central des Syndicats Catholiques Nationaux, du diocèse d'Ottawa", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté-en-conseil, en date du 12e jour de janvier 1935.

Le siège principal de la société est à Bourse du Travail, Hull, P. Q.

ALEX. DESMEULES,
699-0 Sous-secrétaire de la Province.

Par devant maître Ivanhoe Bissonnette, le notaire soussigné pour la province de Québec, dans le Dominion du Canada, pratiquant en la cité de Montréal, en la dite Province.

ONT COMPARE

"The Royal Trust Company" corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef à Montréal susdit, représentée aux présentes par Robert-P. Jellett, gérant-général, et George-G.-W. Goodwin, assistant-secrétaire de la dite corporation, dûment autorisés aux fins des présentes, en vertu du Règlement numéro quinze de la corporation et par une résolution de son Comité Exécutif passés le Dix-Neuvième jour d'Avril, dix-neuf cent vingt-neuf, un extrait du dit règlement et une copie de la dite Résolution, dûment certifiés, sont annexés au présent acte et marqués "A" et dûment signés et identifiés,—et Henry-J. Hague, de Montréal susdit, Conseil du Roi,—agissant aux présentes en leur qualité d'Exécuteurs Testamentaires en vertu du Testament et des Codicilles de feu Dame Helen-Maria Jones, veuve de feu Reverend James Alexander McLeod, dûment homologués en la Cour Supérieure, Montréal, le 18 septembre 1911, ci-après appelés les Vendeurs;

Lesquels ont vendu et transporté et par les présentes vendent et transportent sans aucune garantie quelconque,

A la "Bleury Seignior Company" (ci-après appelée l'acquéreur) corporation légalement cons-

It is enacted that the article which follows shall be added to said order after article 4, as article 4a:

"4a. The price of milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at twenty six cents a gallon."

The present order shall come into force the day of its publication in the *Official Gazette of Quebec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIÈRE.
Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry
Commission.

Quebec, January 9, 1935. 704-0

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction", for the study, defense and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order-in-Council dated the 17th day of January, 1935.

The principal place of business of the association is at Saint Hyacinthe.

ALEX. DESMEULES,
672 Assistant Provincial Secretary.

The formation of an association under the name of "Conseil Central des Syndicats Catholiques Nationaux, du diocèse d'Ottawa", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council dated the twelfth day of January, 1935.

The principal place of business of the association is at the "Bourse du Travail", Hull, P. Q.

ALEX. DESMEULES,
700 Assistant Provincial Secretary.

Before Maitre Ivanhoe Bissonnette, the undersigned Notary for the Province of Quebec, in the Dominion of Canada, practising in the city of Montreal, in said Province.

CAME AND APPEARED

"The Royal Trust Company" a body corporate having its head office in Montreal aforesaid, hereinafter by Robert P. Jellett, General Manager, and George G. W. Goodwin, Assistant Secretary thereof,—hereto authorized by By-Law Number Fifteen and by a Resolution of the Executive Committee thereof passed on the Nineteenth day of April, Nineteen hundred and twenty nine, an extract from which By-Law and a copy of which Resolution, duly certified, are hereto attached marked "A" and duly signed and identified,—and Henry J. Hague, of Montreal aforesaid, King's Counsel,—hereinafter in their capacity of the Testamentary Executors under the Will and Codicils of the late Dame Helen Maria Jones, widow of the late Reverend James Alexander McLeod, duly proved in the Superior Court, Montreal, on the 18th of September, 1911,—hereinafter called the Vendors;

Who have sold and conveyed and do hereby sell and convey without any warranty whatsoever.

"Unto Bleury Seignior Company" (hereinafter called the Purchaser) a body corporate

tituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant son bureau-chef à Montréal susdit, représentée aux présentes par H. McLeod Hague, son vice-président, et Delle Annette-P. Macdonald, sa secrétaire, dûment autorisés par une Résolution de ses directeurs passée le vingt-unième jour de décembre dernier (1934), dont copie certifiée est annexée aux présentes et signée pour identification,—les biens suivants, à savoir:

La Seigneurie de Bleury avec toutes et aucune de ses rentes, fruits et revenus, la dite seigneurie étant bornée en front à l'ouest par la rivière Richelieu, au nord-est par la Seigneurie de Monnoir et Jenison, et au sud par la seigneurie de Sabrevois, et contenant trois (3) lieues en largeur en front par trois (3) lieues en profondeur, avec tous les droits, rentes constituées et dépendances y appartenant et y compris tous les arrérages de rentes et autres fruits courus et à courir, de toute nature et description quelconque".

L'Acquéreur prendra immédiatement possession des biens vendus dans les présentes et aura droit à toutes les rentes et tous fruits d'icelles à compter du premier jour de janvier courant (1935), avec ensemble tous les arrérages existant à cette date.

L'Acquéreur prend les dits biens à la charge de payer annuellement, à même les rentes, la somme de six cents dollars à l'église de la Trinité (Trinity Church) à Iberville et deux cents dollars à la Trinity Church School, à Iberville.

La présente vente est faite pour le prix de vingt-sept mille dollars, que les vendeurs reconnaissent avoir reçu, dont quittance.

Fait et passé en la dite cité de Montréal, en mon étude, ce vingt-unième jour de janvier, mil neuf cent trente-cinq, sous le numéro huit mille trois cent quatre-vingt-six de mes minutes et signé par les dits comparants avec et par devant Moi, le notaire soussigné, qui a aussi signé les présentes, après lecture faite conformément à la loi.

(Signé) H.-J. HAGUE,
" H.-M. HAGUE, vice-président,
" A.-P. MACDONALD, secrétaire.

(Seeau)
(Signé) THE ROYAL TRUST COMPANY
par R.-P. JELLETT,
gérant-général (L.S.)
GEO. G.-W. GOODWIN,
assistant-secrétaire.

Exécuteurs succession feu
MME HELEN M. McLEOD.

(Signé) IVANHOE BISSONNETTE, notaire.

Copie conforme à l'original des présentes déposé en mon étude

IVANHOE BISSONNETTE,
Notaire.

617-4-2

under the Quebec Companies Act, having its head office in Montreal aforesaid, hereinacting by H. McLeod Hague, its Vice-President, and Miss Annette P. Macdonald, its Secretary, duly authorized by Resolution of its Directors passed on the Twenty first day of December last (1934), a certified copy whereof is hereto attached and signed for identification,—the following property, to wit:

"The Seigniori of Bleury" with all and every the rentes, issues and profits thereof, the said Seigniori being bounded in front to the West by the Richelieu River, to the North East by the Seigniori of Monnoir and Jenison and to the South by the Seigniori of Sabrevois and containing three (3) leagues in width in front by three (3) leagues in depth with all the rights, constituted rentes and appurtenances thereunto belonging and including all arrears of rentes and other advantages accrued or accruing of every kind and description whatsoever".

The Purchaser shall have immediate possession of the herein sold property and shall be entitled to all rentes and profits thereof from the First day of January instant (1935), together with all arrears existing at that day.

The Purchaser takes said property subject to the charge upon the rentes of an annual payment of Six hundred dollars to Trinity Church at Iberville and Two hundred dollars to Trinity Church School at Iberville.

The present Sale is made for the price of Twenty seven thousand dollars receipt whereof is hereby acknowledged, whereof quit.

Thus done and passed at the said city of Montreal in the office of me, the said undersigned Notary, on this Twenty first day of January, Nineteen hundred and thirty five, under the Number Eight thousand three hundred and eighty six of my Notarial Records and signed by the said Apperars hereto with and in the presence of me, the said Notary, also hereunto subscribing, these presents having been first duly read according to law.

(Signed) H. J. HAGUE,
" H. M. HAGUE, Vice President,
" A. P. MACDONALD, Secretary.

(Seal)
(Signed) THE ROYAL TRUST COMPANY,
by R. P. JELLETT,
General Manager (L.S.)
GEO. G. W. GOODWIN,
Assistant Secretary.

Executors Estate late
MRS. HELEN M. McLEOD.

(Signed) IVANHOE BISSONNETTE, Notary.

A true copy of the original hereof which remains of record in my office.

IVANHOE BISSONNETTE,
Notary.

618-4-2-o

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 998. Rolland Lorquet, *es-qualité*, demandeur; vs Les Héritiers de feu Louis Lorquet, défendeurs; et Rémi Lorquet *et al.*, tiers-saisis; et Arthur Archambault, opposant.

Sur l'ordonnance de l'Honorable Juge Edouard Fabre Surveyer donnée le 21 janvier 1935;

Vu l'opposition afin de conserver faite dans cette cause alléguant l'insolvabilité des défen-

Rule of Court

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 998. Rolland Lorquet, *es-qualité*, plaintiff; vs The Heirs of the late Louis Lorquet, defendants; and Remi Lorquet *et al.*, Garnishees; and Arthur Archambault, opposant.

By order of the Honourable Mr. Justice Edouard Fabre Surveyer given on the 21st day of January, 1935;

Seeing the opposition for payment in this cause alleging the insolvency of the defendants, the

deurs, les Héritiers de feu Louis Lorquet, laitier, demeurant en son vivant en la partie Ouest du canton de Farnham, dans le district de Bedford, et y décédé il y a moins de six mois, les créanciers des dits défendeurs qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont appelés à les produire dans cette cause au Bureau du Protonotaire de ce district, au Palais de Justice, à Sweetsburg, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux dispositions des Articles 673-674 du Code de Procédure Civile.

Sweetsburg, ce 26 janvier 1935.

T. BIRON.

L'avocat de l'opposant,
ANATOLE GAUDET, C. R., P.C.S.

667-5-2-0

Heirs of the late Louis Lorquet, in his lifetime milk dealer, of the West Part of the Township of Farnham, in the district of Bedford, the creditors of the said defendants who have not yet filed their claims are now requested so to do at the office of the Prothonotary of this district, at the Court House at Sweetsburg, within fifteen days from the first publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette* as provided by Articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

Sweetsburg, this 26th January, 1935.

T. BIRON.

ANATOLE GAUDET, K.C., P.S.C.

Attorney for the Opponent.

668-5-2-0

Bureau-chef

Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Henderson Coal Company Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes de la province de Québec, en date du 11 octobre 1934, et ayant son bureau-chef en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au Numéro 1820, rue Mullins, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 24ème jour de janvier 1935.

665

Le secrétaire,
W. PAQUETTE.

Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that Henderson Coal Company Limited, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 11th day of October, 1934, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at Number 1820 Mullins Street, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 24th day of January, 1935.

666-0

W. PAQUETTE,
Secretary.

Vente—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE.

Dans l'affaire de la Faillite de: Dame Maria Proteau-Perrault, cédante-autorisée.

Avis est, par les présentes donné, que le CINQUIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-cinq, à MIDI, seront vendus, séparément, à l'enchère publique, au bureau du Shérif, Palais de Justice, à Montréal, les immeubles suivants, savoir:

a) Une lisière de terrain de forme quadrangulaire à être détachée des trois quarts ($\frac{3}{4}$) nord-ouest des lots dix-neuf et vingt (19 et 20) dans le cinquième rang du canton de Joliette du cadastre de Sainte-Émilie-de-l'Énergie, et mesurant deux cents pieds de largeur par environ quatre cents pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, bornée en front vers l'Est, par un petit Lac appelé Lac Brunel, à la profondeur, vers l'ouest par le résidu des dits lots 19 et 20, étant la propriété de Alphonse Demers, suivant réserve faite par ce dernier dans un acte de vente qu'il a consentie à Dame Proteau-Perrault, le 23 mai 1930 et qui a été enregistrée au bureau d'Enregistrement de Joliette sous le No 56878; d'un côté vers le nord par le résidu des dits lots 19 et 20, de l'autre côté vers le sud par une clôture—avec toutes les bâtisses y érigées et notamment un chalet;

b) Une lisière de terrain à être détachée des trois quarts ($\frac{3}{4}$) nord-ouest des lots dix-neuf et vingt (19 et 20) dans le cinquième rang du canton de Joliette du cadastre de Sainte-Émilie-de-l'É-

Sale—Bankruptcy Act

THE BANKRUPTCY ACT.

In the matter of the Estate of: Dame Maria Proteau-Perrault, Authorized Assignor.

Notice is hereby given, that on the FIFTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty five, at NOON, there will be sold, separately, at public auction, at the Sheriff's Office, in the Court House, Montreal, the following immovables, to wit:

a) A strip of land of quadrangular figure, to be detached from the Northwestern three quarters ($\frac{3}{4}$) of lots nineteen and twenty (19 and 20) in the fifth range of the Township of Joliette of the cadastre of Sainte Emelie de l'Énergie, and measuring two hundred feet in width by about four hundred feet in depth, English measure, more or less, bounded in front, on the East, by a small lake called Lac Brunel, at the depth, on the West by the residue of said lots 19 and 20, being the property of Alphonse Demers, according to a reserve made by the latter in a deed of sale between him and Dame Proteau-Perrault on the 23rd. of May, 1930, and which was registered at the Registry office of Joliette under No. 56878; on one side towards the North by the residue of said lots 19 and 20, on the other side towards the South by a fence—with all the buildings thereon erected and particularly a bungalow;

b) A strip of land to be detached from the Northwestern three quarters ($\frac{3}{4}$) of lots nineteen and twenty (19 and 20) in the fifth range of the township of Joliette of the cadastre of Sainte

nergie et mesurant quatre cents pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, bornée en front vers l'ouest par la Rivière Noire, d'un côté vers le nord par une clôture qui est la même que celle constituant la borne sud de l'Immeuble cidessus à l'item (a) désigné; à la profondeur vers l'est, de même que du côté sud par le résidu des dits lots 19 et 20—avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles et notamment avec les servitudes de passage pour communiquer à pied ou en voiture avec le chemin public.

La dite vente sera faite en vertu de l'Article 45 de la Loi de Faillite, Paragraphes 2-3-4-5-6-7-8 des Statuts Révisés, Canada 1927, Chapitre 11 et amendements, et aura l'effet du décret.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J. PAUL VERMETTE.

Bureau: 511 Place d'Armes,
Montréal.

666-5-2-0

Emelie de l'Energie, and measuring four hundred feet in width by two hundred feet in depth, bounded in front on the West by the "Rivière Noire", on one side towards the North by a fence the same as that forming the South boundary of the immovable hereinabove described in item (a); at the depth towards the East as well as on the South side by the residue of said lots 19 and 20—with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables and particularly with the servitudes of right of way to communicate on foot and with vehicle with the public road.

The said sale to be made pursuant to Article 45 of the Bankruptcy Act, Paragraphs 2-3-4-5-6-7-8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 11 and amendments thereto, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

For conditions of sale and other information, apply to the undersigned.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

Office: 511 Place d'Armes,
Montreal.

670-5-2

Soumissions

Tenders

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

EMPRUNT DE \$1,294,700.00

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la cité des Trois-Rivières recevra d'hui au dix-huitième jour de février 1935, à quatre heures P.M., au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées, endossées "Soumission pour obligations de la cité des Trois-Rivières", pour l'achat de un million deux cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent dollars (\$1,294,700.00) d'obligations, émises pour divers objets, en vertu des règlements Nos 88, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 105, 108 et 110 dûment approuvés suivant la loi, datées du 1er novembre 1932, 1er mai 1933, 1er novembre 1933, 1er mai 1934, 1er novembre 1934 et remboursables par une série de paiements annuels, au cours de la période de trente ans de leur date.

Les susdites obligations porteront intérêt au taux de 4½% l'an, payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du porteur, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, en la cité de Montréal, ou à aucune des succursales de la dite banque, dans les cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou des multiples de \$100.00 au choix de l'acquéreur.

Des prix séparés seront considérés pour les échéances suivantes:

1. Obligations échéant par séries du 1er novembre 1935 au 1er novembre 1964;
2. Obligations échéant par séries du 1er novembre 1935 au 1er novembre 1950.

Les soumissions seront prises en considération, à la séance du Conseil, le 18 février 1935, à 8 heures du soir, ou aussitôt après que le Conseil ou sa Commission Permanente pourront le faire.

CITY OF THREE RIVERS

LOAN OF \$1,294,700.00

Public notice is hereby given that the Council of the city of Three Rivers will receive until the eighteenth day of February, 1935, at four o'clock P.M., at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for the city of Three Rivers Bonds", for the purchase of said city of Three Rivers Bonds, amounting to one million two hundred ninety four thousand and seven hundred dollars (\$1,294,700.00), issued for various purposes, under By-Laws Nos. 88, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 105, 108 and 110, duly approved according to law and dated 1st November, 1932, 1st May, 1933, 1st November, 1933, 1st May, 1934, 1st November, 1934, and redeemable by series of annual payments, during thirty years from their date.

The above bonds will bear interest at the rate of 4½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of May and the 1st of November of each year. Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option, at the chief office of the Banque Canadienne Nationale, in the city of Montreal, or at any of the branches of the said bank, in the city of Three Rivers, or in the city of Montreal, or in the city of Quebec.

The bonds will be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00 at the purchaser's option.

Separate prices will be considered for the following maturities:

1. Serial Bonds maturing from 1st November, 1935 to 1st November 1964;
2. Serial Bonds maturing from 1st November, 1935 to 1st November, 1950.

The said tenders will be considered at the meeting of the Council of the city of Three Rivers, the 18th of February, 1935, at eight o'clock P.M., or so soon there after as the Council or its Committee can do so.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1 % de la valeur au pair des émissions. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La Cité des Trois-Rivières se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Les détails de ces émissions ainsi que le tableau des échéances annuelles pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Le Trésorier de la Cité des Trois-Rivières,
JACQUES DENECHAUD.

Hôtel de Ville,
Trois-Rivières, ce 2 février 1935. 693-0

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the city of Three Rivers, equal to 1 % of the par value of the Issues. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract without interest.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The city of Three Rivers reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

Particulars of the issues and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

JACQUES DENECHAUD,
Treasurer of the city of Three Rivers.

City Hall,
Three Rivers, 2nd February, 1935. 694-0

Minutes de notaire

Québec, le 29 janvier 1935.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. J.-Oscar Larose, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Camille Paquette, en son vivant pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal.

ALEX. DESMEULES,
705-5-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, January 29th, 1935.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J. Oscar Larose, notary, residing and practising at Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Camille Paquet, notary, in his lifetime practising at Montreal, juridical district of Montreal.

ALEX. DESMEULES,
706-5-5-0 Assistant Provincial Secretary.

Avis de concordat

AVIS AUX CRÉANCIERS

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Léo Olivier, Notre-Dame du Sacré-Cœur (Iss), cultivateur.

Veillez prendre avis que Léo Olivier, demeurant dans le comté ou district de Lotbinière, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Québec, au Palais de Justice (Cour de Pratique), le 8ième jour de février, à 2.30 heures de l'après-midi.

Daté à Québec, ce 29ième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
LOUIS-R. GAGNÉ.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Absolon Gagnon, de Sainte-Jeanne d'Arc, cultivateur.

Veillez prendre avis que Absolon Gagnon, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Mont-

Notices of composition

NOTICE TO CREDITORS

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Léo Olivier, Notre-Dame du Sacré-cœur (Iss), farmer.

Take notice that Léo Olivier, residing in the county or district of Lotbinière, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Quebec to the Court House (Court of Practice), on the 8th. day of February, 1935, at the hour of 2.30 o'clock in the afternoon.

Dated at Quebec, this 29th. day of January, 1935.

LOUIS R. GAGNÉ,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Absolon Gagnon, of Sainte Jeanne d'Arc, farmer.

Take notice that Absolon Gagnon, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of Creditors

joli, le 7me jour de février, à 2 heures de l'après-midi, à l'Hôtel Mont-Joli.

Daté à Val-Brillant, ce 26me jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Henri Joyal, de Causapsal, cultivateur.

Veillez prendre avis que Henri Joyal, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Val-Brillant, le 6me jour de février, à 2 heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce 26me jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Arthur Nadeau, de Dufaultville, cultivateur.

Veillez prendre avis que Arthur Nadeau, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Val-Brillant, le 5me jour de février, à 9 heures de l'avant-midi.

Daté à Val-Brillant, ce 26me jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Louis Aganier, Saint-Chrysostôme, P. Qué., cultivateur.

Veillez prendre avis que Louis Aganier, demeurant dans le comté ou district de Beauharnois, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Chrysostôme, Co. Châteauguay, le quatorzième jour de février 1935, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Chrysostôme, ce vingt-quatrième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
DOMINA-T. LEMIEUX.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Armand Montreuil, de Saint-Chrysostôme, cultivateur.

Veillez prendre avis que Armand Montreuil, de Saint-Chrysostôme, demeurant dans le comté ou district de Beauharnois, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Chrysostôme, P. Qué., le quinzième jour de février, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Chrysostôme, ce vingt-huitième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
D.-T. LEMIEUX.

will be held at Mont Joli, on the seventh day of February, at the hour of two of the clock in the afternoon at Hotel Mont Joli.

Dated at Val Brilliant, this twenty sixth day of January, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Henri Joyal, of Causapsal, farmer.

Take notice that Henri Joyal, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Val Brilliant, on the sixth day of February, at the hour of two of the clock in the afternoon.

Dated at Val Brilliant, this twenty sixth day of January, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Arthur Nadeau, of Dufaultville, farmer.

Take notice that Arthur Nadeau, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Val Brilliant, on the eighth day of February, at the hour of nine of the clock in the forenoon.

Dated at Val Brilliant, this twenty sixth day of January, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Louis Aganier, Saint Chrysostome, P. Que., farmer.

Take notice that Louis Aganier, residing in the county or district of Beauharnois, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Chrysostome, county of Chateauguay, on the fourteenth day of February, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Chrysostome, this twenty fourth day of January, 1935.

D. T. LEMIEUX,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Armand Montreuil, of Saint Chrysostome, farmer.

Take notice that Armand Montreuil, of Saint Chrysostome, residing in the county or district of Beauharnois, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Chrysostome, P. Que., on the fifteenth day of February, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Chrysostome, this twenty-eighth day of January, 1935.

D. T. LEMIEUX,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Ernest Boucher, cultivateur.

Veillez prendre avis que Ernest Boucher, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Hull, le 1er jour de mars, à 2 heures de l'après-midi, au Palais de Justice.

Daté à Hull, ce 29e jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Matthew McGee, cultivateur.

Veillez prendre avis que Matthew McGee, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Hull, le 22e jour de février, à 2 heures de l'après-midi, au Palais de Justice.

Daté à Hull, ce 25e jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Wm. Henry Osborne, cultivateur.

Veillez prendre avis que Wm. Henry Osborne, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Hull, le 15e jour de février, à 2 heures de l'après-midi, au Palais de Justice.

Daté à Hull, ce 24e jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Milton Peck, cultivateur.

Veillez prendre avis que Milton Peck, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Hull, le 22ième jour de février, à deux heures de l'après-midi, au Palais de Justice, Hull, P. Q.

Daté à Hull, ce 25ième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Georges Chalifour, cultivateur.

Veillez prendre avis que Georges Chalifour, demeurant temporairement à 86, rue Lafayette, Québec, province de Québec, district de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37 rue de la Couronne, Québec, le deuxième jour de février 1935, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Québec, ce vingt et unième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
FREDERIC DORION.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Ernest Boucher, farmer.

Take notice that Ernest Boucher, residing in the district of Hull, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition or extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at Hull, on the first day of March, at the hour of two o'clock, in the afternoon, at the Hull Court House.

Dated at Hull, this 29th. day of January, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Matthew McGee, farmer.

Take notice that Matthew McGee, residing in the district of Hull, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition or extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at Hull, on the 22nd. day of February, at the hour of two o'clock, in the afternoon, at the Court House.

Dated at Hull, this 25th. day of January, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Wm. Henry Osborne, farmer.

Take notice that Wm. Henry Osborne, residing in the district of Hull, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition or extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at Hull, on the 15th. day of February, at the hour of two o'clock, in the afternoon, at the Court House.

Dated at Hull, this 24th. day of January, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Milton Peck, farmer.

Take notice that, Milton Peck, residing in the district of Hull, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition or extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at Hull, on the 22nd. day of February at the hour of two o'clock in the afternoon, at the Hull Court House.

Dated at Hull, this 25th. day of January, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Georges Chalifour, farmer.

Take notice that Georges Chalifour, living temporarily at 86 Lafayette Street, Quebec, Province of Quebec, district of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Room 204, 37, Crown Street, Quebec, on the second day of February, 1935, at the hour of ten o'clock in the noon.

Dated at Quebec, this twenty-first day of January, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Joseph-Albert Dubeau, cultivateur.

Veillez prendre avis que Joseph-Albert Dubeau, demeurant à Loretteville, rang Saint-Jacques, dans le comté de Québec, district de Québec, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37, rue de la Couronne, Québec, le deuxième jour de février 1935, à midi.

Daté à Québec, ce vingt-troisième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
FREDERIC DORION.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Dame Oliva Lépine, veuve de Feu Alphonse Plamondon, cultivateur.

Veillez prendre avis que Dame Oliva Lépine, veuve de Feu Alphonse Plamondon, de Saint-Pierre de Charlesbourg, comté de Québec, district de Québec, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37, rue de la Couronne, Québec, le neuvième jour de février 1935, à cinq heures de l'après-midi.

Daté à Québec, ce vingt-cinquième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
FREDERIC DORION.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Dame Mary Mullen, veuve de Elisée Tessier, cultivateur.

Veillez prendre avis que Dame Mary Mullen, veuve de Elisée Tessier, demeurant à Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf, district de Québec, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37, rue de la Couronne, Québec, le deuxième jour de février 1935, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Québec, ce vingt et unième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
FREDERIC DORION.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Emmanuel Paquet, cultivateur.

Veillez prendre avis que Emmanuel Paquet, demeurant à Saint-Ubalde, comté de Portneuf, province de Québec, district de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37, rue de la Couronne, Québec, le neuvième jour de février 1935, à une heure de l'après-midi.

Daté à Québec, ce vingt-cinquième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
FREDERIC DORION.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Victor-E. Blanchard, Saint-Hyacinthe-le-Conf., cultivateur.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Joseph Albert Dubeau, farmer.

Take notice that Joseph Albert Dubeau, residing at Loretteville, Range Saint Jacques, in the county of Quebec, district of Quebec, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at 37, Crown Street, Room 204, Quebec, on the second day of February, 1935, at the hour of twelve o'clock at noon.

Dated at Quebec, this twenty-third day of January, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mrs. Oliva Lepine, widow of Alphonse Plamondon, farmer.

Take notice that Mrs. Oliva Lepine, widow of Alphonse Plamondon, of Saint-Pierre de Charlesbourg, county of Quebec, district of Quebec, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Room 204, 37, Crown Street, Quebec, on the ninth day of February, 1935, at the hour of five o'clock in the afternoon.

Dated at Quebec, this twenty-fifth day of January, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mrs. Mary Mullen, widow of Elisée Tessier, farmer.

Take notice that Mrs. Mary Mullen, widow of Elisée Tessier, of Pont-Rouge, residing in the county of Portneuf, district of Quebec, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Room 204, 37, Crown Street, Quebec, on the second day of February, 1935, at two o'clock in the afternoon.

Dated at Quebec, this twenty-first day of January, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Emmanuel Paquet, farmer.

Take notice that Emmanuel Paquet, residing at Saint Ubalde, county of Portneuf, district of Quebec, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Room 204, 37, Crown Street, Quebec, on the ninth day of February, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Quebec, this twenty-fifth day of January, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Victor E. Blanchard, Saint Hyacinthe le Confesseur, farmer.

Veillez prendre avis que Victor-E. Blanchard, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici, le quatorzième jour de février 1935, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 28ème jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN,
93 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Eugène Etienne, Saint-Pie, Bagot, cultivateur.

Veillez prendre avis que Eugène Etienne, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau ici le douzième jour de février 1935, à une heure de l'après-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 28ème jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN,
93 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Philias Thérberge, Saint-Pie, Bagot, cultivateur.

Veillez prendre avis que Philias Thérberge, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici, le 15ème jour de février 1935, à une heure de l'après-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 28ème jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN,
92 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Noé Boucher, Roxton Pond, cultivateur.

Veillez prendre avis que Noé Boucher, demeurant dans le comté de Shefford, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Waterloo, salle du comté, le 6ième jour de février, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Bedford, Qué., ce 29ième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Gédéon Gouin, Sutton, cultivateur.

Veillez prendre avis que Gédéon Gouin, demeurant dans le comté de Brome, province de Québec, m'a présenté une proposition de concor-

Take notice that Victor E. Blanchard, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition, or extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office, on the 14th. day of February, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this 28th. day of January, 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver,
93; Mondor Street, Saint Hyacinthe.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Eugène Etienne, Saint Pie, Bagot, farmer.

Take notice that Eugène Etienne, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition or extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office, on the 12th. day of February, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this 28th. day of January, 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver,
93, Mondor Street, Saint Hyacinthe.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Philias Thérberge, Saint Pie, Bagot, farmer.

Take notice that Philias Thérberge, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition, or extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office, on the 15th. day of February, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this 28th. day of January, 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver,
93, Mondor Street, Saint Hyacinthe.

Regarding the proposal for a compromise, or extension of time of Noe Boucher, of Roxton Pond, farmer.

Take notice that Noe Boucher, of Roxton Pond, county of Shefford, Province of Quebec, has submitted to me a proposal for a compromise, (or an extension of time for payment of his debts) to be submitted to his creditors. A general meeting of the creditors will be held at the Waterloo, county hall, on the sixth day of February, 1935, at ten o'clock in the forenoon.

Dated at Bedford, Quebec, this 29th. day of January, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

Regarding the proposal for a compromise, or extension of time, of Gedeon Gouin, of Sutton, farmer.

Take notice that Gedeon Gouin, of Sutton, county of Brome, Province of Quebec, has submitted to me a proposal for a compromise (or an

dat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Sweetsburg, salle Paroissiale, le 7ième jour de février, à une heure de l'après-midi.

Daté à Bedford, Qué., ce 29ième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Mde. Charles St-François, North-Stukely, cultivateur.

Veillez prendre avis que Mde. Charles St-François, demeurant dans le comté de Shefford, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Waterloo, salle du comté, le 6ième jour de février, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Bedford, Qué., ce 29ième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Joseph Bouchard, Dodé, Par. Chicoutimi, cultivateur.

Veillez prendre avis que Joseph Bouchard, Dodé, demeurant dans le comté ou district de Chicoutimi, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à 267 rue Racine, Chicoutimi, le neuvième jour de février 1935, à 10½ heures de l'avant-midi.

Daté à Chicoutimi, ce vingt-neuvième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
HENRI GIRARD.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Gonzague Côté, Shipshaw, cultivateur.

Veillez prendre avis que Gonzague Côté, demeurant dans le comté ou district de Chicoutimi, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à 267 rue Racine, Chicoutimi, le huitième jour de février 1935, à deux (2) heures de l'après-midi.

Daté à Chicoutimi, ce vingt-neuvième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
HENRI GIRARD.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Joseph Gauthier, fils Eugène, Saint-Honoré, cultivateur.

Veillez prendre avis que Joseph Gauthier, demeurant dans le comté ou district de Chicoutimi, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à 267 rue Racine, Chicoutimi, le sixième jour de février 1935, à deux (2) heures de l'après-midi.

extension of time for payment of his debts) to be submitted to his creditors). A general meeting of the creditors will be held at Sweetsburg, in the parochial Hall, on the seventh day of February, 1935, at one o'clock in the afternoon.

Dated at Bedford, Que., this 29th. day of January, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

Regarding the proposal for a compromise, or extension of time, of Mrs. Charles St. François, of North-Stukely, farmer.

Take notice that Mrs. Charles St. François, of North-Stukely, county of Shefford, Province of Quebec, has submitted to me a proposal for a compromise (or an extension of time for payment of her debts) to be submitted to her creditors. A general meeting of the creditors will be held at the Waterloo county Hall, on the sixth day of February, 1935, at two o'clock in the afternoon.

Dated at Bedford, Quebec, this 29th. day of January, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Joseph Bouchard, Dodé, Par. Chicoutimi, farmer.

Take notice that Joseph Bouchard, Dodé, residing in the county of district of Chicoutimi in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at 267 Racine Street, Chicoutimi, on the ninth day of February, 1935, at the hour of half past ten of the clock in the forenoon.

Dated at Chicoutimi, this twenty ninth day of January, 1935.

HENRI GIRARD,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Gonzague Côté, Shipshaw, farmer.

Take notice that Gonzague Côté, residing in the county or district of Chicoutimi, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at 267, Racine Street, Chicoutimi, on the eighth day of February, 1935, at the hour of two (2) of the clock in the afternoon.

Dated at Chicoutimi, this twenty ninth day of January, 1935.

HENRI GIRARD,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Joseph Gauthier, son of Eugène St. Honoré, farmer.

Take notice that Joseph Gauthier, residing in the county or district of Chicoutimi, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at 267, Racine Street, Chicoutimi, on the sixth day of February, 1935, at the hour of two (2) of the clock in the afternoon.

Daté à Chicoutimi, ce vingt-cinquième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
HENRI GIRARD.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de David Gilbert, Laterrière, cultivateur.

Veillez prendre avis que David Gilbert, demeurant dans le comté ou district de Chicoutimi, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à 267 rue Racine, Chicoutimi, le quatrième jour de février 1935, à 10½ heures de l'avant-midi.

Daté à Chicoutimi, ce vingt-troisième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
HENRI GIRARD.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Félix Grenier, Sainte-Clothilde, cultivateur.

Veillez prendre avis que Félix Grenier, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph, le 8ième jour de février, à 11 heures de l'avant-midi, à Saint-Joseph de Beauce, à mon bureau.

Daté à Saint-Joseph, Beauce, ce 24ième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Thomas Vachon, Sainte-Aurélie, cultivateur.

Veillez prendre avis que Thomas Vachon, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le 8ième jour de février, à 2 heures de l'après-midi, à mon bureau.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce 25ième jour de janvier 1935.

701-o Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

Dated at Chicoutimi, this twenty fifth day of January, 1935.

HENRI GIRARD,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of David Gilbert, Laterrière, farmer.

Take notice that David Gilbert, residing in the county or district of Chicoutimi, in the Province of Quebec has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement.) A general meeting of creditors will be held at 267, Racine Street, Chicoutimi, on the fourth day of February, 1935, at the hour of half past ten of the clock in the forenoon.

Dated at Chicoutimi, this twenty third, day of January, 1935.

HENRI GIRARD,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Félix Grenier, Sainte Clothilde, farmer.

Take notice that Félix Grenier, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition, (or extension of time or scheme of arrangement.) A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph, Beauce, on the 8th day of February at the hour of eleven of the clock in the forenoon, at the Saint Joseph of Beauce, in my office.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this twenty-fourth day of January, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or a scheme of arrangement of Thomas Vachon, Sainte Aurélie, farmer.

Take notice that Thomas Vachon, residing in the county of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement.) A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, the 8th. day of February, at the hour of two of the o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this twenty-five day of January, 1935.

702-o JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 16 janvier 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 17 janvier 1935.

Concernant la défense de trapper, chasser, tuer ou prendre le castor.

125

L'Honorable Ministre des Travaux Publics, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 16 janvier (1935), expose:

Que la défense de trapper, chasser, tuer ou prendre le castor est expirée le 1er janvier (1935),

Order in Council

COPY of the report of a Committee of the Honourable Executive Council dated January 16, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on January 17, 1935.

Respecting the prohibition to trap, hunt, kill or take beaver

125

The Honourable Minister of Public Works, Game and Fisheries, in a memorandum dated January 16, 1935, sets forth:

That the prohibition to trap, hunt, kill or take beaver expired on the 1st of January, 1935, and

et qu'il importe de prolonger cette défense pour une période de cinq années.

En conséquence, l'honorable Ministre recommande qu'en conformité avec le paragraphe 1 de l'article 48 des S. R. Q., 1925, il soit défendu de chasser, tuer, prendre ou avoir en sa possession le castor ou aucune partie d'icelui, durant une période de cinq ans qui se terminera le 31 décembre 1939. Cependant, les Indiens résidant dans cette partie de la province située au nord du Canadien National, pour la partie ouest de la province, et au nord de la ligne cinquante et unième de latitude, pour la partie-est de la province, pourront obtenir du Ministre de la Chasse et des Pêcheries un permis pour le trapper, chasser ou prendre, du 15 décembre jusqu'au 31 mars suivant.

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

707-o

that it is expedient to prolong the said prohibition for a period of five years.

Therefore, the Honourable Minister recommends that pursuant to paragraph 1 of article 48 of the R. S. Q., 1925, it be prohibited to hunt, kill, take or have in his possession beaver or any part thereof, during a period of five years to end on the 31st of December 1939. However, Indians residing in that part of the Province North of the Canadian National line, for the Western section of the Province, and North of the fifty first degree of latitude, for the Eastern part of the Province, may obtain from the Minister of Game and Fisheries a license to trap, hunt or take beaver, from the 15th of December until the 31st of March following.

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

708

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 26 janvier 1935.

MM. Georges St-Germain, maire de la ville de Saint-Jean, marchand, Isaïe Lemieux, maire de la paroisse de St-Jean, cultivateur, Georges Fortin, avocat, Leslie Deland, notaire, et Arthur Camaraine, banquier, tous trois de Saint-Jean: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Saint-Jean.

Québec, le 28 janvier 1935.

M. Désiré Bruneau, de Saint-Damien-de-Brandon, bourgeois: juge de paix pour le district de Joliette.

M. Léon Girard, du Canton Boileau, marchand: juge de paix avec juridiction sur le district de Chicoutimi, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec 1925.

M. James-B.-S. Mitchell, de New-Carlisle, agent de fret du chemin de fer Canadien National: juge de paix pour le district de Gaspé.

709-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, January 26, 1935.

Messrs Georges St-Germain, Mayor of the town of Saint Jean, merchant, Isaïe Lemieux, Mayor of the parish of Saint Jean, farmer, Georges Fortin, advocate, Leslie Deland, notary and Arthur Camaraine, banker, all three of St-Jean: to be Commissioners for the civil erection of parishes of the Roman Catholic Diocese of Saint Jean.

Quebec, January 28, 1935.

Mr. Désiré Bruneau, of Saint Damien de Brandon, bourgeois: to be Justice of the Peace for the district of Joliette.

Mr. Léon Girard, of the Township of Boileau, merchant: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Chicoutimi, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

Mr. James B. S. Mitchell, of New Carlisle, freight agent of the Canadian National Railways: to be Justice of the Peace for the district of Gaspé.

710

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Benson & Hedges (Canada), Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour de juillet 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de février 1935, la compagnie "Benson & Hedges (Canada), Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

727-o

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Benson & Hedges (Canada), Limited" incorporated by letters patent dated the ninth day of July, 1926.

Notice is also given that from and after the second day of February, 1935, the company "Benson & Hedges (Canada), Limited" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

728

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Municipal Supplies, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de février 1935, la compagnie "Municipal Supplies, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
729-0 Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Municipal Supplies, Limited" incorporated by letters patent dated the twenty second day of January, 1930.

Notice is also given that from and after the second day of February, 1935, the company "Municipal Supplies, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
730 Assistant Provincial Secretary.

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Co-opérative des Cigariers, Limitée" a passé une résolution, en date du 25 avril 1934, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Adolphe Gariépy a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

ALEX. DESMEULES,
725-0 Sous-secrétaire de la Province.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the company "Co-operative des Cigariers Limitée" has passed a resolution, dated April 25, 1934, declaring that the business of the company will be voluntarily liquidated, that the company be dissolved, pursuant to the provisions of the Act respecting the Voluntary Winding Up of Joint Stock Companies, and that Mr. Adolphe Gariépy has been appointed liquidator of the said company.

ALEX. DESMEULES,
726 Assistant Provincial Secretary.

Ministère du Travail

AVIS

Conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'Extension des Conventions Collectives de Travail (24 Geo. V, ch. 56);

Avis est donné par l'honorable M. C.-J. Arcand, ministre du Travail, que les propriétaires de carrières de pierre à chaux, de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre à l'exception du granit et du marbre:

Quinlan Cut Stone, Limited, 4414 Sainte Catherine St., West, Montréal.
Morrison Quarry Company, 1970 Bleury St., Montréal.
Martineau File, Limitée, 517, Marie-Anne St., East, Montréal.
H.-R. Hutchison, 3726, Saint-Ambroise St., Montréal.
Lasalle Stone Company, Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montréal.
Wallace Sandstone Quarries, Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montréal.
Alfred Bissonnette, 2076, Maplewood Avenue, Montréal.
Gingras & Frères, Saint-Marc-des-Carières, Québec, représentés par MM. A. Martineau et H.-R. Hutchison, leurs mandataires autorisés, lui ont présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail, intervenue entre:

D'UNE PART:

Quinlan Cut Stone, Limited, 4414 Sainte Catherine St., West, Montréal.
Morrison Quarry Company, 1970 Bleury St., Montréal.

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, chapitre 56);

Notice is given by the honourable Mr. C. J. Arcand, Minister of Labour, that the following owners of quarries and cut stone plants operating in lime stone, sand-stone, artificial stone and all stone other than granite and marble:

Quinlan Cut Stone, Limited, 4414, Sainte Catherine St., West, Montreal.
Morrison Quarry Company, 1970 Bleury St., Montreal.
Martineau File, Limitée, 517, Marie-Anne St., East, Montreal.
H. R. Hutchison, 3726, Saint Ambroise St., Montreal.
Lasalle Stone Company, Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montreal.
Wallace Sandstone Quarries, Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montreal.
Alfred Bissonnette, 2076, Maplewood Avenue, Montreal.
Gingras & Frères, Saint Marc des Carières, Que.
duly represented by Messrs A. Martineau and H. R. Hutchison, their authorized mandatories, have presented this day a request to the effect that the Collective Labour Agreement entered into between,

ON THE ONE PART:

Quinlan Cut Stone, Limited, 4414 Sainte Catherine St., West, Montreal.
Morrison Quarry Company, 1970 Bleury St., Montreal.

Martineau File, Limitée, 517, Marie-Anne St., East, Montréal.
 H.-R. Hutchison, 3726, Saint Ambroise St., Montréal.
 Lasalle Stone Company, Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montréal.
 Wallace Sandstone Quarries, Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montréal.
 Alfred Bissonnette, 2076, Maplewood Avenue, Montréal.
 Gingras & Frères, Saint-Marc-des-Carrières, Qué.
 tous propriétaires de carrières de pierre à chaux, de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre à l'exception du granit et du marbre, dûment représentés par MM. A. Martineau et H.-R. Hutchison, leurs mandataires autorisés;

ET D'AUTRE PART:

Les employés des établissements mentionnés plus haut, dûment représentés par MM. J.-B. Delisle, Charles Wilson, Octave Jetté, Paul Parent, leurs mandataires autorisés, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I. Les taux de salaires seront les suivants, pour chacun des métiers ci-contre.

Métiers	Salaire Horaire	Trades	Wage rate per hour
Taillieurs de pierre	\$0.50	Stone cutters	\$0.50
Apprentis: 1ère année	0.15	Apprentice Stone cutters: First year	0.15
" 2ième année	0.20	Second year	0.20
" 3ième année	0.30	Third year	0.30
" 4ième année	0.40	Fourth year	0.40
Opérateurs de machines à raboter (planermen)	0.40	Planermen	0.40
Apprentis-opérateurs de machines à raboter (apprentice planermen) 1ère année	0.20	Apprentice planermen: First year	0.20
Apprentis-opérateurs de machines à raboter (apprentice planermen) 2ième année	0.30	Apprentice planermen: Second year	0.30
Opérateurs de machines à scier (sawyersmen)	0.35	Sawyersmen	0.35

II. La durée maximum du travail des opérateurs de machines à raboter, des apprentis-opérateurs de machines à raboter, des opérateurs de machines à scier, sera de 10 heures par jour et de 60 heures par semaine; celle des tailleurs de pierre et des apprentis-taillieurs de pierre sera de huit heures par jour et de 44 heures par semaine. Toutefois, les employés devront exécuter le travail supplémentaire nécessaire à l'achèvement des travaux urgents.

III. Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

IV. La juridiction territoriale déterminée par la présente convention, comprend toute la province de Québec.

V. Il est expressément stipulé que les contrats signés ou accordés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant cette requête, ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente convention.

VI. La présente convention concerne toutes les opérations du taillage de pierre, pour l'industrie du bâtiment, la construction des ponts, des chaussées et l'érection des monuments.

VII. Il est toutefois convenu, dans le but de promouvoir l'usage de pierre à chaux, pour le remplissage (infilling) d'une construction, de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non polie connue sous le nom de (random ashlar) (scotch work) ou (petite course)

AND, ON THE OTHER PART:

The employees of the establishments hereinabove mentioned, duly represented by Messrs. J. B. Delisle, Charles Wilson, Octave Jetté, Paul Parent, their authorized mandatories; be rendered obligatory for the employers and employees of the trades concerned according to the following conditions:

I. The rates of wages shall be the following for each of the trades mentioned below:

II. Stone cutters and apprentice stone cutters shall work a maximum of eight hours per day and forty four hours per week. Planermen, apprentice planermen and sawyers shall work a maximum of ten hours per day and sixty hours per week. It is however distinctly understood and agreed that the second party shall work reasonable and necessary overtime for the completion of urgent business.

III. Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter, of the regular rates.

IV. The territorial jurisdiction covered by this agreement shall comprise and include the entire Province of Quebec.

V. It is hereby expressly stipulated and provided that contracts signed or entered upon before the adoption of the Order in Council approving this request are exempt from and unaffected by the provisions of this agreement.

VI. This agreement shall extend and apply to operations in connection with all buildings, bridges, walls, monumental work and other operations.

VII. It is agreed, in order to encourage the use of limestone for the field (infilling) of buildings, that piece work shall be allowed for rock face stone commonly known as random ashlar, scotch work or petite course, providing that same is not over eleven and three quarters inches (11¾")

pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11 $\frac{3}{4}$ " de hauteur; dans ce cas, le salaire d'un coupeur (rough cutter) sera d'au moins \$3.00 par jour.

VIII. La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la dite requête et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

Le sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Québec, ce 2 février 1935.

Ministère du Travail.

711-0

high, the rate of pay therefore to be such that a rough cutter may earn at least three dollars per day.

VIII. The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the said request and shall remain in effect until the 31st of December, 1935.

During thirty days following the publication of the said notice, the honorable Minister of Labour shall receive any objections which interested parties may desire to formulate against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, February 2nd, 1935.

712-0

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 3844.

{ LA COMMISSION DU
PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale, et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, demanderesse; vs NAPOLEON LAJOIE, d'Amos, P. Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, une terre connue et désignée sous les numéros cinquante (50) et cinquante et un (51) située dans la paroisse d'Amos, comté d'Abitibi, du cadastre officiel pour le canton Figuery, comté d'Abitibi, dans le septième rang. Le tout—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, MARDI, le DOUZIEME jour de FEVRIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Amos, 9 janvier 1935.
[Première publication, 12 janvier 1935]

Le shérif,
J.-U. DUMONT.
279-2-2-0

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 3844.

{ THE CANADIAN FARM
LOAN BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act, and having, pursuant to the said Act, its head office for the Province of Quebec, in the city of Quebec, plaintiff; vs NAPOLEON LAJOIE, of Amos, P. Q., defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, a farm known and designated under numbers fifty (50) and fifty one (51) situate in the parish of Amos, county of Abitibi, of the official cadastre for the township of Figuery, county of Abitibi, in the seventh range. The whole—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Amos, on TUESDAY the TWELFTH day of FEBRUARY 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Amos, January 9, 1935.
[First publication, 12th January 1935]

J. U. DUMONT,
Sheriff.
280-2-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Beauharnois, } DAME LAURA-
No C-128842. } GEORGINA
WALSH, demande-
resse; vs ÉVANGÉLISTE DEMERS, défendeur.
Saisir comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Ces lopins de terre situés dans le village de Ormstown, étant partie des lots connus et décrits aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, sous les numéros deux cent soixante-quatre et deux cent soixante-cinq (Ptie 264-265), mesurant 45 pieds sur la rue Châteauguay, et toute la largeur desdits lots numéros deux cent soixante-quatre et deux cent soixante-cinq (264-265) dans la ruelle, bornée en front par ladite rue Châteauguay, en arrière, par le

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Beauharnois, } DAME LAURA
No. C-128842. } GEORGINA
WALSH, plaintiff; vs
EVANGELISTE DEMERS, defendant.
Seized as belonging to the said defendant, to wit:

Those parcels of land situate in the Village of Ormstown, being part of lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, under numbers two hundred and sixty-four and two hundred and sixty-five (Pt. 264-265), measuring 45 feet on Châteauguay Street, and the whole width of the said lots numbers two hundred and sixty-four and two hundred and sixty-five (264-265) in lane, bounded in front by the said

terrain appartenant à un nommé John Perry, d'un côté au nord, par la partie des mêmes lots appartenant à un nommé Moffatt, et de l'autre côté par la partie des mêmes lots appartenant au nommé Maw—avec une maison d'habitation et une petite écurie sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, comté de Châteauguay, dit district, JEU-DI, le SEPTIEME jour de MARS 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN,
Salaberry-de-Valleyfield, ce 28 janvier 1935.

[Première publication, le 2 février 1935]
691—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } GUSTAVE LE-
District de Beauharnois, } DUC et al.,
No 7146. } es-qualité, deman-
deurs; vs EUCHER MARCHAND, es-qualité,
défendeur.

Saisir comme appartenant au dit défendeur, es-qualité, savoir:

1. Cette partie d'un lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Clément sous le numéro trois cent vingt-six (326), contenant cinquante pieds de largeur sur la longueur du dit lot, borné en front au nord-ouest, par le chemin public; au nord-est, par partie du dit lot No trois cent vingt-six; au sud-est, par le lot numéro trois cent vingt-sept (327) et au sud-ouest, par le lot numéro trois cent vingt-cinq (325)—avec bâtisses.

2. Un emplacement portant le numéro trois cent vingt-huit (328) des susdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses y érigées, contenant cinq perches de front par cinq perches de profondeur, plus ou moins borné en front au sud par le chemin; au nord-est, par le numéro trois cent vingt-sept; au nord-ouest et au sud-ouest, par le numéro trois cent vingt-neuf.

Pour être vendus séparément.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, LUNDI, le DIX-HUITIEME jour de FÉVRIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN,
Salaberry-de-Valleyfield, ce 7 janvier 1935.

[Première publication, le 12 janvier 1935]
225—2-2-0

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } R E N F R E W
District de Beauharnois, } FLOUR MILLS
No 7100. } LTD, demanderesse,
vs OLIVIER PARENT, défendeur.

Saisir comme appartenant au défendeur, savoir:

Un emplacement sis et situé au village de Saint-Chrysostome, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome, comté de Châteauguay, sous le numéro sept cent soixante et dix-neuf (779) contenant vingt-cinq perches en superficie—avec les bâtisses dessus érigées.

Châteauguay Street, in rear, by land belonging to one John Perry, on one side on the North, by part of the same lots belonging to one Moffatt, and on the other side by part of the same lots belonging to one Maw—with a dwelling house and a small barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, county of Chateauguay, said district, on THURSDAY, the SEVENTH day of MARCH, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff,
Salaberry de Valleyfield, this 28th. of January, 1935.

[First publication, February 2nd., 1935]
692—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } GUSTAVE LE-
District of Beauharnois, } DUC et al., es-
No. 7146. } qualité, plaintiffs; vs
EUCHER MARCHAND, es-qualité, defendant.
Seized as belonging to the said defendant, es-qualité, to wit:

1. That part of a lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Clement under number three hundred and twenty six (326) measuring fifty feet in width by the length of the said lot, bounded in front on the Northwest by the public road, on the Northeast by part of said lot number three hundred and twenty six, on the Southeast by lot number three hundred and twenty seven (327) and on the Southwest by lot number three hundred and twenty five (325)—with buildings.

2. An emplacement bearing number three hundred and twenty eight (328) of the aforesaid official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, measuring five perches in front by five perches in depth, more or less, bounded in front on the South by the road, on the Northeast by number three hundred and twenty seven, on the Northwest and Southwest by number three hundred and twenty nine.

To be sold separately.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Clement de Beauharnois, on MONDAY, the EIGHTEENTH day of FEBRUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff,
Salaberry de Valleyfield, this 7th of January, 1935.

[First publication, January 12th., 1935]
226—2-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } R E N F R E W
District of Beauharnois, } FLOUR MILLS
No. 7100. } LTD, plaintiff, vs
OLIVIER PARENT, defendant.

Seized as belonging to the defendant, to wit:

An emplacement lying and situate in the Village of Saint Chrysostome, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, County of Chateauguay, under number seven hundred and seventy nine (779) containing twenty five perches in area—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Jean-Chrysostome, comté de Châteauguay, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de FÉVRIER 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Salaberry-de-Valleyfield, ce 7 janvier 1935. DOMINA CREPIN.

229-2-2-0

[Première publication, le 12 janvier 1935]

To be sold at the church door of Saint Jean Chrysostome, County of Chateauguay, on TUESDAY, the NINETEENTH day of FEBRUARY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINA CREPIN,
Salaberry de Valleyfield, this 7th of January, Sheriff.

230-2-2

[First publication, January 12th., 1935]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: } SAMUEL DUBOIS,
No 6406. } contracteur, de Larouche, dans le district de Chicoutimi, demandeur; vs JOSEPH LAROCHE, de Larouche, dans le district de Chicoutimi, tant personnellement qu'en sa qualité de maire de la Municipalité de Larouche, défendeur.

Contre le demandeur:

1. Un terrain ou emplacement sis et situé à Larouche de cinquante pieds de front ou largeur sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, faisant partie du lot 55 du cadastre officiel pour le quatrième rang de la Décharge, canton Kénogami—avec toutes bâtisses et dépendances, et borné en front à la route régionale, en arrière à la profondeur, et du côté ouest par le terrain de Joseph Larouche, ou représentants, et à l'est à la maison d'école—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Larouche, à Larouche, le JEUDI, le QUATORZIEME jour de FÉVRIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le député shérif,
Chicoutimi, ce 8 janvier 1935. LÉONIDAS GAGNÉ.

[Première publication, le 12 janvier 1935]

231-2-2-0

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Chicoutimi, to wit: } SAMUEL DUBOIS,
No. 6406. * } contractor, of Larouche, in the district of Chicoutimi, plaintiff; vs JOSEPH LAROCHE, of Larouche, in the district of Chicoutimi, both personally as in his quality of Mayor of the Municipality of Larouche, defendant.

Against the plaintiff:

1. A lot of land or emplacement lying and situate at Larouche measuring fifty feet in front or width by one hundred and twenty five feet in depth, forming part of lot 55 of the official cadastre for the fourth range of La Décharge, Township of Kenogami—with all the buildings and dependencies, and bounded in front by the Regional Highway, in rear at the depth and on the West side by the land of Joseph Larouche, or representatives, and on the East by the school house—with circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Larouche, at Larouche, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LEONIDAS GAGNE,
Chicoutimi, this 8th of January 1935. Deputy Sheriff.

[First publication, January 12th., 1935]

232-2-2

GASPÉ

BREF DE FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec, } P.-EMILE COTÉ,
District de Gaspé, } avocat, de New-
Comté de Bonaventure, } Carlisle, comté de Bo-
No 3833. } naventure, district de
Gaspé, demandeur; vs ANDREW SIMON VI-
GNET, de l'Anse-à-la-Barbe, comté de Bonaven-
ture, district de Gaspé, défendeur.

1. Un certain terrain sis et situé dans le troisième rang des terres de l'Anse-à-la-Barbe susdit, d'un arpent de largeur plus ou moins, et faisant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize, (593) du cadastre et livre de renvoi officiel pour le canton de Port Daniel, borné au sud par les terres du premier rang, à l'est par Philip Day, au nord par la rivière l'Anse-à-la-Barbe et à l'ouest par Joseph Alain—circonstances et dépendances.

2. Un certain terrain sis et situé dans le 1er rang des terres de l'Anse-à-la-Barbe, de la contenance de cent soixante pieds de profondeur par soixante pieds de largeur, No cadastral Partie No 357, borné au sud partie par la ligne du che-

GASPÉ

BRIEF OF FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province of Quebec, } P. EMILE COTÉ,
District of Gaspé, } advocate, of New-
County of Bonaventure } Carlisle, County of Bo-
No. 3833. } naventure, district of
Gaspé, plaintiff; vs ANDREW SIMON VI-
GNET, of l'Anse à la Barbe, County of Bonaven-
ture, district of Gaspe, defendant.

1. A certain lot of land being and situate in the third range of the lands of l'Anse à la Barbe, aforesaid, measuring one arpent in width, more or less, and forming part of lot number five hundred and ninety three (593) on the official cadastre and book of reference for the Township of Port Daniel, bounded on the South by the lands of the First Range, on the East by Philip Day, on the North by the river l'Anse à la Barbe, and on the West by Joseph Alain—circumstances and dependencies.

2. A certain lot of land being and situate in the 1st range of the lands of l'Anse à la Barbe, measuring one hundred and sixty feet in depth by sixty feet in width, cadastral number Part No. 357, bounded on the South partly by the railway

min de fer et partie par le chemin Royal, à l'est par Augustin Morin, au nord et à l'ouest par Joseph Blais dans le canton Port Daniel—circonstances et dépendances.

3. Le No du cadastre 310, 1er rang, canton Port Daniel, borné au sud par Madame F.-X. Desraiche, au nord par le trait-carré, à l'est par Alfred Blais et à l'ouest par Abel Vignet, contenant en superficie 68 acres et une perche plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-George-de-Port-Daniel, JEUDI, le VINGT-UNIÈME jour de FÉVRIER 1935, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, E.-W. SHEPPERD.
New-Carlisle, le 4 janvier 1935. 217—2-2-0
[Première publication, le 12 janvier 1935]

line and partly by the King's Highway, on the East by Augustin Morin, on the North and West by Joseph Blais, in the Township of Port Daniel—circumstances and dependencies.

3. Cadastral number 310, 1st range, Township of Port Daniel, bounded on the South by Madame F. X. Desraiche, on the North by the "trait-carré", on the East by Alfred Blais, and on the West by Abel Vignet, containing 68 acres and one perch in area, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint George de Port Daniel, on THURSDAY, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPERD,
Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, January 4th., 1935. 218—2-2
[First publication, January 12th., 1935]

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 4986. } GASTON FONTAINE, avocat,
} des cité et district de Hull,
demandeur; vs DAVID BELISLE et ARMAND BELISLE, tous deux cultivateurs, du canton d'Eardley, district de Hull, défendeurs.

Toutes ses propriétés connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Eardley, comté de Gatineau, province de Québec, décrites comme suit:

1. Toute cette propriété connue et désignée comme la moitié nord du lot numéro dix "B" du huitième rang du canton d'Eardley, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par le lot dix "A" du même rang, au sud par la moitié sud du dit lot dix "B", à l'est par la ligne de division entre le dit lot 10B et le lot 9B et à l'ouest par la ligne de division entre le dit lot 10B et le lot onze "B"—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

2. Tout ce lot ou morceau de terre sis et situé dans le canton d'Eardley et formant partie du lot numéro onze "B" du huitième rang du canton d'Eardley, et décrit comme suit: commençant à un point dans la ligne nord du chemin d'Eardley, où le dit chemin traverse la ligne de division entre les dits lots dix "B" et onze "B" du dit huitième rang; de là se dirigeant vers le nord-ouest en suivant la ligne nord du dit chemin d'Eardley, une distance de quatorze perches; de là se dirigeant vers le nord-est à angle droit avec le dit chemin d'Eardley, une distance de huit perches, jusqu'à la ligne de division, et de là sur une distance de dix-sept perches jusqu'au point de départ, et bornée comme suit: au nord-ouest par le résidu du dit lot onze "B", au sud-ouest par le chemin d'Eardley, et à l'est par la ligne de division entre le dit lot onze "B" et le lot dix "B"—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit terrain.

3. Toute cette propriété connue et désignée comme la partie sud-est du lot numéro quatorze du septième rang du canton d'Eardley, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées et bornée comme suit: au nord partie par le chemin de fer du C. P. R. et partie par la partie nord-est du lot susdit, propriété de Sieur Henri Papineau ou ses ayants-droit; au sud par la ligne de division entre les septième et sixième rangs du même

HULL

Superior Court.—District of Hull.

No. 4986. } GASTON FONTAINE, advo-
} cate, of the city and district
of Hull, plaintiff; vs DAVID BELISLE and ARMAND BELISLE, both farmers, of the township of Eardley, district of Hull, defendants.

All those properties known and designated on the official plan and book of reference for the township of Eardley, county of Gatineau, province of Quebec, described as follows:

1. All that property known and designated as the North half of lot number ten "B" in the eighth range of the township of Eardley, containing fifty acres of land in area, more or less, and bounded as follows: on the North by lot ten "A" of the same range, on the South by the South half of said lot ten "B", on the East by the division line between said lot 10B and lot 9B and on the West by the division line between said lot 10B and lot eleven "B"—with all the buildings thereon erected.

2. All that lot or parcel of land being and situate in the township of Eardley, and forming part of lot number eleven "B" in the eighth range of the Township of Eardley, and described as follows: Starting from a point in the North line of the Eardley road, where the said road crosses the division line between said lots ten "B" and eleven "B" of the said eighth range; thence running Northwest following the North line of the said Eardley road, a distance of fourteen perches; thence running Northeast at right angle with the said Eardley road, a distance of eight perches, up to the division line, and thence on a distance of seventeen perches, up to the starting point, and bounded as follows: on the Northwest by the residue of said lot eleven "B", on the Southwest by the Eardley road, and on the East by the division line between said lot eleven "B" and lot ten "B"—with all the buildings erected on the said lot of land.

3. All that property known and designated as the Southeast part of lot number fourteen, in the seventh range of the township of Eardley, containing fifty acres of land in area, more or less—with all the buildings thereon erected, and bounded as follows: on the North partly by the C. P. R. and partly by the Northeast part of the aforesaid lot, property of Sieur Henri Papineau, or assigns; on the South by the division line between the seventh and sixth ranges of the same

canton; à l'est par la ligne de division entre le dit lot quatorze et le lot treize du même rang, et vers l'ouest par la partie sud-ouest du dit lot quatorze, occupée par René Bélisle ou ses ayants-droits.

4. Toute cette propriété connue et désignée comme la partie sud-ouest du dit lot quatorze dans le septième rang du canton d'Eardley, contenant cinquante acres de terre en superficie—avec toutes les bâtisses dessus érigées, et bornée comme suit: au nord par le chemin de fer du C. P. R., ou par la propriété occupée par William Lusignan, ou ses ayants-droits, au sud par la ligne de division entre les sixième et septième rangs; à l'est par la partie sud-est du dit lot quatorze, la propriété d'Armand Bélisle ou ses représentants, et vers l'ouest par la ligne de division entre le dit lot quatorze et le lot quinze du même rang.

5. Toute cette propriété connue et désignée comme le lot numéro quatorze du sixième rang du canton d'Eardley—avec toutes les bâtisses dessus érigées, moins cependant cette partie du dit lot quatorze, dans le sixième rang d'Eardley, vendue à Joseph Noel par Charles-Everett Graham *et al.*, par acte passé devant Louis Bertrand, notaire, le vingt-huit octobre 1914, sous le numéro 6563 de son répertoire, et dûment enregistré et contenant, le dit morceau de terre vendu au dit Joseph Noel, soixante et onze pieds de front par cent trente-deux pieds de profondeur, mesuré à l'eau haute du printemps.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Hull, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Ce 26 janvier 1935. 673—5—2—0
[Première publication, le 2 février 1935]

township; on the East by the division line between said lot fourteen and lot thirteen of the same range, and on the West, by the Southwest part of said lot fourteen, occupied by René Belisle, or assigns.

4. All that property known and designated as the Southwest part of said lot fourteen in the seventh range of the township of Eardley, containing fifty acres of land in area—with all the buildings thereon erected, and bounded as follows: on the North by the C. P. R. or by the property occupied by William Lusignan or assigns, on the South by the division line between the sixth and seventh ranges; on the East by the Southeast part of said lot fourteen, property of Armand Belisle or his representatives, and on the West by the division line between said lot fourteen and lot fifteen of the same range.

5. All that property known and designated as lot number fourteen in the sixth range of the township of Eardley—with all the buildings thereon erected, less however, that part of said lot fourteen in the sixth range of Eardley, sold to Joseph Noel by Charles Everett Graham *et al.*, by deed passed before Louis Bertrand, Notary, on the twenty eighth of October, 1914, under number 6563 of his repertory, and duly registered, the said parcel of land, sold to said Joseph Noel, measuring seventy one feet in front by one hundred and thirty two feet in depth, measurement taken at high water, in the spring.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, I. ST-PIERRE, Sheriff.
This 26th of January, 1935. 674—5—2
[First publication, February 2nd, 1935]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CRÉDIT FONCIER
No F-131828. } FRANCO-CANADIEN; vs ABRAHAM GOLDENBERG.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, en la cité de Montréal, composé de deux lots de terre connus comme étant les numéros trente et trente-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-30 et 32) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent—avec bâtisses et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER 1935, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,900 sera requis de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 27 décembre 1934.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 8 janvier 1935. 219—2—2—0
[Première publication, le 12 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY; vs BARNETT LEVINE.

Un emplacement ayant front sur la rue Berri, en la cité de Montréal, mesurant trente-huit pieds six pouces en largeur sur une profondeur de qua-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. F-131828. } FRANCO-CANADIEN; vs ABRAHAM GOLDENBERG.

An emplacement fronting on Saint Lawrence Boulevard, in the city of Montreal, composed of two lots of land known as being numbers thirty and thirty two of the official subdivision of original lot number eleven (11-30 and 32) of the official plan and book of reference for Saint Lawrence Ward—with buildings and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,900, will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated December 27th., 1934.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, January 8th., 1935. 220—2—2
[First publication, January 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY; vs BARNETT LEVINE.

An emplacement fronting on Berri Street in the city of Montreal, measuring thirty-eight feet six inches in width by a depth of eighty feet six

tre-vingts pieds six pouces et composé du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-dix et de la subdivision un des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-onze (2590 et 2591-1) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Laurent—avec les édifices en cours d'érection sur icelui ne portant jusqu'ici aucun numéro civique, le mur nord-ouest est mitoyen avec les établissements adjacents, avec le droit de passage dans la ruelle en arrière avec tous les autres y ayant droit, avec et sujet au droit de lumière et de vue ou d'avoir des fenêtres, ouvertures et saillies telles qu'elles sont présentement placées et situées sur les édifices érigés sur le dit emplacement ci-dessus décrit pour leur durée, et aussi similairement sur les édifices érigés sur l'emplacement adjacent au nord-ouest comprenant la subdivision deux des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-onze et la subdivision un des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-douze (2591-2 et 2592-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels, une servitude réciproque de droit de lumière et de vue étant établie sur et en faveur de chacun des dits emplacements pour leur bénéfice respectif, les mesures susdites étant d'après la mesure anglaise et plus ou moins;

Un emplacement ayant front sur la rue Berri, en la cité de Montréal, mesurant trente-cinq pieds trois pouces en largeur sur une profondeur de quatre-vingts-pieds dans sa ligne de côté nord-ouest et quatre-vingts pieds trois pouces dans sa ligne de côté sud-est, mesure anglaise et plus ou moins; composé de la subdivision deux des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-douze et subdivision un des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-treize (2592-2 et 2593-1) au plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Laurent—avec les édifices en construction sur icelui ne portant jusqu'ici aucun numéro civique, le mur nord-ouest est mitoyen avec les établissements adjacents. La ligne centrale du dit mur mitoyen doit être considérée dans sa longueur comme la ligne limitative entre l'emplacement sus-décrit et celui situé au nord-ouest sur lequel des édifices ont été érigés, avec le droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec tous les autres y ayant droit, avec et sujet au droit de lumière et de vue ou d'avoir des fenêtres, ouvertures et saillies telles que présentement placées et situées sur les édifices érigés sur l'emplacement ci-dessus décrit pour la durée, et aussi similairement sur les édifices érigés sur l'emplacement adjacent au nord-ouest comprenant la subdivision deux des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-treize et la subdivision un des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-quatorze (2593-2 et 2594-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels; et aussi similairement sur les édifices érigés sur l'emplacement adjacent au sud-est comprenant la subdivision deux des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-onze et la subdivision un des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-douze (2591-2 et 2592-1) aux plan et livre de renvoi officiels, des servitudes réciproques de droit de lumière et de vue étant établies sur et en faveur de chacun des dits emplacements pour leur bénéfice respectif.

Un emplacement ayant front sur la rue Berri, en la cité de Montréal, mesurant trente-cinq pieds trois pouces de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds six pouces dans sa ligne de côté sud-est, et quatre-vingts pieds trois pouces

inches and composed of lot number twenty five hundred and ninety and subdivision one of the official subdivisions of lot number twenty five hundred and ninety one (2590 and 2591-1) on the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent—with the buildings in course of erection thereon bearing as yet no civic number, the North West wall is *mitoyen* with the adjoining premises, with the right of passage in the lane in rear with all others having rights therein, with and subject to the right of light and view or to have windows, openings and projections as presently placed and located on the buildings erected on the said hereinabove described emplacement for their duration, and also similarly on the buildings erected on the adjacent emplacement to the North West comprising subdivision two of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety one and subdivision one of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety two (2591-2 and 2592-1) of the said official plan and book of reference, a reciprocal servitude of right of light and view being established upon and in favour of each of the said emplacements for the benefit of them respectively, the above measurements are English measure and are more or less;

An emplacement fronting on Berri Street in the city of Montreal, measuring thirty five feet three inches in width by a depth of eighty feet in its North West side line and eighty feet three inches in its South East side line, English measure and more or less, composed of subdivision two of the official subdivisions of lot number twenty five hundred and ninety two and subdivision one of the official subdivisions of lot number twenty five hundred and ninety three (2592-2 and 2593-1) on the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent—with the buildings in course of erection thereon bearing as yet no civic number, the North West wall is *mitoyen* with the adjoining premises. The center line of the said *mitoyen* wall is to be considered for its length to be the boundary line between the emplacement above described and that to the North West upon which buildings have been erected, with the right of passage in the lane in rear in common with all others having rights therein, with and subject to the right of light and view or to have windows, openings and projections as presently placed and located on the buildings erected on the said hereinabove described emplacement for the duration, and also similarly on the buildings erected on the adjacent emplacement to the North West comprising subdivision two of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety three and subdivision one of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety four (2593-2 and 2594-1) on the said official plan and book of reference, and also similarly on the buildings erected on the adjacent emplacement to the South East comprising subdivision two of the official subdivisions of lot number twenty five hundred and ninety one and subdivision one of the official subdivisions of lot number twenty five hundred and ninety two (2591-2 and 2592-1) on the said official plan and book of reference, reciprocal servitudes of right of light and view being established upon and in favour of each of the said emplacement for the benefit of them respectively.

An emplacement fronting on Berri Street in the city of Montreal, measuring thirty five feet three inches in width by a depth of eighty feet six inches in its South East side line and eighty feet three inches in its North West side line and

dans sa ligne côté nord-ouest et composé de la subdivision deux des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-onze et de la subdivision un des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-douze (2591-2 et 2592-1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent—avec les bâtisses en cours de construction et ne portant jusqu'ici aucun numéro civique, dont le mur sud-est est mitoyen avec les bâtiments adjacents, avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière avec les autres y ayant droit, avec et sujet au droit de lumière et de vue, ou d'avoir des fenêtres, ouvertures et saillies telles que présentement placées et situées sur les bâtisses érigées sur ledit emplacement ci-devant décrit, pour leur durée, et aussi similairement sur les bâtisses érigées sur l'emplacement adjacent au nord-ouest comprenant la subdivision deux des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-douze et la subdivision un de la subdivision officielle du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-treize (2592-2 et 2593-1) des dits plan et livre de renvoi officiels et aussi similairement sur les bâtisses érigées sur l'emplacement adjacent au sud-est comprenant le lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-dix et la subdivision un des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-onze (2590-2591-1) des plan et livre de renvoi officiels, des servitudes réciproques du droit de lumière et de vue étant établies sur et en faveur de chacun desdits emplacements pour leur bénéfice respectif; les mesures ci-dessus sont des mesures anglaises et sont plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de FÉVRIER 1935, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 8 janvier 1935. 221-2-2
[Première publication, le 12 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { JOSEPH -HECTOR - R.
No F-137734. } MESSIER, vs LOUIS
ROLLAND.

Un emplacement ayant front sur la rue Laurendeau, autrefois rue Rielle, en la cité de Montréal, mesurant vingt pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les Nos 5682 et 5684, de la dite rue Laurendeau, autrefois rue Rielle, et autres bâtisses y érigées, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle conduisant au dit emplacement, lequel emplacement est composé:

1. Du lot numéro Un de la subdivision du lot numéro Cinq de la subdivision du lot numéro quatre mille quarante et un, (4041-5-1) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal.

2. Du lot numéro Un de la subdivision du lot numéro huit de la subdivision du lot numéro quatre mille quarante (4040-8-1) des plan et livre de renvoi officiels susdits:

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de FÉVRIER 1935, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyeur, daté le 5 janvier 1935.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 janvier 1935. 265-2-2-0
[Première publication, le 12 janvier 1935]

composed of subdivision two of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety one and subdivision one of the official subdivisions of lot numbers twenty five hundred and ninety two (2591-2 and 2592-1) on the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent—with the buildings in course of erection thereon bearing as yet no civic number, the South East wall whereof is *mitoyen* with the adjoining premises, with the right of passage in the lane in rear in common with all others having rights therein, with and subject to the right of light and view or to have windows, openings and projections as presently placed and located on the buildings erected on the said hereinabove described emplacement for their duration, and also similarly on the buildings erected on the adjacent emplacement to the North West comprising subdivision two of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety two and subdivision one of the official subdivision of lot twenty five hundred and ninety three (2592-2 and 2593-1) on the said official plan and book of reference and also similarly on the buildings erected on the adjacent emplacement to the South East comprising lot number twenty five hundred and ninety and subdivision one of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety one (2590 and 2591-1) on the said official plan and book of reference, reciprocal servitudes of right of light and view being established upon and in favour of each of the said emplacements for the benefit of them respectively, the above measurements are English measure and are more or less.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1935, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 8th., 1935. 222-2-2-0
[First publication, January 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { JOSEPH HECTOR R.
No. F-137734. } MESSIER, vs LOUIS
ROLLAND.

An emplacement fronting on Laurendeau Street, formerly Rielle Street, in the city of Montreal, measuring twenty feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing Nos. 5682 and 5684 of said Laurendeau Street, formerly Rielle Street, and other buildings thereon erected, and with right of way in common with others having a right thereto in the lane leading to the said emplacement, the said emplacement being composed of:

1. Lot number one of the subdivision of lot number five of the subdivision of lot number four thousand and forty one (4041-5-1) of the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal.

2. Lot number one of the subdivision of lot number eight of the subdivision of lot number four thousand and forty (4040-8-1) of the official plan and book of reference aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 will be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyeur, dated January 5th., 1935.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 9th., 1935. 266-2-2
[First publication, January 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST AND**
 No A-132707. } **LOAN COMPANY**
OF CANADA; vs JEAN DUCHARME, en sa
 qualité de curateur nommé aux biens de Dame
 Marie-Reine-Angéline Lafrance, épouse de El-
 phège-Onias Pelletier, défendeur, es-qualité.

Un lot de terre ayant front sur la rue Casgrain
 en la cité de Montréal, connu et désigné sous le
 numéro deux mille cent quarante-trois de la sub-
 division officielle du lot originaire numéro dix
 (10-2143) des plan et livre de renvoi officiels du
 Village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses
 dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le QUINZIÈME jour de FEVRIER
 1935, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$920. sera exigé de tout offrant ou
 enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge
 Surveyer, daté le 9 janvier 1935.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
 Montréal, 9 janvier 1935. 267—2—2—0
 [Première publication, le 12 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LE CREDIT FONCIER**
 D-123583. } **FRANCO - CANA -**
DIEN; vs DAME SARAH L. WILSON, veuve
 de Geo. Grant *et al.*

Un certain lot de terre ayant front sur la rue
 Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu
 comme étant le lot du cadastre numéro deux
 cent cinq (205) des plan et livre de renvoi officiels
 pour le quartier Saint-Jacques de la dite cité de
 Montréal, mesurant vingt-huit pieds de largeur
 (y compris six pouces de terrain pris par Made-
 moiselle Luce Cuvillier pour le mur de pignon de
 sa maison), par cent neuf pieds de profondeur,
 mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison à façade en pierre sus-érigée,
 avec droit de mitoyenneté dans les murs de pignon,
 avec droit de passage en commun et tous
 autres droits dans la ruelle en arrière qui borne
 ladite propriété, et tous droits et appartenances
 attachés à ladite propriété.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le QUATORZIÈME jour de FE-
 VRIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2300.00 sera exigé de tout offrant
 ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable
 juge Curran, en date du 27 décembre 1934.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
 Montréal, le 9 janvier 1935. 271—2—2
 [Première publication, 12 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CANADA PERMANENT**
 No D-135755. } **MORTGAGE COR-**
PORATION; vs PYRAMID REALTY, LIMITED
et al.

1. Un emplacement ayant front sur l'avenue
 Melrose, en la cité de Montréal, composé de la
 subdivision numéro cent douze du lot numéro
 cent soixante-quatorze (174-112) des plan et livre
 de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
 de Montréal—avec une maison lambrissée en bri-
 que sus-érigée portant les numéros civiques 4390
 et 4392 avenue Melrose, dont les murs nord-ouest
 et sud-est sont communs ou mitoyens et avec le
 droit d'avoir certaines fenêtres ou ouvertures
 donnant sur les subdivisions 111 et 113 dudit lot
 originaire, le tout tel que plus amplement décrit

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST AND**
 No. A-132707. } **LOAN COMPANY**
OF CANADA; vs JEAN DUCHARME, in his
 quality of curator appointed to the estate of
 Dame Marie Reine Angelina Lafrance, wife of
 Elphège Onias Pelletier, defendant, *es-qualité*.

A lot of land fronting on Casgrain Street, in the
 City of Montreal, known and designated under
 number two thousand one hundred and forty
 three of the official subdivision of original lot
 number ten (10-2143) of the official plan and book
 of reference of the Village of Côte Saint-Louis—
 with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1935,
 at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$920. will be exacted from each
 and every bidder, pursuant to a judgment of the
 Hon. Justice Surveyer, dated January 9, 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
 Montreal, January 9, 1935. 268—2—2
 [First publication, January 12th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **LE CREDIT FONCIER**
 D-123583. } **FRANCO - CANA -**
DIEN; vs DAME SARAH L. WILSON, widow
 of Geo. Grant *et al.*

A certain lot of land fronting on Saint Denis
 Street in the city of Montreal, known as cadastral
 lot number two hundred and five (205) on the
 official plan and in the book of reference for the
 Saint James Ward of the said City of Montreal,
 measuring twenty eight feet in width (comprising
 therein six inches of ground taken by Miss Luce
 Cuvillier for the gable wall of her house), by one
 hundred and nine feet in depth, English measure
 and more or less.

With a stone front house thereon erected
 with right of *mitoyenneté* in the gable walls
 thereof, with right of passage in common and
 all other rights in the lane in rear which bounds
 said property, and all rights and appurtenances
 unto said property belonging.

To be sold, at my office, in the City of Montreal
 on the FOURTEENTH day of FEBRUARY
 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2300. shall be exacted from each
 and every bidder, pursuant to a judgment Hon.
 Judge Curran, dated December 27, 1934.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
 Montreal, January 9th, 1935. 272—2—2—0
 [First publication, 12th January, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CANADA PERMA-**
 No. D-135755. } **NENT MORTGAGE**
CORPORATION; vs PYRAMID REALTY,
 LIMITED *et al.*

1. An emplacement fronting on Melrose Ave-
 nue, in the city of Montreal, composed of subdivi-
 sion number one hundred and twelve of lot num-
 ber one hundred and seventy four (174-112) on
 the official plan and book of reference of the munici-
 pality of the parish of Montreal—with the brick
 encased building thereon erected bearing civic
 Nos. 4390 and 4392 Melrose Avenue, whereof the
 North-West and South-East walls are common or
mitoyen, and with the right to have certain win-
 dows or openings overlooking subdivisions 111
 and 113 of said original lot, the whole as more

dans un acte de prêt de la Canada Permanent Mortgage Corporation à Louis-Philippe Tremblay *et al.*, en date du 29 octobre 1926, par devant J.-M. Purcell, N.P. et enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal, sous le No 126,412

2. Comme appartenant à la défenderesse: Pyramid Realty, Limited:—

Un emplacement ayant front sur l'avenue Melrose, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision numéro cent treize du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (174-113) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal,—avec la bâtisse sus-érigée connue comme étant les Nos. 4396 et 4398 avenue Melrose, dont le mur sud-est est commun ou mitoyen, et avec le droit d'avoir certaines fenêtres ou autres ouvertures donnant sur la subdivision No 112 dudit lot originaire, le tout tel que plus amplement décrit dans un acte de prêt de la Canada Permanent Mortgage Corporation à Louis-Philippe Tremblay *et al.*, en date du 29 octobre 1926, et enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal, sous le No 126413.

Un dépôt de \$800.00 quant à chacun des paragraphes sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 10 janvier 1935.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de FEVRIER 1935, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 janvier 1935. 269-2-2
[Première publication, le 12 janvier 1935]

fully set forth in a deed of loan from Canada Permanent Mortgage Corporation to Louis Philippe Tremblay *et al.*, dated October 29th, 1926, before J. M. Purcell, N.P. and registered in the Registration Division of Montreal, under No. 126412.

2. As belonging to defendant Pyramid Realty, Limited:—

An emplacement fronting on Melrose Avenue, in the city of Montreal, known as subdivision number one hundred and thirteen of original lot number one hundred and seventy four (174-113), on the official plan and book of reference of the Municipality of the parish of Montreal—with the building thereon erected known as Nos. 4396 and 4398 Melrose Avenue, whereof the South-East wall is common or *mitoyen*, and with the right to have certain windows or other openings overlooking Subdivision No. 112 of said original lot, the whole as set forth in a deed of Loan from Canada Permanent Mortgage Corporation to Louis Philippe Tremblay *et al.*, dated October 29th, 1926, and registered in the Registration Division of Montreal, under No. 126413.

A deposit of \$800.00 as to each paragraph, shall be required from each and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a Judgment of Hon. Judge Surveyer, dated January 10th., 1935.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1935, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 9th, 1935. 270-2-0
[First publication, January 12th, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
No 130990. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs JOHNNY MA-
THIEU.

A.—Un emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Joseph-Est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le lot numéro six cent trente-deux de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-huit (328-632) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant en largeur trente-deux (32') sur une profondeur de quatre-vingt-huit pieds (88') mesure anglaise—avec les édifices sus-érigés et avec le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière du dit lot.

Avec et sujet à un droit de vue à perpétuité en faveur de et contre la propriété ci-dessus décrite et en faveur de et contre l'emplacement situé immédiatement au nord-est d'icelle, à savoir, lot numéro six cent trente-trois du dit lot originaire numéro trois cent vingt-huit (328-633) aux dits plan et livre de renvoi officiels, pour les fenêtres, ouvertures et balcons qui existent présentement dans les édifices érigés sur les dits deux lots.

B.—Un emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Joseph-Est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le lot numéro six cent trente quatre de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-huit (328-634) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant en largeur trente-deux pieds (32') sur une profondeur de quatre-vingt-huit pieds (88') mesure anglaise—avec les édifices sus-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
No. 130990. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs JOHNNY MA-
THIEU.

A.—An emplacement fronting on Saint Joseph Boulevard East, in the City of Montreal, known and designated under lot number six hundred and thirty two of the subdivision of lot number three hundred and twenty eight (328-632) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, measuring in width thirty two feet (32') on depth of eighty eight feet (88'), English measure—with the buildings thereon erected and with the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear of the said lot.

With and subject to a right of view in perpetuity in favour of and against the herein above described property and in favour of and against the emplacement situated immediately to the North East thereof to wit: lot number six hundred and thirty three of the said original lot number three hundred and twenty eight (328-633) upon the said official plan and book of reference for the windows, openings and balconies presently existing, in the buildings erected upon the said two lots.

B.—An emplacement fronting on Saint Joseph Boulevard East, in the City of Montreal, known and designated under lot number six hundred and thirty four of the subdivision of lot number three hundred and twenty eight (328-634) upon the official plan and book of reference of the incorporated Village of La Côte Saint Louis, measuring in width thirty two feet (32') on a depth of eighty eight feet (88') English measure with the

érigés, et avec le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière du dit lot.

Avec et sujet à un droit de vue à perpétuité en faveur de et contre la dite propriété et en faveur de et contre l'emplacement situé immédiatement aux sud-ouest d'icelle, connu et décrit comme étant le lot numéro six cent trente-trois du dit lot originaire numéro trois cent vingt-huit (328-633) aux dits plan et livre de renvoi officiels, pour les fenêtres, ouvertures et balcons qui existent présentement dans les édifices érigés sur les dits deux lots.

C.—Un emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Joseph Est, dans la dite cité de Montréal, connu et désigné sous le lot numéro six cent trente-trois de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-huit (328-633) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant en largeur trente et un pieds (31') sur une profondeur de quatre-vingt-huit pieds (88'), mesure anglaise—avec les édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière du dit lot.

Avec et sujet au droit de vue à perpétuité en faveur de et contre la dite propriété et en faveur des emplacements situés immédiatement au nord-est d'icelle étant le lot numéro six cent trente-quatre du lot originaire numéro trois cent vingt-huit (328-634) aux dits plan et livre de renvoi officiels et au sud-ouest d'icelle étant le lot numéro six cent trente-deux du lot originaire numéro trois cent vingt-huit (328-632) aux dits plan et livre de renvoi officiels, pour les fenêtres, ouvertures et balcons existant dans les édifices érigés sur les dits trois lots.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de FÉVRIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,410.00, quant au paragraphe A, de \$2,410.00 quant au paragraphe B et de \$2,140.00 quant au paragraphe C, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 9 janvier 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 9 janvier 1935. 273-2-2
[Première publication, le 12 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } COMMISSION DES
116908. } ACCIDENTS DU
TRAVAIL DE QUÉBEC; vs DAME ADA
GRAY, épouse judiciairement séparée de corps
et de biens de William Biggs, et le dit WILLIAM
BIGGS, pour autoriser et assister la dite Ada
Gray, aux fins des présentes; et M^{RES} GAR-
NEAU et HEBERT, avocats distrayants.

Trois lots de terre ayant front sur l'avenue Racette, en la ville de Montréal-Nord, connus sous les numéros cinq cent cinquante-deux, cinq cent cinquante-trois, cinq cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot No trente et un (Nos. 31-552, 553, 554) aux plan et livre de renvoi de la paroisse du Sault-au-Récollet; contenant, chaque lot, vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingt-un pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec l'édifice sus-érigé portant le numéro civique 11272, rue Racette, Montréal-Nord, telle que la propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

buildings thereon erected, and with the right of passage in common with others having right therein in the lane in rear of the said lot.

With and subject to a right of view in perpetuity in favour of and against the said property and in favour of and against the emplacement situated immediately to the South West thereof known and described as lot number six hundred and thirty three of the said original lot number three hundred and twenty eight (328-633) upon the said official plan and book of reference for the windows openings and balconies presently existing in the buildings erected upon the said two lots.

C.—An emplacement fronting on Saint Joseph Boulevard East, in the said City of Montreal known and designated under lot number six hundred and thirty three of the subdivision of lot number three hundred and twenty eight (328-633) upon the official plan and book of reference the incorporated Village of La Côte Saint Louis, measuring in width thirty one feet (31') on a depth of eighty eight feet (88'), English measure—with the buildings thereon erected, and with the right of passage in common with others having right therein in the lane in rear of the said lot.

With and subject to rights of view in perpetuity in favour of and against the said property and in favour of the emplacements situated immediately to the North East thereof, lot number six hundred and thirty-four of the original lot number three hundred and twenty eight (328-634) upon the said official plan and book of reference and to the South West thereof being lot number six hundred and thirty two of the original lot number three hundred and twenty eight (328-632) upon the said official plan and book of reference for the windows, openings and balconies existing in the buildings erected upon the said three lots.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,410. as to paragraph A, of \$2,410. as to paragraph B and of \$2,140. as to paragraph C shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Judge Surveyer dated January 9th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff
Montreal, January 9th., 1935. 274-2-2-o
[First publication, January 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } THE QUÉBEC WORK-
116908. } MEN'S COMPEN-
SATION COMMISSION; vs DAME ADA
GRAY, wife legally separated as to bed and
board of William Biggs, and the said WILLIAM
BIGGS, to authorize and assist the said Ada Gray
for the purposes hereof; and MESSRS GARNEAU
and HEBERT, advocates distracting for costs.

Three lots of land fronting on Racette Avenue, in the town of Montreal North, known under the Nos. five hundred and fifty two, five hundred and fifty three, five hundred and fifty four of the official subdivision of lot No. thirty one (Nos. 31-552, 553, 554), on the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet; containing each lot twenty five feet in width by eighty one feet in depth, English measure and more or less.

With the building thereon erected, bearing civic No. 11272 Racette Street, Montreal North, as the property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, le 29 janvier 1935. 677-5-2
[Première publication, le 2 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAME FLORA DUB-
B-133481. } RAND, veuve en
secondes noces de Théodore Enet; vs HENRI
BOURDON, *es-qualité*, d'exécuteur testamentaire
de feu Amédée Lareault.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front rue Garnier, connu et désigné sous le numéro cent dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484-110) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix-sept pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les constructions dessus érigées et notamment celles portant les numéros civiques 6999, 7001 et 7003 de ladite rue Garnier, avec les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble et notamment avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit et aux conditions ordinaires d'entretien dans la ruelle en arrière dudit emplacement et dans toute autre ruelle destinée au service de ce dernier.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS 1935, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, 29 janvier 1935. 679-5-2-o
[Première publication, le 2 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MADEMOISELLE
C-134702. } MADÉLINE DE-
FAYETTE; vs SINAI SAVOIE, tant personnel-
lement qu'en sa qualité de légataire universel
de son épouse décédée Dame Marie-Louise Lé-
pine; et HENRI SAVOIE et DAME ALBER-
TINE HARNOIS, son épouse contractuellement
séparée de biens d'avec lui, en sa qualité de cura-
trice au dit Henri Savoie; et TÉLESPHORE
BRASSARD, *es-qualité*, mis-en-cause.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-onze de la subdivision officielle de la partie nord du lot originaire numéro cent cinquante-trois (153-91) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses dessus construites, situées sur la rue Cartier, autrefois rue Simard, le dit emplacement mesurant quarante pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS 1935, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout offrandeur ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 10 décembre 1934.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, le 29 janvier 1935. 681-5-2-o
[Première publication, le 2 février 1935]

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, January 29th, 1935. 678-5-2-o
[First publication, February 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { DAME FLORA DU-
B-133481. } RAND, widow by her
second marriage of Theodore Enet; vs HENRI
BOURDON, *es-qualité* of testamentary executor
of the late Amédée Lareault.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Garnier Street, known and designated under number one hundred and ten of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty four (484-110) of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, measuring twenty five feet in width by ninety seven feet and six inches in depth, the whole English measure and more or less—with all the buildings thereon erected and particularly those bearing civic numbers 6999, 7001 and 7003 of said Garnier Street, with the active and passive servitudes attached to the said immovable and especially with right of way in common with all others having a right thereto subject to ordinary conditions of maintenance, in the lane in rear of the said emplacement and in any other lane destined for the service of the latter.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, January 29, 1935. 680-5-2
[First publication, February 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MISS ADELINÉ DE-
C-134702. } FAYETTE; vs
SINAI SAVOIE, both personally and in his
quality of universal legatee of his deceased wife
Dame Marie Louise Lépine; and HENRI SA-
VOIE and DAME ALBERTINE HARNOIS,
his wife, from him separate as to property by
marriage contract, in her quality of curatrix to
the said Henri Savoie; and TÉLESPHORE
BRASSARD, *es-qualité*, mis-en-cause.

An emplacement situate in the city of Montreal, known and designated under number ninety one of the official subdivision of the North part of the original lot number one hundred and fifty three (153-91) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected, situate on Cartier Street, formerly Simard Street, the said emplacement measuring forty feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$600.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated December 10th., 1934.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, January 29th., 1935. 682-5-2
[First publication, February 2nd., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **C**REDIT FONCIER
No 109051. } **C** FRANCO-CANA-
DIEN; vs GERARD DROUIN *et al.*,

Un immeuble ayant front sur la rue Durocher en la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest de la resubdivision numéro trente-quatre de la subdivision du lot numéro cinq du lot originaire numéro trente-deux (32-5 1/2 N.-O. 34) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MARS 1935, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,092.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 12 janvier 1934.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 30 janvier 1935. 713-5-2-o
[Première publication, 2 février, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**AAME ALBERTINE
No 128279. } **D** NORMAND, épouse
commune en biens de Adélarde St-Laurent; vs
ADELARD ST-LAURENT; et M^{rs} LACHA-
PELLE & DENIS, avocats distrayants.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Riverview, en la cité de Verdun, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds et soixante-sept centièmes de pied de profondeur dans la ligne nord-ouest et soixante-seize pieds et huit-dixièmes de pieds dans la ligne sud-est—avec une maison en bois, lambrissée en brique, à deux étages, contenant quatre logements et portant les numéros civiques 1038, 1040, 1042 et 1044 de la dite Avenue Riverview, dont le mur sud-est est mitoyen, avec garage et hangars situés à l'arrière, tel emplacement étant composé comme suit:

1. Du lot numéro deux cent quarante-huit de la subdivision du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-un (4681-248) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de largeur par soixante-seize pieds et huit-dixièmes de pied dans la ligne sud-est et soixante-quinze pieds et huit-dixièmes de pied dans la ligne nord-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins; et

2. Du lot numéro deux cent quarante-neuf de la subdivision du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-un (4681-249) des mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds et huit-dixièmes de pied dans la ligne sud-est et soixante-quinze pieds et soixante-sept centièmes de pied dans la ligne nord-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les servitudes actives et passives attachées au dit emplacement et spécialement avec droit en faveur des lots de subdivision numéros 4681-248 et 4681-251 des dits plan et livre de renvoi officiels à une servitude perpétuelle et réciproque de vue et de passage en commun sur les deux lots connus sous les numéros deux cent quarante-neuf et deux cent cinquante de la subdivision dudit lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-un (4681-249 et 250) des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant ensemble une largeur de dix pieds par toute la profondeur des dits lots de subdivision.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **C**REDIT FONCIER
No. 109051. } **C** FRANCO-CANA-
DIEN; vs GERARD DROUIN *et al.*

An immovable fronting on Durocher Street, in the City of Outremont, known and designated as being the Northwest half of resubdivision number thirty four of the subdivision of lot number five of the original lot number thirty two (32-5-N. W. 1/2-34) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH day of MARCH, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,092.50 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated January 12th, 1934.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montréal, January 30, 1935. 714-5-2
[First publication, February 2nd., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D**AAME ALBERTINE
No. 128279. } **D** NORMAND, wife
common as to property of Adélarde St. Laurent; vs
ADELARD ST. LAURENT; and M^{rs} LA-
CHAPELLE & DENIS, attorneys distracting
for costs.

An emplacement fronting on Riverside Avenue, in the city of Verdun, measuring forty five feet in width by seventy five feet and sixty seven hundredths of a foot in depth in its Northwest line, and seventy six feet and eight tenths of a foot in the Southeast line—with a two story wooden house encased in brick, containing four dwellings and bearing civic numbers 1038, 1040, 1042 and 1044 of said Riverside Avenue, the Southeast wall thereof being a party wall, with a garage and sheds situate in the rear, said emplacement being composed as follows:

1. Of lot number two hundred and forty eight of the subdivision of the original lot number four thousand six hundred and eighty one (4681-248) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring forty feet in width by seventy six feet and eight tenths of a foot in the Southeast line and seventy five feet and eight tenths of a foot in the Northwest line, the whole English measure and more or less; and

2. Of lot number two hundred and forty nine of the subdivision of the original lot number four thousand six hundred and eighty one (4681-249) of same official plan and book of reference, measuring five feet in width by seventy five feet and eight tenths of a foot in the Southeast line and seventy five feet and sixty seven hundredths of a foot in the Northwest line, the whole English measure and more or less.

With the active and passive servitudes attached to the said emplacement, and especially with right, in favour of subdivision lots numbers 4681-248, and 4681-251 of said official plan and book of reference, to a perpetual and reciprocal servitude of right of view and right of way, in common, on the two lots known under numbers two hundred and forty nine and two hundred and fifty of the subdivision of said original lot number four thousand six hundred and eighty one (4681-249 and 250) of said official plan and book of reference, measuring together a width of ten feet by the whole depth of the said subdivision lots.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 30 janvier 1935. 715-5-2-o
[Première publication, le 2 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. L.-A. CHARBONNEAU-
No 90281. } J. NEAU; vs DOCTEUR
ARTHUR DENIS et MTRES LACHAPELLE
et DENIS, avocats-distrayants.

Comme appartenant à J.-L.-A. Charbonneau:
Un emplacement ayant front sur la rue Henri-Julien en la cité de Montréal, contenant 19 pieds et 11 pouces de largeur en front par une profondeur de 75 pieds mesure anglaise et plus ou moins et composé: 1. De la partie nord-ouest du lot No mille neuf cent soixante-six de la subdivision officielle du lot originaire No deux mille six cent quarante-trois (2643 ptie No 1966) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant un pouce de largeur en front par la rue Henri-Julien et trois pouces de largeur en arrière sur toute la profondeur, bornée en arrière par la ruelle ci-après mentionnée, d'un côté au nord-ouest par la partie sud-est du lot No 1967 ci-après mentionné et d'un autre côté au sud-est par la partie sud-est du dit lot No 1966. 2. De la partie sud-est du lot 1967, de la subdivision officielle dudit lot originaire No deux mille six cent quarante-trois (2643 ptie S.-E. 1967) aux mêmes susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant dix-neuf pieds et dix pouces de largeur en front et dix-neuf pieds et huit pouces de largeur en arrière par toute la profondeur du dit lot et bornée comme suit: en front par la rue Henri-Julien, en arrière par la ruelle ci-après décrite, d'un côté au nord-ouest par la partie nord-ouest du dit lot No mille neuf cent soixante-six—avec toutes les bâtisses y érigées, notamment celle portant les Nos civiques 8357 et 8359 rue Henri-Julien, dont les murs sont mitoyens, et droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière du dit emplacement et connu comme étant le lot numéro mille neuf cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire deux mille six cent quarante-trois, comprises également dans la présente vente, toutes les fixtures et appliques électriques ou à gaz contenues dans lesdites prémisses.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MARS 1935, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 30 janvier 1935. 717-5-2-o
[Première publication, 2 février, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CRÉDIT FONCIER
No E-112020. } FRANCO - CANADIEN;
vs JOSEPH - PHILIBERT - ROCH DROUIN.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connu et désigné

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 30th., 1935. 716-5-2
[First publication, February 2nd., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. L. A. CHARBONNEAU;
No. 90281. } J. vs DOCTOR ARTHUR
DENIS and MTRES LACHAPELLE and
DENIS, advocates distracting for costs.

As belonging to J. L. A. Charbonneau:
An emplacement fronting on Henri Julien Street, in the city of Montreal, measuring 19 feet and 11 inches in width in front by a depth of 75 feet, English measure and more or less, and composed of: 1. The Northwest part of lot number one thousand nine hundred and sixty six of the official subdivision of original lot number two thousand six hundred and forty three (2643 Pt. No. 1966) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Lawrence, measuring one inch in width in front on Henri Julien Street and three inches in width in rear by the whole depth, bounded in rear by the lane hereinafter mentioned, on one side on the Northwest by the Southeast part of lot No. 1967 hereinafter mentioned and on the other side on the Southeast by the Southeast part of said lot No. 1966. 2. The Southeast part of lot 1967 of the official subdivision of said original lot number two thousand six hundred and forty three (2643 S. E. Pt. 1967) of the same aforesaid official plan and book of reference, measuring nineteen feet and ten inches in width in front and nineteen feet and eight inches in width in rear by the whole depth of the said lot and bounded as follows: in front by Henri Julien Street, in rear by the lane hereinafter described, on one side to the Northwest by the Northwest part of said lot number one thousand nine hundred and sixty seven, and on the other side to the Southeast by the Northwest part of said lot number one thousand nine hundred and sixty six—with all the buildings thereon erected, particularly the one bearing civic Nos. 8357 & 8358 Henri Julien Street, whereof the walls are *mitoyen* and right of way in common with others having a right in the lane situate in rear of the said emplacement and known as being lot number one thousand nine hundred and fifty three of the official subdivision of original lot two thousand six hundred and forty three, included also in the present sale are all the electric or gas fixtures and appliances contained in the said premises.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MARCH, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 30, 1935. 718-5-2
[First publication, February 2nd., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. E-112020. } FRANCO - CANADIEN;
vs JOSEPH PHILIBERT ROCH DROUIN.

An emplacement fronting on Saint Hubert Street, in the city of Montreal, known and design-

sous le numéro cent soixante-dix-sept de la subdivision du lot numéro douze cent-trois (1203-177) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MARS 1935, à ONZE heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de \$1,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 10 janvier 1934.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 30 janvier 1935. 719-5-2-o
[Première publication, le 2 février 1935]

ated under number one hundred and seventy seven of the subdivision of lot number twelve hundred and three (1203-177) of the official plan and book of reference of Saint James Ward—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MARCH, 1935, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,100.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated January 10th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office,
Montreal, January 30th., 1935. 720-5-2
[First publication, February 2nd., 1935]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Nicolet, } HENRY HEON, cul-
No 869. } tivateur, de la pa-
roisse de Saint-Grégoire, }
district de Nicolet, agissant en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Dame Emélie Bussière, Vve de John Héon, en son vivant de Sainte-Eulalie, dit district, demandeur; vs EMILE BUSSIÈRE, de Sainte-Eulalie, district de Nicolet, défendeur.

a) Une terre d'environ vingt-huit arpents de profondeur sur trois arpents de large—avec bâtiments et dépendances, bornée au nord-ouest par le cordon entre les onze et douzième rangs d'Aston, à l'est par la route entre Aston et l'augmentation de Bulstrode, l'extrémité sud étant vis-à-vis le cordon entre les quatre et cinquième rangs de la dite augmentation de Bulstrode, vers l'ouest par Joseph Héon.

b) Une autre terre d'environ trois arpents et demi de large, sur environ vingt-sept arpents de profondeur—avec dépendances, bornée au nord-ouest partie par Napoléon Poirier, partie par le dit cordon entre les onze et douzième rangs, vers l'ouest partie par Joseph Héon, partie par Alex. Hébert, vers l'est, par le dit Joseph Héon, étant partie des lots numéros soixante et un, soixante-deux, soixante-trois (Nos 61, 62, 63) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Eulalie, à distraire les parties vendues à Joseph Héon et Napoléon Poirier, suivant leurs titres.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Eulalie, district de Nicolet, JEU-DI, le SEPTIEME jour du mois de MARS prochain 1935, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
J.-H. ROUSSEAU.

Bureau du shérif,
Nicolet, janvier 28, 1935. 683-5-2-o
[Première publication, le 2 février 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Nicolet, } NAPOLEON LABAR-
No 933. } RE, cultivateur et
rentier, de Saint-Wenceslas, district de Nicolet, demandeur; vs ZEPHIR MARTEL, de Saint-Raphaël d'Aston, district de Nicolet, défendeur.

a) Une terre située en la paroisse de Saint-Raphaël d'Aston, dans le dixième rang du canton d'Aston, de la contenance de trois arpents de front

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Nicolet, } HENRY HEON, farm-
No. 869. } er, of the parish of
Saint Grégoire, district }
of Nicolet, acting in his }
quality of testamentary }
executor of the estate of }
the late Dame Emélie }
Bussière, widow of John }
Héon, in his lifetime of }
Sainte Eulalie, said }
district, plaintiff; vs }
EMILE BUSSIÈRE, of }
Sainte Eulalie, district }
of Nicolet, defendant.

a) A farm measuring about twenty eight arpents in depth by three arpents in width—with house, buildings and dependencies, bounded on the Northwest by the "cordon" between the eleventh and twelfth ranges of Aston, on the East by the road between Aston and the Augmentation of Bulstrode, the Southern extremity being opposite the "cordon" between the fourth and fifth ranges of the said Augmentation of Bulstrode, on the West by Joseph Héon.

b) Another farm measuring about three arpents and one half in width by about twenty seven arpents in depth—with dependencies, bounded on the Northwest partly by Napoléon Poirier, partly by the said "cordon" between the eleventh and twelfth ranges, on the West partly by Joseph Héon, partly by Alex. Hébert, on the East by the said Joseph Héon, being part of lots numbers sixty one, sixty two, sixty three (Nos. 61, 62, 63) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Eulalie, to be deducted the parts thereof sold to Joseph Héon and Napoléon Poirier, according to their titles.

To be sold at the parochial church door of Sainte Eulalie, district of Nicolet, on THURSDAY, the SEVENTH day of the month of MARCH next, 1935, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office,
Nicolet, January 28, 1935. 684-5-2
[First publication, February 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Nicolet, } NAPOLEON LABAR-
No. 933. } RE, farmer and
annuitant, of Saint }
Wenceslas, district of }
Nicolet, plaintiff; vs }
ZEPHIR }
MARTEL, of Saint }
Raphael d'Aston, }
district of }
Nicolet, defendant.

a) A farm situate in the parish of Saint Raphael d'Aston, in the tenth range of the township of Aston, measuring three arpents in front by

sur la profondeur des terres du dit rang, entre Albert Pellerin au nord-est et Oscar René au sud-ouest, laquelle terre est connue et désignée comme étant le tiers centre du lot numéro deux cent dix-huit ($\frac{1}{3}$ C. No 218) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Wenceslas—avec les bâtisses dessus construites, à distraire la partie vendue au Canadien National, suivant son titre.

b) Un lot de terre numéro deux cent vingt et un (No 221) et le premier arpent nord-est et longitudinal du lot de terre numéro deux cent vingt-deux (No 222) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le dixième rang du canton d'Aston, contenant en tout trois arpents et un quart de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins et faisant un seul établissement—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raphaël d'Aston, district de Nicolet, MARDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain (1935), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Nicolet, 28 janvier 1935. J.-H. ROUSSEAU.
[Première publication, le 2 février 1935] 685—5—2—0

the depth of the lands of the said range, between Albert Pellerin on the Northeast and Oscar René, on the Southwest, said farm known and designated as being the central one third of lot number two hundred and eighteen (C. $\frac{1}{3}$ No. 218), on the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Saint Wenceslas—with the buildings thereon erected: to be deducted the part sold to the Canadian National, according to title.

b) A lot of land, number two hundred and twenty one (No. 221) and the first Northeast and longitudinal arpent of lot of land number two hundred and twenty two (No. 222), on the official cadastre of the County of Nicolet, for the parish of Saint Wenceslas, in the tenth range of the township of Aston, measuring, in all, three and one quarter arpents in front, by twenty eight arpents in depth, the whole more or less, and forming one single establishment—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Raphael d'Aston, district of Nicolet, on TUESDAY, the FIFTH day of the month of MARCH next, (1935), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. H. ROUSSEAU,
Nicolet, January 28, 1935. Sheriff.
[First publication, February 2nd, 1935] 686—5—2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } ALLIANCE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal; contre DAME MARIE-STELLA L'HEUREUX, épouse séparée de biens de Rosaire Antelil, tous deux de la cité de Québec, district de Québec, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, DAME JEANNE-MARIE L'HEUREUX, épouse séparée de biens de A.-D. Beaudry, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, et ce dernier, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; et ROBERT POISSON, de la cité de Québec, district de Québec, à savoir:

1. La subdivision No 1 (un) du lot No 1005 (mille cinq) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Joseph, mesurant 22 pieds et 1 pouce sur la rue Saint-Joseph, 32 pieds sur la ligne nord-est, 5 pouces sur un retrait de la ligne nord-est, 16 pieds et 9 pouces sur le restant de la ligne nord-est, 22 pieds et 9 pouces dans la ligne qui le divise du lot No 1062, 48 pieds et 9 pouces dans la ligne qui le divise du lot No 1004, contenant en superficie 1087 pieds, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 1004 (mille quatre) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Saint-Joseph et Boulevard Langelier, contenant en superficie 637 pieds, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 1062 (mille soixante-deux) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } ALLIANCE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal; against DAME MARIE STELLA L'HEUREUX, wife separate as to property of Rosaire Antelil, both of the city of Quebec, district of Quebec, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, DAME JEANNE MARIE L'HEUREUX, wife separate as to property of A. D. Beaudry, both of the city of Outremont, district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof; and ROBERT POISSON, of the city of Quebec, district of Quebec, to wit:

1. Subdivision No. 1 (one) of lot No. 1005 (one thousand and five) of the official cadastre for Jacques Cartier Ward, now Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Joseph Street, measuring 22 feet and 1 inch on Saint Joseph Street, 32 feet on the Northeast line, 5 inches on a jog of the Northeast line, 16 feet and 9 inches for the remainder of the Northeast line, 22 feet and 9 inches in the line which divides it from lot No. 1062, 48 feet and 9 inches in the line which divides it from lot No. 1004, containing an area of 1087 feet, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 1004 (one thousand and four) of the official cadastre for Jacques Cartier Ward, now Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the corner of Saint Joseph Street and Boulevard Langelier, containing an area of 637 feet, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 1062 (one thousand and sixty two) of the official cadastre for Jacques Cartier Ward, now Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the corner of

rues Notre-Dame des Anges et Boulevard Langelier, mesurant 62 pieds de front sur la rue Notre-Dame des Anges sur une profondeur de 50 pieds et 6 pouces sur le Boulevard Langelier, plus ou moins, distraction faite de ce qui en a été pris par la cité de Québec, pour l'élargissement du Boulevard Langelier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendu "en bloc".

Tout offrant ou enchérisseur devra déposer entre les mains de l'huissier exécutant un dépôt d'une somme égale à 10% du montant de son offre ou enchère.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, 30 janvier 1935. 687-5-2-o
[Première publication, le 2 février 1935]
[Deuxième publication, le 16 février 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS
No 30270. { ET PLACEMENTS
DE QUÉBEC, corporation légale, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre DAME MAUD CARON, de la ville de Lauzon, épouse séparée de biens de Lauréat Tanguay, du même lieu, peintre, et le dit LAURÉAT TANGUAY, mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

1. La subdivision No 2 (deux) du lot No 202 (deux cent deux) du cadastre officiel pour le village de Bienville, comté de Lévis, étant un emplacement situé maintenant en la ville de Lauzon, contenant 60 pieds de front au nord, 50 pieds en arrière au sud, sur 100 pieds de profondeur, mesure moyenne prise au niveau de l'emplacement, le tout mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 202 (deux cent deux) du cadastre officiel pour le village de Bienville, comté de Lévis, étant un emplacement situé maintenant en la ville de Lauzon, contenant 50 pieds de front au nord, 40 pieds de front au sud, sur 95 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornée au nord à l'emplacement sus-décrit, à l'est, au sud et à l'ouest au Révd. D. Pelletier—circonstances et dépendances.

Pour être vendu, "en bloc", à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine-de-Bienville, comté de Lévis, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, le 30 janvier 1935. 689-5-2-o
[Première publication, le 2 février 1935]
[Deuxième publication, le 16 février 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { DAME EUPHEMIE alias
No 29094. { VIRGINIE GINGRAS,
de la cité de Québec, veuve de Honoré Jacques, en son vivant du même lieu, marchand; contre EDOUARD PAYNE, de la cité de Québec, à savoir:

La subdivision No 38-E (trente-huit-E) du lot No 583 (cinq cent quatre-vingt-trois) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé rue Maufile—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Notre Dame des Anges Street and Boulevard Langelier, measuring 62 feet in front on Notre Dame des Anges Street by a depth of 50 feet and 6 inches on Boulevard Langelier, more or less, deduction made of that part thereof which was taken by the city of Quebec, for the widening of Boulevard Langelier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The whole to be sold "en bloc".

Each and every bidder must deposit with the Bailiff executing the sale, a deposit of an amount equal to 10% of the amount of his offer or bid.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, January 30, 1935. 688-5-2
[First publication, February 2nd, 1935]
[Second publication, February 16th., 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: { LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS
No. 30270. { ET PLACEMENTS
DE QUÉBEC, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Quebec; against DAME MAUD CARON, of the Town of Lauzon, wife separate as to property of Laureat Tanguay, of the same place, painter, and the said LAUREAT TANGUAY, *mis-en-cause*, to authorize and assist his said wife, to wit:

1. Subdivision No. 2 (two) of lot No. 202 (two hundred and two) on the official cadastre for the Village of Bienville, County of Lévis, being an emplacement now situate in the Town of Lauzon, measuring 60 feet in front on the North, 50 feet in the rear, on the South, by 100 feet in depth, average measurement on a level with the emplacement, the whole English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 202 (two hundred and two) on the official cadastre for the Village of Bienville, County of Lévis, being an emplacement now situate in the Town of Lauzon, measuring 50 feet in front on the North, 40 feet in front on the South, by 95 feet in depth, the whole English measure and more or less; bounded on the North by the hereinabove described emplacement, on the East, South and West by Rev. D. Pelletier—circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*, at the church door of the parish of Saint Antoine de Bienville, County of Lévis, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, January 30th., 1935. 690-5-2
[First publication, February 2nd., 1935]
[Second publication, February 16th., 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: { DAME EUPHEMIE alias
No. 29094. { VIRGINIE GINGRAS,
of the city of Quebec, widow of Honoré Jacques, in his lifetime, merchant; against EDOUARD PAYNE, of the city of Quebec, to wit:

Subdivision No. 38-E (thirty eight-E) of lot No. 583 (five hundred and eighty three) of the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Maufile Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 16 janvier 1935. 433-3-2-o
[Première publication, le 19 janvier 1935]
[Deuxième publication, le 2 février 1935]

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 16th., 1935. 434-3-2
[First publication, January 19th., 1935]
[Second publication, February 2nd., 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAMASE BOUCHER,
No 29341. } rentier de Charny,
comté de Lévis; contre CHARLES BOUCHER,
des cité et district de Montréal, à savoir:

Le lot No 689 (six cent quatre-vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, étant une terre située concession Saint-Patrice, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Henri, comté de Lévis, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 16 janvier 1935. 431-3-2-o
[Première publication, le 19 janvier 1935]
[Deuxième publication, le 2 février 1935]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DAMASE BOUCHER,
No. 29341. } annuitant of Charny,
County of Levis; against CHARLES BOUCHER
of the city and district of Montreal, to wit:

Lot No. 689 (six hundred and eighty nine) of the official cadastre for the parish of Saint Henri, County of Levis, being a farm situate in Saint Patrice concession, measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Henri, County of Levis, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 16th., 1935 432-3-2
[First publication, January 19th., 1935]
[Second publication, February 2nd., 1935]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA COMMISSION
District de Roberval, } DU PRET AGRICOLE
No 8554. } COLE CANADIEN,
corporation existant en vertu d'une loi fédérale, et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, requérante; vs CHARLES GUAY, de Saint-Thomas-Didyme, dans le comté de Lac-Saint-Jean, FERDINAND JEAN, de Saint-Bruno, dans le comté de Lac-Saint-Jean, intimés et R-ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE et RENE LEFAIVRE, tous trois comme syndics, sous les nom et raison sociale de Lefavre, Marmette et Lefavre, mis-en-cause.

Une terre connue et désignée sous le numéro un (1) du septième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Normandin, contenant environ cent acres en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire cependant la lisière ou partie sud-est appartenant à la Corporation Municipale du canton Normandin, suivant acte enregistré A-23,819.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, MARDI, le DOUZIEME jour de FEVRIER prochain (1935), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 9 janvier 1935. 281-2-2-o
[Première publication, le 12 janvier 1935]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE CANADIAN
District of Roberval, } FARM LOAN
No. 8554. } BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act, and having, pursuant to the said Act, its head office for the Province of Quebec, in the city of Quebec, petitioner; vs CHARLES GUAY, of Saint-Thomas-Didyme, in the county of Lake Saint John, FERDINAND JEAN, of Saint Bruno, in the county of Lake Saint John, respondents, and R. ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE and RENE LEFAIVRE, all three as trustees, under the firm name and style of Lefavre, Marmette and Lefavre, mis-en-cause.

A farm known and designated under number one (1) of the seventh range on the official cadastral plan and book of reference of the township of Normandin, containing about one hundred acres in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted, however, the strip or Southeast part belonging to the Municipal Corporation of the township of Normandin, according to registered deed A-23,819.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille de Normandin, on TUESDAY, the TWELFTH day of FEBRUARY next, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, January 9, 1935. 282-2-2
[First publication, January 12th, 1935]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 943. } **FELIX LAROSE**, journaliste, Sainte-Prudentienne, district de Bedford, demandeur; vs **SIMEAS VERONNEAU**, cultivateur, de Lennoxville, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur: Le lot 764 du quartier Est de la cité de Sherbrooke.

Pour être vendu au bureau du shérif, MARDI, le CINQUIEME jour de MARS, à DIX heures A.M. (1935).

Bureau du shérif, Sherbrooke, ce 29 janvier 1935. [Première publication, le 2 février 1935] 675-5-2-0

Le shérif,
J.-P.-C. LEMIEUX.

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 943. } **FELIX LAROSE**, laborer, Sainte Prudentienne, district of Bedford, plaintiff; vs **SIMEAS VERONNEAU**, farmer, of Lennoxville, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant: Lot 764 of the East Ward of the city of Sherbrooke.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, TUESDAY, the FIFTH day of MARCH, 1935, at TEN o'clock A.M.

Sheriff's Office, Sherbrooke, this 29th of January, 1935. [First publication, February 2nd, 1935] 676-5-2-0

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4448. } **DAME VEUVE SIDNEY - A. FILION**, de Grenville, dit district, défenderesse, vs **EXALEM LAROSE**, journaliste, du même lieu, demandeur.

Comme appartenant au dit demandeur, l'immeuble suivant: savoir:

Tout ce lopin de terre de forme irrégulière, contenant deux arpents en superficie, le tout plus ou moins et formant partie des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du susdit village de Grenville, comme étant les numéros cent soixante-dix et cent quatre-vingts (170 et 180) bornés au sud par le chemin de fer Carillon et Grenville, au nord et à l'est par la voie d'évitement de chemin de fer conduisant au moulin à scie de M. George Dansereau à l'ouest par les lots 174, 175, 176, 177, 178, 179—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique dans le village de Grenville, comté d'Argenteuil, dit district, le SEIZIEME jour de FÉVRIER, mil neuf cent trente-cinq, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Saint-Jérôme, le 5 janvier 1935. [Première publication, le 12 janvier 1935] 223-2-2

Le shérif,
J.-W. CYR.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4448. } **DAME WIDOW SIDNEY A. FILION**, of Grenville, said district, defendant, vs **EXALEM LAROSE**, laborer, of the same place, plaintiff.

As belonging to the said plaintiff, the following immovable, to wit:

All that parcel of land of irregular shape, containing two arpents in superficies, be the same more or less and forming a part of the lots known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the aforesaid Village of Grenville, as numbers one hundred and seventy and one hundred and eighty (170 and 180) bounded on the South by the Carillon and Grenville Railway on the North and East by the Railway siding leading to Mr. George Dansereau's saw mill on the West by the lots numbers 174, 175, 176, 177, 178, 179—without buildings.

To be sold at the Catholic parochial church door of the Village of Grenville, County of Argenteuil, said district, on the SIXTEENTH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty five, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Saint Jerome, January 5th., 1935. [First publication, January 12th., 1935] 224-2-2

J. W. CYR,
Sheriff.

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

VU QUE DANS UNE CAUSE DANS LAQUELLE: No 2558. } **EVARISTE BELLEMARE**, de la cité de Shawinigan Falls, était demandeur; vs **MAXIME BOISVERT**, de la paroisse de Charette, comté de Saint-Maurice, étant défendeur; Ledit **MAXIME BOISVERT**, défendeur; Ledit **EVARISTE BELLEMARE**, demandeur.

1. Une terre située en la paroisse de Charette,

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

SEEING THAT IN A CAUSE WHEREIN: No. 2538. } **EVARISTE BELLEMARE**, of the city of Shawinigan Falls, was plaintiff; vs **MAXIME BOISVERT**, of the parish of Charette, county of Saint Maurice, was defendant; The said **MAXIME BOISVERT**, defendant; The said **EVARISTE BELLEMARE**, plaintiff;

1. A farm situate in the parish of Charette,

ci-devant de la paroisse de Saint-Barnabé, à la concession Saint-Joseph, du contenu de cent trente arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, bornée comme suit: En front par le chemin public; en profondeur de la concession de Bellechasse; du côté nord, les terres du premier rang du Township de Caxton, et du côté sud les représentants de Charles-Carolus Marcouiller, et connue et désignée ci-devant comme étant le numéro cent cinquante et un (151) et aujourd'hui comme étant le numéro cent cinquante et un-un (151-1) du cadastre hypothécaire pour la dite paroisse de Saint-Barnabé.

2. Une autre terre située sur le premier rang du Township de Caxton, en la dite paroisse de Charette, du contenu de sept arpents de largeur en allant vers le sud-ouest se terminant sur un poteau aux terres de la concession de Bellechasse, bornée en front par le chemin public, du côté nord par Avila Marcouiller, du côté sud par la terre désignée au paragraphe 1er, connue et désignée comme étant le numéro un (1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Elie de Caxton.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Charette, le CINQUIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 30 janvier, 1935.
[Première publication, 2 février, 1935]
721—5-2-0

heretofore the parish of Saint Barnabé, in the Saint Joseph concession, containing one hundred and thirty arpents in area, more or less—with the buildings thereon erected, bounded as follows: in front by the public road, in depth by the Bellechasse concession, on the North side by the lots of the first range of the Township of Caxton, and on the South side by the representatives of Charles Carolus Marcouiller, and known and designated heretofore as being number one hundred and fifty one (151) and now as being number one hundred and fifty one-one (151-1) of the official cadastre for the said parish of Saint Barnabé.

2. Another farm situate in the first range of the Township of Caxton, in the said parish of Charette, containing seven arpents in width and running Southwesterly ending at a pole at the lands of the Bellechasse concession, bounded in front by the public road, on the North side by Avila Marcouiller, on the South side by the farm designated in the 1st paragraph, know and designated as being number one (1) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Elie de Caxton.

To be sold at the church door of the parish of Charette, on the FIFTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois Rivières, January 30, 1935.
[First publication, February 2nd., 1935]
722—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

VU QUE:

No 3140. { JOSEPH MARCOUILLER, cultivateur, de Saint-Sévère, dans le district des Trois-Rivières, demandeur; vs EVA DOUCET, épouse contractuellement séparée de biens d'Emile Halin, courtier en assurance, tous deux de la cité et du district des Trois-Rivières, et le dit EMILE HALIN, aux fins d'autoriser son épouse, défenderesse.

Un emplacement situé sur et au côté nord-est, de la rue Saint-Paul, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le lot numéro deux mille vingt-cinq (2025) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec une maison à quatre logements dessus construite et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le SEPTIEME jour de MARS mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 30 janvier 1935. 723—5-2-0
[Première publication, le 2 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District des Trois-Rivières.

No 5095. { LES CURÉ ET MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-MATHIEU DE CAXTON, formant une Corporation légale ayant sa principale place d'affaires en la paroisse de Saint-Mathieu de Caxton, district des Trois-Rivières, demandeurs; vs EPHREM JUNEAU, de la cité de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, défendeur.

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Mathieu, dans le dix-neuvième rang du Canton Caxton, connu et désigné comme étant le numéro

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

SEEING THAT:

No. 3140. { JOSEPH MARCOUILLER, farmer, of Saint Sévère, in the district of Trois-Rivières, plaintiff; vs EVA DOUCET, wife separate as to property by marriage contract of Emile Halin, insurance broker, both of the city and district of Trois-Rivières, and the said EMILE HALIN, for the purpose of authorizing his wife, defendant.

An emplacement situate on and at the North-east side of Saint Paul Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated under lot number two thousand and twenty five (2025) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières—with a house of four dwellings thereon erected and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the SEVENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois-Rivières, January 30, 1935. 724—5-2
[First publication, February 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Trois-Rivières.

No. 5095. { THE PARISH PRIEST AND CHURCHWARDENS OF L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE THE PARISH OF SAINT MATHIEU DE CAXTON, a body politic and corporate, having its principal place of business in the parish of Saint Mathieu de Caxton, district of Trois-Rivières, plaintiffs; vs EPHREM JUNEAU, of the city of Shawinigan-Falls, district of Trois-Rivières, defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the nineteenth range of the Township of Caxton, known and designated as being

douze aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu.

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Mathieu, dans le dix-neuvième rang du Canton Caxton, connu et désigné comme étant le numéro treize des plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Mathieu, le TREIZIEME jour de FEVRIER mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 9 janvier 1935.
[Première publication, le 12 janvier 1935]
275-2-2-o

number twelve on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Mathieu.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the nineteenth range of the Township of Caxton, known and designated as being number thirteen on the official plan and book of reference.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, in the THIRTEENTH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois-Rivières, January 9, 1935.
[First publication, January 12th, 1935]
276-2-2

ERRATUM

COMTÉ DE GATINEAU.

Dans l'avis de vente pour taxes du comté de Gatineau, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 19 janvier 1935, page 328 et le 26 janvier 1935, page 611, veuillez lire pour la municipalité de Denholm, dans la description du rang du lot 39 Elias Mulligan "6" au lieu de "C". 737-0

ERRATUM

COUNTY OF GATINEAU

In the notice of sale for taxes of the County of Gatineau, published in the *Quebec Official Gazette* of January 19th, 1935, on page 328 and of January 26th, 1935, on page 611, please read for the municipality of Denholm, in the description of range of lot 39 Elias Mulligan "6" instead of "C". 738-0

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de la province de Québec, L'Hôpital St-Joseph des Convalescentes, dûment constitué en corporation, ayant son siège social à Montréal, demandera l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes: (a) pour amender sa charte (19 George V, chapitre 113), de manière à ce que la valeur des propriétés immobilières que la corporation a droit d'acquérir et de posséder, soit portée à \$500,000.00 (b) pour conférer à la corporation le droit de céder tout son actif, par donation ou autrement, à Les Oblates Franciscaines de St-Joseph.

Daté à Montréal, ce 31ème jour de janvier, 1935.

L'HÔPITAL ST. JOSEPH DES CONVALESCENTES.
La présidente,
MADAME HORTENSE QUESNEL.
La secrétaire,
MADEMOISELLE DOLORES TURCOTTE.
733-5-4-o

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of the Province of Québec, L'Hôpital St. Joseph des Convalescentes, duly constituted in corporation, having its head office at Montreal, will ask for the adoption of an Act, for the following purposes: (a) to amend its Charter (19 George V, Chapter 113) so as to bring to \$500,000.00 the value of the immoveable properties that the corporation has the right to acquire and possess (b) to confer to the corporation the right to transfer all its assets, by donation or otherwise, to Les Oblates Franciscaines de St-Joseph.

Montreal, January 31st., 1935.

L'HÔPITAL ST. JOSEPH DES CONVALESCENTES.
President,
MRS. HORTENSE QUESNEL.
Secretary,
MISS DOLORES TURCOTTE.
734-5-4-o

Avis public est par les présentes donné que les soussignées religieuses domiciliées à Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, et conférant à la dite corporation, en outre des droits et privilèges ordinaires, le pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles, d'emprunter, d'hypothéquer, d'émettre des obligations, etc. et en particulier d'acquérir l'actif de L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes.

Montréal, 31 janvier 1935.

MARIE-ANNE LAVALLÉE,
HÉLÈNE LANTHIER,
MARIA GUY,
LAETITIA DUTIL,
LUMINA LABERGE.

735-5-4-o

Public notice is hereby given that the undersigned nuns domiciled at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session, to ask for the adoption of an Act incorporating them as a body politic under the name of Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, and granting to the said corporation, in addition to the usual rights and privileges, the power to acquire and possess immoveables, to borrow, hypothecate, issue debentures, etc., and in particular to acquire the asset of L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes.

Montreal, January 31st., 1935.

MARIE ANNE LAVALLÉE,
HELENE LANTHIER,
MARIA GUY,
LAETITIA DUTIL,
LUMINA LABERGE.

736-5-4-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté-en-conseil, en date du trentième jour de janvier 1935.

Le siège principal de la société est au No 173 de la rue Girouard, à Saint-Hyacinthe.

731-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the trade, has been authorized by Order in Council dated the thirtieth day of January, 1935.

The principal place of business of the association is at No. 173 Girouard Street, at Saint Hyacinthe.

732 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 5

Index of the Quebec Official Gazette, No. 5

ANNONCEURS:—AVIS AUX—	739	ADVERTISERS:—NOTICE TO—	739
ARRETÉ-EN-CONSEIL:—		ORDER-IN-COUNCIL:—	
Concernant la défense de trapper, chasser, tuer ou prendre le castor	787	Respecting the prohibition to trap, hunt, kill or take beaver	787
ASSEMBLÉE:—		MEETING:—	
Montreal Tramways Company	775	Montreal Tramways Company	775
ASSURANCES:—		INSURANCES:—	
North Star Insurance Co. of New York	776	North Star Insurance Co. of New York	776
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est	775	Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est	775
AVIS DE CONCORDAT:—		NOTICES OF COMPOSITION:—	
Diverses	781	Miscellaneous	781
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Bleury Seignior Company	777	Bleury Seignior Company	777
Commission de l'Industrie laitière	776	Dairy Industry Commission	776
Conseil Central des Syndicats Catholiques Nationaux du diocèse d'Ottawa	777	Conseil Central des Syndicats Catholiques Nationaux du diocèse d'Ottawa	777
Deluxe Frois, Inc.	776	Deluxe Frois, Inc.	776
Le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe	811	Le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe	811
Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction	777	Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction	777
BUREAU-CHEF:—		CHIEF-OFFICE:—	
Henderson Coal Co., Ltd.	779	Henderson Coal Co., Ltd.	779
CHARTRE:—ABANDON DE:—		CHARTER:—SURRENDER OF:—	
Benson & Hedges (Canada), Ltd.	788	Benson & Hedges (Canada), Ltd.	788
Municipal Supplies, Limited	789	Municipal Supplies, Limited	789
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—		APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—	
Geo. Christie Canada, Limited	774	Geo. Christie Canada, Limited	774
La Ligue des Propriétaires de Lachine	774	The Proprietors League of Lachine	774
Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph	810	Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph	810
L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes	810	L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes	810
Martin, Eddie <i>et al.</i>	772	Martin, Eddie <i>et al.</i>	772
Montreal Industrial Land Co., Ltd.	773	Montreal Industrial Land Co., Ltd.	773
Royal Trust Company	773	Royal Trust Company	773
Sir George Williams College of the Young Men's Christian Association of Montreal	771	Sir George Williams College of the Young Men's Christian Association of Montreal	771
Sun Trust, Ltée <i>et al.</i>	773	Sun Trust, Ltd. <i>et al.</i>	773

The Wabasso Cotton Co., Ltd.....	771	The Wabasso Cotton Co., Ltd.....	771
Université de Regiopolis.....	771	University of Regiopolis.....	771
Ville de Montréal-est.....	774	Town of Montreal-East.....	774
ERRATA:—		ERRATA:—	
Municipalité du comté de Gatineau.....	810	Municipality of the county of Gatineau... 810	
Municipalité du comté de Lac-Saint-Jean, No 1.....	768	Municipality of the county of Lake Saint John, No. 1.....	768
Municipalité du comté d'Yamaska.....	774	Municipality of the county of Yamaska.. 774	
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Associated Quality Canners (Quebec), Limited.....	740	Associated Quality Canners (Quebec), Limited.....	740
Atlas Crayon and Pencil Co., Ltd.....	743	Atlas Crayon and Pencil Co., Ltd.....	743
Garage Owners Association, Inc.—Asso- ciation des Garagistes, Inc.....	746	Garage Owners Association, Inc.—Asso- ciation des Garagistes, Inc.....	746
G. Le May de Lorme, Incorporated.....	747	G. Le May de Lorme, Incorporated.....	747
Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec.....	750	Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec.....	750
Hesco Dress Co., Incorporated.....	750	Hesco Dress Co., Incorporated.....	750
Miss Style, Incorporated.....	752	Miss Style, Incorporated.....	752
Montreal District Realty Corporation.....	753	Montreal District Realty Corporation... 753	
Petroleum Investment Corporation.....	756	Petroleum Investment Corporation.....	756
Regal Sporting Club, Inc.....	760	Regal Sporting Club, Inc.....	760
Solmax Realities, Inc.....	761	Solmax Realities, Inc.....	761
The Frank P. Lalonde, Ltd.....	762	The Frank P. Lalonde, Ltd.....	762
W. McNally & Company, Inc.....	764	W. McNally & Company, Inc.....	764
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
David Mines, Limited.....	766	David Mines, Limited.....	766
Deluxe Frois, Inc.....	767	Deluxe Frois, Inc.....	767
Mortgage and Discount Corporation of Canada.....	766	Mortgage and Discount Corporation of Canada.....	766
LIQUIDATION—AVIS DE:—		WINDING UP NOTICE:—	
Co-opérative des Cigariers, Ltée.....	789	Co-opérative des Cigariers, Ltée.....	789
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—		DEPARTMENT OF LABOUR:—	
Concernant l'avis relatif à une demande d'extension de convention collective de travail par un certain nombre de pro- priétaires de carrières de pierre à chaux, de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre à l'exception du granit et du marbre.....	789	Respecting the notice respecting an application for the extension of a collec- tive labour agreement by a certain number of owners of quarries and cut stone plants operating in lime stone, sand stone, artificial stone and all stone other than granite and marble.....	789
MINUTES DE NOTAIRES:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Larose, J.-Oscar.....	781	Larose, J. Oscar.....	781
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses.....	788	Miscellaneous.....	788
ORDRE DE COUR:—		RULE OF COURT:—	
Lorquet vs Héritiers L. Lorquet.....	778	Lorquet vs Heirs L. Lorquet.....	778
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Cadastre du canton de Robitaille.....	767	Cadastre of the township of Robitaille... 767	
SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Cité des Trois-Rivières.....	780	City of Trois Rivières.....	780
VENTE—LOI DE FAILLITE:—		SALE—BANKRUPTCY ACT:—	
Proteau-Perrault, Dame Maria.....	779	Proteau-Perrault, Dame Maria.....	779

VENTES POUR TAXES:—

Papineau.....	771
Ville de Lauzon.....	769

SALES FOR TAXES:—

Papineau.....	771
Town of Lauzon.....	769

VENTES PAR LE SHERIF:—

SHERIFF'S SALES:—

ABITIBI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Lajoie.....	791
--	-----

ABITIBI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Lajoie.....	791
---	-----

BEAUHARNOIS:—

Leduc <i>et al</i> vs Marchand.....	792
Renfrew Flour Mills Ltd vs Parent.....	792
Walsh vs Demers.....	791

BEAUHARNOIS:—

Leduc <i>et al</i> vs Marchand.....	792
Renfrew Flour Mills Ltd vs Parent.....	792
Walsh vs Demers.....	791

CHICOUTIMI:—

Dubois vs Larouche.....	793
-------------------------	-----

CHICOUTIMI:—

Dubois vs Larouche.....	793
-------------------------	-----

GASPÉ:—

Côté vs Vignet.....	793
---------------------	-----

GASPÉ:—

Côté vs Vignet.....	793
---------------------	-----

HULL:—

Fontaine vs Belisle <i>et al</i>	794
--	-----

HULL:—

Fontaine vs Belisle <i>et al</i>	794
--	-----

MONTRÉAL:—

Canada Permanent Mortgage Corp. vs Pyramid Realty, Ltd <i>et al</i>	798
Charbonneau vs Denis.....	803
Commission des Accidents du Travail de Québec vs Gray <i>et vir</i>	800
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Drouin <i>et al</i>	802
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Drouin.....	803
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Goldenberg.....	795
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Wilson <i>et al</i>	798
Defayette vs Savoie <i>et al</i>	801
Durand vs Bourdon.....	801
Messier vs Rolland.....	797
Normand vs St-Laurent.....	802
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Levine.....	795
The Prudential Ins. Co. of America vs Mathieu.....	799
The Trust and Loan Co. of Canada vs Ducharme.....	798

MONTREAL:—

Canada Permanent Mortgage Corp. vs Pyramid Realty, Ltd <i>et al</i>	798 ✓
Charbonneau vs Denis.....	803
Quebec Workmen's Compensation Commission vs Gray <i>et vir</i>	800
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Drouin <i>et al</i>	802
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Drouin.....	803
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Goldenberg.....	795
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Wilson <i>et al</i>	798
Defayette vs Savoie <i>et al</i>	801
Durand vs Bourdon.....	801
Messier vs Rolland.....	797
Normand vs St-Laurent.....	802
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Levine.....	795
The Prudential Ins. Co. of America vs Mathieu.....	799
The Trust and Loan Co. of Canada vs Ducharme.....	798

NICOLET:—

Héon vs Bussière.....	804
Labarre vs Martel.....	804

NICOLET:—

Héon vs Bussière.....	804
Labarre vs Martel.....	804

QUÉBEC:—

Alliance Nationale vs L'Heureux <i>et al</i>	805
Boucher vs Boucher.....	807
Gingras vs Payne.....	806
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Caron <i>et vir</i>	806

QUEBEC:—

Alliance Nationale vs L'Heureux <i>et al</i>	805
Boucher vs Boucher.....	807
Gingras vs Payne.....	806
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Caron <i>et vir</i>	806

ROBERVAL:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Guay <i>et al</i>	807
--	-----

ROBERVAL:—

The Canadian Farm Loan Board vs Guay <i>et al</i>	807
---	-----

SAINT-FRANÇOIS:—

Larose vs Véronneau.....	808
--------------------------	-----

SAINT FRANCIS:—

Larose vs Véronneau.....	808
--------------------------	-----

TERREBONNE:—

Filion vs Larose 808

TROIS-RIVIERES:—

Bellemare vs Boisvert 808

Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Mathieu de Caxton vs Juneau 809

Marcouiller vs Doucet *et vir* 809

TERREBONNE:—

Filion vs Larose 808

TROIS-RIVIERES:—

Bellemare vs Boisvert 808

Curé and Churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Mathieu de Caxton vs Juneau 809

Marcouiller vs Doucet *et vir* 809